

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

POLITIQUES AGRICOLES DE LA BANQUE MONDIALE  
ET MODERNISATION DES SYSTÈMES PAYSANS D'AFRIQUE  
SUB-SAHARIENNE

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
XAVIER LEROUX

OCTOBRE 2007

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

La rédaction de ce mémoire a été rendue possible grâce aux nombreuses personnes qui m'ont soutenu tout au long du processus de la recherche et de l'écriture. Il me serait impossible de ne pas remercier, tout d'abord, mon directeur M. Daniel Holly, grand spécialiste de l'étude des institutions internationales et du système onusien. C'est lui qui m'a inspiré, dès le baccalauréat, à poursuivre mes recherches dans le domaine de l'étude des organisations internationales, et plus particulièrement de la Banque mondiale qui est au centre de l'attention de ce mémoire. Il m'a également fortement encouragé à assister à un symposium sur les *Objectifs de développement du millénaire* qui s'est tenu dans les quartiers généraux de la Banque mondiale en juillet 2006 et à y faire ma première allocution devant une assistance internationale. Il m'a ainsi incité à pénétrer à l'intérieur du grand édifice de verre sur les coins de H Street et de la 16<sup>ème</sup> Avenue à Washington D.C., un de ces lieux importants du pouvoir où sont prises des décisions qui influencent de manière significative et directe l'avenir et le développement des pays « en voie de développement ». Grâce à son esprit critique, à la qualité de ses réflexions et à sa rigueur méthodologique, il a su m'appuyer tout au long du processus de ce travail de recherche, en confirmant à maintes reprises son importance pour le développement d'une pensée alternative contre la pensée unique.

J'aimerais également remercier M. Cédric Dolar, un collègue et ami du département de l'UQÀM en psychologie humaniste. Il m'a grandement inspiré, depuis nos études collégiales, a constamment raffiner mes réflexions et à développer une écriture littéraire claire, limpide, imagée et pleine de sens. Grâce à nos entretiens quotidiens, il a pu me permettre de voir les choses autrement, de me poser des questions différentes et surtout d'envisager d'autres manières d'y répondre. Ses écoutes attentives ont toujours donné suite à de judicieux conseils qui trouvent leur reflet dans ce mémoire.

Il me serait difficile de ne pas remercier les personnes qui me sont proches et qui m'ont soutenu, chacune à leur manière ces trois dernières années. Michèle Leroux, tout d'abord, a su depuis mon jeune âge m'apprendre à modérer mes propos et à être prudent quant au choix des mots à utiliser en toute situation, afin de ne pas juger trop rapidement et aléatoirement les idées et les propos des gens. Cette prudence est manifeste tout au long de ce mémoire. Georges Leroux a également su me soutenir grâce à son écoute dans des situations difficiles. Il a su faire germer en moi le goût de la recherche universitaire et me pousser à faire correspondre mon développement personnel à un développement social plus égalitaire. Ma persévérance a également été rendue possible grâce au support de Mme Colette Désilets et de sa très grande sensibilité. Elle a su me faire prendre confiance en moi dans des moments de remise en question.

J'aimerais remercier toutes les personnes de ma famille proche, mais également celles de ma famille élargie, au sein desquelles plusieurs se reconnaîtront et ne me reprocheront pas de ne pas les avoir nommées. Leur support dans le passé a été indispensable et le sera encore davantage dans l'avenir.

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii	
TABLE DES MATIÈRES.....	iv	
RÉSUMÉ.....	vi	
INTRODUCTION.....	1	
CHAPITRE I		
LES PRINCIPALES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT		
DE LA BANQUE MONDIALE.....		12
1.1 À petits pas : les premiers programmes de la Banque mondiale.....	13	
1.2 Vers une continuité des politiques de développement agricole : l'avantage comparatif au profit des pauvres.....	15	
1.2.1 Au nom de la pauvreté.....	16	
1.2.2 Le commerce international : une ouverture idéalisée.....	20	
1.3 L'intensification agricole et une nouvelle révolution verte selon la Banque : reproduction ou rêve ? .....	25	
1.3.1 Les premiers succès de la Révolution verte : biotechnologies et recherche publique.....	26	
1.3.2 Centralisation de la recherche et développement dans les pays riches.....	28	
1.3.3 Diversité géographique de l'Afrique sub-saharienne et nouvelles dépendances aux facteurs de production.....	34	
CHAPITRE II		
L'ACCENTUATION DE LA DÉPENDANCE TECHNOLOGIQUE.....		39
2.1 Appréciation critique du développement agricole de la Banque mondiale.....	40	
2.1.1 Le brevetage du vivant et la survie des petites exploitations agricoles.....	41	
2.1.2 Dépendance technologique des pauvres et menace environnementale.....	49	

2.1.3 Le système à fort rendement : semences améliorées et dépendance paysanne.....	58
CHAPITRE III	
DÉPENDANCE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE.....	66
3.1 Émergence du problème alimentaire et d'une stratégie globale.....	67
3.2 Sécurité alimentaire universelle et fin des systèmes paysans de subsistance.....	75
3.3 Sécurité alimentaire africaine et sécurité des marchés industriels.....	78
3.4 Une sécurité alimentaire destructrice du tissu social.....	82
3.5 Modernisation agricole et aggravation de la situation alimentaire : le cas de la Zambie et du Kenya.....	89
CHAPITRE IV	
CROISSANCE ET ÉQUITÉ.....	96
4.1 Premières réflexions sur la répartition des bénéfices de la croissance.....	100
4.2 Une compréhension économique de la pauvreté rurale.....	108
4.3 Développement agricole & extension du capitalisme.....	117
CONCLUSION.....	127
BIBLIOGRAPHIE.....	134

## RÉSUMÉ

Le présent mémoire tente de porter un nouveau regard sur les politiques agricoles de la Banque mondiale et de leurs effets sur la modernisation des systèmes paysans en Afrique sub-saharienne. Grâce à une analyse documentaire des politiques de la Banque mondiale, décrites dans différentes publications et rapports annuels, et de la mise à jour des conclusions les plus pertinentes de nombreuses études critiques, notre recherche propose une vision alternative du développement agricole. Nous traitons de la question de l'incorporation des nouvelles biotechnologies agricoles en Afrique sub-saharienne, de leurs effets sur la sécurité alimentaire et sur la redistribution sociale des bénéfices de la croissance économique suscitée par la croissance des rendements agricoles. Nous cherchons à montrer que les politiques agricoles de la Banque mondiale, forgées sur le désir d'une réduction de la pauvreté et d'une plus grande égalité sociale, ne poursuivent pas leurs buts premiers.

Nous soutenons, au contraire, que les politiques de la Banque mondiale, et son support au modèle agricole à fort rendement, concourent davantage à accentuer la dépendance technologique et alimentaire des pays sub-sahariens, et contribuent à accroître le caractère endémique de la pauvreté rurale et le problème de l'accès des pauvres à leurs capacités de se nourrir. Nous soutenons que les projets de la Banque, justifiés par un combat contre la pauvreté et la faim, soutiennent davantage le développement des firmes multinationales des pays développés, oeuvrant dans les domaines des biotechnologies et des intrants agricoles. Ces projets soutiennent l'expansion de l'économie mondiale vers de nouveaux marchés, grâce à l'incorporation du mode de production capitaliste contenu au sein du modèle agricole à fort rendement, et menacent la survie des petites exploitations agricoles et des cultures vivrières de subsistance, garantes jusqu'à ce jour de la sécurité alimentaire du continent africain. Nous soutenons que ces politiques contribueront également à accentuer des problèmes environnementaux et sociaux auxquels elles s'adressent pourtant, malgré la présence de modèles de développement alternatifs différents, ainsi qu'à l'existence de méthodes de culture et d'innovations agricoles reconnues.

Mots clefs : Banque mondiale, développement agricole et rural, biotechnologies, sécurité alimentaire, croissance économique, équité

## INTRODUCTION

La question du développement de l'agriculture dans les pays en développement (PVD) est au cœur de ce mémoire. Les politiques agricoles relatives à ces pays sont aujourd'hui l'objet d'une attention accrue de la part des pouvoirs publics et plusieurs s'interrogent, au nord comme au sud, sur les changements qui seront introduits par le développement du libre commerce et la fin des systèmes de protection étatique de l'agriculture. Plusieurs questions se posent en effet quant au rôle de l'agriculture dans les différentes phases de développement d'un État. Encore aujourd'hui, il semble que la croissance des capacités agricoles ait un lien direct avec la croissance de la population, et c'est la raison qui oriente les études démographiques vers l'agriculture, afin de mieux prévoir les enjeux mondiaux liés à la croissance démographique. Si, pendant bien des années, l'agriculture a été schématisée dans un modèle interprétatif qui comprenait surtout les variables de la terre, du capital et du travail, maintenant les études s'intéressent beaucoup plus à l'introduction des innovations techniques pour améliorer les rendements agricoles. Tout le domaine de l'agriculture subit d'énormes pressions pour incorporer dans ses activités les innovations importantes que la recherche biotechnologique introduit. Les nouvelles biotechnologies sont présentées comme les seules à être porteuses d'espoir pour les populations pauvres des PVD. Elles s'affichent comme symbole de la modernisation de l'agriculture. Comme l'agriculture elle-même est en train de subir une révolution importante, nous nous questionnons donc sur les changements en cours, dans un monde en développement qui cherche à donner une nouvelle place au domaine agricole.

L'agriculture est une activité essentielle pour les PVD. Elle demeure cependant confrontée au XXIème siècle à des défis majeurs. Déjà en 1975, Joseph Klatzmann, avec la parution de son livre *Nourrir dix milliards d'hommes*, s'interrogeait sur les ressources alimentaires à prévoir pour nourrir une population



mondiale en forte augmentation<sup>1</sup>. Les estimations récentes chiffrent l'accroissement de la population mondiale à près de 2 milliards de personnes au passage de l'an 2035 (FAO). La population actuelle de 6,5 milliards d'individus devrait donc atteindre d'ici trente ans 8,5 milliards<sup>2</sup>. La croissance de la population mondiale est à 97 pour cent imputable à l'accroissement démographique des PVD<sup>3</sup>. Notons aussi que près de 842 millions de personnes, dont la plupart en zones rurales, souffrent actuellement de la faim, et à ce chiffre s'ajoutent les milliards d'individus souffrant de la malnutrition<sup>4</sup>. Il n'est dès lors pas surprenant que les efforts des institutions internationales et des dirigeants politiques se soient tournés vers la recherche de solutions au problème du ralentissement du rythme de croissance de la production alimentaire mondiale. Notons que l'Afrique sub-saharienne est particulièrement concernée par ce ralentissement.

Au cours des dernières années, une prise de conscience a émergé, au sein de la communauté internationale, quant à l'importance de l'agriculture et à son rôle essentiel dans le processus de développement des PVD. Déjà en 1972, le président de la Banque mondiale, Robert McNamara, exhortait les PVD à se préoccuper davantage des besoins essentiels de leurs populations, dont l'alimentation et la capacité de se nourrir. Cette nouvelle approche humaniste de la Banque lui permit de rallier autour de ces nouveaux projets plusieurs acteurs. Elle allait également, autour d'un consensus moral, justifier plusieurs de ses projets au nom du développement. Les enjeux stratégiques associés à l'agriculture et aux besoins primaires sont alors apparus. Le développement des États est en

---

<sup>1</sup> Joseph Klatzmann. 1975. *Nourrir dix milliards d'hommes*. Paris : Presses universitaires de France.

<sup>2</sup> Le 19 décembre 2005, selon l'ONU, la population mondiale aurait atteint le nouveau cap des 6.5 milliards d'humains.

<sup>3</sup> Banque Mondiale. 2001. *Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001*. Washington D.C. : World Bank Publications.

<sup>4</sup> FAO. 2004. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2004. Les biotechnologies agricoles, une réponse aux besoins des plus démunis*. Rome : FAO, p. 3.

effet fonction de ses capacités alimentaires, dans la mesure où la réalisation de la sécurité alimentaire permet à toute personne d'accéder économiquement, physiquement et en tout temps, à une alimentation adéquate<sup>5</sup>, et à ne pas subir les effets dévastateurs de la malnutrition ou de la sous-alimentation.

Peu à peu, devant l'augmentation de la population mondiale, les efforts se sont concentrés sur la hausse de la production alimentaire. Nous sommes particulièrement préoccupé dans cette recherche par l'écart de productivité qui s'est creusé, dans le domaine agricole, entre les pays développés et les PVD durant les trois décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale<sup>6</sup>. Les économistes se sont penchés sur le développement des pays à bas revenus, prisonniers d'une technologie agricole peu productive qui n'avaient pas encore réussi à transformer l'agriculture traditionnelle en une source de production alimentaire durable. Il fallait désormais trouver des solutions à la stagnation de l'agriculture dans les PVD, menacés par une augmentation de la demande de produits agricoles, liée à la croissance démographique et à l'accroissement des revenus, et qui subissent durement les effets de l'accélération de l'urbanisation.

Nous nous intéressons particulièrement, dans la conjoncture actuelle, à la Banque mondiale, un acteur clef dans ce domaine, et à l'analyse de ses politiques de développement agricole qui occupent une place de premier plan dans le développement rural. Cette institution stratégique a prêté une attention particulière à l'agriculture dès 1973 et elle a insisté sur l'importance des nouvelles technologies pour intégrer les paysans à une logique productiviste. Elle a fait la promotion d'un démarrage économique des PVD fondé sur une base agricole. La Banque venait donc soutenir ainsi la modernisation du secteur agricole dans le but

---

<sup>5</sup> Ghersi, G., cité par Jean-Pierre Bertrand. 1997. *Le pouvoir alimentaire mondial en question*. Paris : Éditions Economica, p. 21.

<sup>6</sup> Yujiro Hayami & Vernon W. Ruttan. 1998. *Agriculture et développement, une approche internationale*. Paris : Institut National de la Recherche Agronomique, p. 29.

d'en améliorer les rendements, par l'introduction et l'incorporation de nouvelles technologies. Celles-ci concernent, encore aujourd'hui, le système d'intrants associés aux technologies caractéristiques de la Révolution verte : les nouvelles variétés de semences génétiquement modifiées, ainsi que les engrais et les pesticides nécessaires à leur croissance. La mécanisation agricole en fait également partie.

Plus récemment la Banque, avec la publication de son *Rapport sur le développement mondial 2000-2001*, a remis à jour ses priorités en matière de développement en reprenant à son compte les *Objectifs du millénaire*<sup>7</sup>. La réduction de la pauvreté, dix ans après son introduction (*Rapport sur le développement 1990*<sup>8</sup>), demeure son principal objectif. Rappelons que dans les *Objectifs du millénaire pour le développement*, l'élimination de la pauvreté extrême et de la faim a été définie comme mesure prioritaire (Conférence de Copenhague 1995). La FAO ne soutient-elle pas que près d'un tiers des enfants du monde en développement ont un retard de croissance assez poussé pour que la sous-alimentation chronique soit mise en cause<sup>9</sup>? Ce retard accroît les risques pour les individus de développer des maladies d'origine nutritionnelle. Selon la FAO, il faut développer les capacités agricoles des PVD pour y rétablir la sécurité alimentaire. Elle affirme entre autres que l'amélioration de l'agriculture dans les PVD est « [...] la meilleure garantie contre la faim et la pauvreté, parce que dans la plupart des pays en développement, plus de 70 pour cent de la population vivent de l'agriculture<sup>10</sup> ».

---

<sup>7</sup> Cling, Jean-Pierre. 2004. « Une analyse du discours de la Banque mondiale sur la lutte contre la pauvreté », in *Les nouvelles Stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*, sous la dir. de Jean-Pierre Cling, Mireille Razafindrakoto et François Rubaud. Paris : Éds. Institut de la recherche sur le développement/Economica, p. 25.

<sup>8</sup> Pour engager le XXI<sup>e</sup> siècle sous de bons auspices, les États Membres des Nations Unies ont convenu de huit objectifs de développement essentiels à atteindre d'ici 2015, <http://www.un.org/french/millenniumgoals/>.

<sup>9</sup> FAO. 2004. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2004*. Rome : FAO.

<sup>10</sup> FAO. 2004. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2004*, p. 35.

Face à la prise en charge par différentes institutions internationales et par la Banque mondiale du problème de la production agricole dans les PVD, nous pouvons observer une contradiction entre les moyens envisagés pour relancer la croissance et le soutien aux bénéficiaires qui sont ciblés pour en profiter : l'introduction du libre marché et du système d'intrants ne semble pas nécessairement favoriser une croissance pro-pauvres. Il semble y avoir un divorce théorique important à ce sujet entre le discours de la Banque et la littérature critique. Selon nous, la Banque mondiale représente un idéal type des bailleurs de fonds internationaux<sup>11</sup>, en raison de son quasi-monopole de la pensée institutionnelle dans le champ de l'économie du développement. Son rôle grandissant dans la formulation de la plupart des objectifs de développement lui permet de mettre à son service plusieurs analystes, experts et techniciens étrangers qui étendent ses actions et son influence à travers le globe.

L'analyse de l'agriculture que nous proposons dans le présent mémoire veut prendre en compte l'énoncé des politiques de la Banque. Elle nous permettra de mieux comprendre l'influence exercée par les positions théoriques et les stratégies de développement de la Banque dans la sphère d'activité de l'agriculture des PVD; elle nous renseignera sur l'influence plus générale des bailleurs de fonds internationaux. Nous désirons comprendre de quelle manière le développement de l'agriculture dans les PVD est influencé par la pensée institutionnelle dominante, telle que promue par la Banque. Nous désirons démontrer que celle-ci est profondément empreinte de l'ambition première de la Banque, soit d'accroître l'extension de l'économie mondiale à des sphères d'activités demeurées à l'écart de son fonctionnement. L'agriculture est en fait une de ces sphères, car elle est encore, en Afrique sub-saharienne notamment, une

---

<sup>11</sup> Hibou, Béatrice. 1998. « Économie politique du discours de la Banque mondiale en Afrique sub-saharienne : du catéchisme économique au fait (et méfait) missionnaire », in *Les études du CERI* (Centre d'études des et de recherches internationales), no 39, Paris, p. 3.

activité orientée vers la production de denrées alimentaires dans un but de subsistance.

Selon la Banque, la croissance économique est pro-pauvre et la hausse consécutive des revenus connaît une distribution égalitaire dans les différents quintiles de la population. Cette analyse est pourtant fortement contestée. Ainsi, des études critiques, comme celles de Irma Adelman ou de Louis Malassis, s'opposent à cette vision d'une redistribution égalitaire des bénéfices de la croissance au sein des sociétés. Ce discours optimiste de la Banque poursuit-il bien les objectifs qu'il dit promouvoir ? Une tension est apparente entre les fondements de ces deux visions doctrinales au sujet de la redistribution des bénéfices de la croissance associée au développement des capacités de production agricole. Nous avons ainsi remarqué que l'objectif prioritaire de la Banque, contribuer à une croissance plus égalitaire, ne pouvait se superposer sans consigner ces problématiques, aux projets de modernisation des systèmes paysans, c'est le cas par exemple de l'Afrique sub-saharienne. Selon la Banque, la hausse de la productivité agricole et l'ouverture des marchés profiteraient aux plus pauvres. Il est toutefois nécessaire de jeter un regard critique sur le discours de la Banque, sans cesse renouvelé, mais appuyant des projets consolidant toujours plus l'emprise des entreprises privées au sein des sociétés en développement et creusant davantage le fossé qui sépare les riches des pauvres.

Si nous pouvons déjà penser que les firmes multinationales seront les principales bénéficiaires de ces projets, nous présenterons dans les prochains chapitres, les raisons motivant cette affirmation. Le débat est donc ouvert au sujet des politiques de développement visant les plus pauvres et les moyens à entreprendre pour y concourir. La Banque mondiale est ainsi sous le feu de plusieurs critiques par rapport aux politiques de développement à mettre de l'avant pour un développement des sociétés plus égalitaire. Notre étude se penchera donc également sur la question épineuse de la répartition des bénéfices

de la croissance agricole dans les milieux ruraux et plus particulièrement d'Afrique sub-saharienne.

Pour arriver à l'élimination de la pauvreté extrême et de la faim, phénomènes particulièrement caractéristiques d'un monde rural axé sur les activités agricoles, il est important de faire le point sur le débat qui oppose la Banque mondiale aux penseurs critiques de ses activités. Il nous faut mieux comprendre les enjeux touchant la modernisation de l'agriculture dans les PVD et les effets de l'introduction de nouveaux modes de production et de nouvelles technologies. Les projets de développement de la Banque négligent les secteurs agricoles vivriers au profit de complexes agricoles axés sur l'exportation. L'Afrique sub-saharienne demeure à cet égard un sujet d'étude privilégié en ce qui a trait au développement de l'agriculture, car cette zone combine à la fois des hausses démographiques impressionnantes, une concentration urbaine accélérée et un retard technologique profond. Ces phénomènes aggravent sans cesse son insécurité alimentaire et retardent toujours davantage son développement. De plus, l'Afrique sub-saharienne demeure laissée pour compte au niveau des investissements directs en capitaux étrangers<sup>12</sup> et se présente dès lors comme une zone propice à l'intégration par le marché du domaine de l'agriculture. L'Afrique sub-saharienne constitue donc pour nous la région mondiale la plus susceptible d'illustrer les objectifs contradictoires du développement de l'agriculture de la Banque mondiale.

Les principales études du développement de l'agriculture nous ont permis de distinguer quatre volets importants touchant au développement agricole. Le premier volet repose sur le premier des Objectifs du Millénaire, soit l'éradication de la pauvreté endémique et de la faim, tel que repris par la Banque mondiale. Ce premier volet englobe la pensée théorique de la Banque mondiale

---

<sup>12</sup> À propos des investissements directs, le *World Investment Report 2005* de la CNUCED (UNCTAD ou United Nations Conference on Trade and Development) rapporte que l'Afrique n'attire que 3% du total des investissements dans les PVD.

face au développement et ses principales stratégies d'action. Le second volet aborde l'enjeu associé aux nouvelles biotechnologies et à leur diffusion dans le système de production paysan en Afrique sub-saharienne. Le troisième volet touche à la problématique de l'atteinte d'une plus grande sécurité alimentaire. Le dernier volet touche à la répartition des bénéfices de la croissance au sein des sociétés en développement, ainsi qu'à l'expansion du mode de production capitaliste au travers du développement agricole. Ces différents volets peuvent être analysés de manière fort différente selon l'angle critique choisi, mais sont selon nous fortement enchevêtrés. Nous tenterons de voir, considération faite des principales stratégies de développement de la Banque mondiale (volet no.1), si le développement de l'agriculture et sa modernisation en Afrique sub-saharienne n'induirait pas une aggravation de la dépendance technologique (volet no.2), un accroissement de l'insécurité alimentaire (volet no.3) et une accentuation de l'inégalité des répartitions associés aux bénéfices de la croissance de l'économie et du développement rural, ainsi qu'une progression du capitalisme à des sphères d'activités demeurées en dehors de son emprise (volet no.4). Telles seront nos questions principales.

Si, pour la Banque, l'introduction d'innovations technologiques doit permettre aux paysans pauvres d'améliorer leur sort par le développement d'opportunités commerciales, il est plutôt prévu par les recherches critiques que l'introduction du système d'intrants agricoles accroîtra la dépendance des agriculteurs à de nouveaux coûts de production. Il en serait de même de la dépendance technologique des pays africains envers des technologies toujours plus coûteuses. Si certains auteurs parlent d'un retard technologique, comme Robert Townsend ou d'autres chercheurs à la source des publications de la Banque mondiale, nous préférons employer le terme de dépendance. Ce concept nous permet de montrer que le retard technologique dont il est question aujourd'hui n'est en effet que le résultat du développement rapide et soutenu de nouvelles technologies. Celles-ci sont développées par des firmes privées qui profitent de la protection d'un système puissant de brevets et d'une protection

inégalée de la propriété intellectuelle. L'appui de la Banque mondiale au système d'intrants nous permet donc de relever une contradiction importante entre les bénéficiaires ciblés par les objectifs de développement et les projets agricoles, et les bénéficiaires réels de leurs retombées.

L'objectif ici n'est pas de nier que les biotechnologies soient porteuses d'avenir quant à leurs impacts sur la pauvreté et la faim, mais plutôt de discuter de la manière dont elles seront introduites dans les PVD et des impacts réels qu'elles auront, dans une conjoncture internationale bien différente de celle qui avait permis l'avènement de la Révolution verte. En ce sens la révolution biotechnologique en cours, ou la Révolution doublement verte, est sujette à plusieurs critiques, particulièrement quant aux profits croissants des firmes multinationales et à l'appauvrissement progressif des paysans.

À propos de la question de la sécurité alimentaire, la Banque soutient que la hausse de la productivité agricole en Afrique viendrait la renforcer; pour la littérature critique, le contraire semble plus vraisemblable, c'est-à-dire un approfondissement de l'insécurité et de la dépendance alimentaire aux importations venues de l'étranger. Le principal effort des projets de développement en Afrique sub-saharienne, rappelons-le, se concentre sur l'amélioration des rendements des terres agricoles, par l'implantation du système à fort rendement, développé en Occident. La modernisation concernera-t-elle l'ensemble des activités paysannes, ou bien favorisera-t-elle davantage le développement d'un système agricole axé sur les cultures d'exportation plutôt que sur l'agriculture vivrière ? En nous fondant sur certaines théories économiques pertinentes et par la présentation de différentes lois (loi d'airain de l'agriculture et l'effet Malassis), nous soutiendrons que le développement agricole tel que promu par la Banque mondiale n'est pas, en dépit de ses prétentions, pro-pauvre.

Notre recherche sur les politiques de développement de la Banque mondiale à propos de l'agriculture dans les PVD, illustrée par la région d'Afrique



sub-saharienne, vise à discuter des conclusions du courant de littérature critique. Nous serons donc amené, en nous inspirant de ces travaux, à soutenir la thèse suivante : *l'introduction du système à fort rendement dans les PVD d'Afrique sub-saharienne, tel que prôné par les stratégies de développement de la Banque mondiale, accroîtra leur dépendance technologique, renforcera leur dépendance alimentaire et accentuera le caractère endémique de la pauvreté rurale et le problème de l'accès des pauvres à leurs capacités de se nourrir*. Nous désirons ultimement montrer que la Banque mondiale favorise le développement du mode de production capitaliste par l'introduction du système d'intrants agricoles et que les réels bénéficiaires de ses projets ne sont pas les pauvres, mais les firmes multinationales et l'expansion de l'économie mondiale vers de nouveaux marchés. Il sera dès lors possible de montrer que par la puissance de persuasion de ses politiques et de sa rhétorique, la Banque mondiale tente de favoriser des projets dont les objectifs sont bien différents de ceux qui sont exposés de prime abord.

Nous serons soucieux dans notre méthodologie de présenter des documents de la Banque mondiale et des documents émanant de la littérature critique. Nous désirons, par une analyse documentaire des positions théoriques et des politiques de la Banque mondiale, critiquer le processus de développement en cours dans le domaine de l'agriculture. Nous baserons notre analyse sur la comparaison des résultats des différentes études critiques avec ceux de la Banque. Les études critiques nous permettront de mieux percevoir l'incohérence des politiques de développement de la Banque et de ses mesures concernant le développement agricole des PVD d'Afrique sub-saharienne. Pour y parvenir, nous présenterons d'abord les objectifs de développement de la Banque mondiale et ses politiques théoriques<sup>13</sup>. Nous désirons ensuite introduire le concept de dépendance

---

<sup>13</sup> Une participation au Symposium *The Architects of the Future*, co-sponsorisé par la Banque mondiale, et tenu à son siège social à Washington D.C., les 5, 6 et 7 juillet 2006, nous a permis de mieux connaître cette organisation et de mieux comprendre comment s'articulent ses différentes stratégies de développement [Présentation par Ms. Linda Van Gelder, Lead Economist à la Banque mondiale, de l'objectif premier du millénaire : la réduction de la pauvreté, 7 juillet 2006].

technologique. Le système de brevets, en vigueur dans les relations économiques internationales, est créateur d'une énorme dépendance pour les PVD et la modernisation technologique prônée par la Banque la renforcera au gré du rythme des innovations. En troisième lieu, nous utiliserons les concepts de sécurité alimentaire et de dépendance alimentaire pour analyser leur approfondissement. Dans un quatrième temps, nous désirons introduire la notion d'inégalité de la distribution des bénéfices de la croissance et certaines théories économiques pour soutenir le point de vue de l'accroissement de la pauvreté rurale, malgré une hausse de la productivité et des surplus agricoles.

L'ensemble de notre démarche se fondera sur une analyse des documents pertinents, énoncés de politiques et d'objectifs, de la Banque mondiale, ainsi que sur l'analyse des critiques et des travaux d'économistes et spécialistes du développement. La région d'Afrique sub-saharienne nous permettra d'illustrer notre démonstration. Nous ne discuterons, en profondeur, d'aucun cas particulier, par exemple de l'application d'une politique sur un pays donné ou d'une mesure particulière, réservant à des recherches ultérieures ce type de travail empirique. Ce mémoire se fonde plutôt sur une analyse théorique et critique de la documentation pertinente concernant les politiques de la Banque mondiale.

Le chapitre premier sera donc consacré à la présentation des objectifs de développement généraux de la Banque mondiale. Le chapitre second tentera de déterminer si l'intensification agricole dans les systèmes paysans d'Afrique sub-saharienne est porteuse pour ces pays d'une accentuation de leur dépendance technologique. Le troisième chapitre déterminera si la modernisation agricole est porteuse d'une amélioration de la sécurité alimentaire ou plutôt du contraire. Le dernier chapitre analysera comment est faite la répartition des bénéfices de la croissance au sein des PVD et nous permettra de déterminer si la modernisation agricole, porteuse de l'implantation en Afrique sub-saharienne du mode de production capitaliste, est garante d'une croissance bénéfique pour les pauvres.

## CHAPITRE I

### LES PRINCIPALES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT DE LA BANQUE MONDIALE

La Banque mondiale est une organisation qui définit bien ses objectifs en matière de développement. Ses nombreuses publications et rapports en attestent. *Le Rapport sur la pauvreté 2000/2001*, qui définit ses objectifs de développement, est l'occasion d'une mise à jour. Rappelant les divers constats des conférences internationales tenues au cours des années 1990, la Banque soutient que les pauvres sont privés de plusieurs libertés essentielles d'action et de choix<sup>14</sup>, dont la plus importante est la capacité de se nourrir. Si la pauvreté en général est au centre de ce rapport, notons que l'attention particulière portée par la Banque au problème de la faim et de l'agriculture dans les PVD n'est pas nouvelle. Robert McNamara avait soutenu que le démarrage économique des PVD d'Afrique sub-saharienne était concomitant avec un développement par l'agriculture. Les nouvelles technologies devaient introduire une logique plus productiviste, afin que la subsistance en Afrique sub-saharienne<sup>15</sup> ne soit plus un frein à son développement global. Cette orientation technologique a souvent été l'objet d'analyses : « Pour la Banque, la clef de voûte de la modernisation agricole reposait sur la diffusion des thèmes techniques. En favorisant la promotion de techniques culturelles nouvelles, ou en accroissant l'usage des semences et des engrais, on espérait convaincre les

---

<sup>14</sup> Reprenant les travaux de Amartya Sen. 1982. *Poverty and Famines : an Essay on Entitlement and Deprivation*. Oxford : Clarendon Press.

<sup>15</sup> L'Afrique sub-saharienne comprend les sous-ensembles régionaux de l'Afrique centrale (Burundi, Cameroun, Centrafrique, Tchad, Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Rwanda et Sao Tome et Principe), de l'Afrique de l'est et australe (Angola, Botswana, Comores, Djibouti, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Seychelles, Somalie, Swaziland, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe), et de l'Afrique de l'ouest (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo).

paysans de se moderniser en augmentant sensiblement leurs rendements<sup>16</sup>. » Ces objectifs étaient guidés par une conscience morale et éthique, et destinés à promouvoir croissance économique et équité sociale. Ils étaient justifiés par les réussites de la Révolution verte. Ils cachaient cependant le début d'une nouvelle ingérence de la Banque dans le développement des PVD d'Afrique subsaharienne, et la reproduction de leurs relations inégales avec les pays plus industrialisés.

### 1.1 À petits pas : les premiers programmes de la Banque mondiale

Revenons brièvement sur l'histoire de cet engagement de la Banque mondiale. Au cours des années 1980, les programmes d'ajustement structurel (PAS) de la Banque avaient pour objectif de favoriser les mesures incitant à la production et d'améliorer la gestion des secteurs publics, afin de soutenir la croissance agricole vacillante et d'assurer les ressources alimentaires nécessaires dans le future. La croissance agricole et la croissance économique devaient correspondre, afin de contribuer à l'abaissement du coût des denrées alimentaires dans les villes. Plus généralement, cette concordance devait permettre de créer une plus grande interaction entre les secteurs agricoles et industriels, afin d'en propulser le développement<sup>17</sup>. La Banque a donc encouragé l'intensification de l'agriculture et la hausse des rendements par hectare cultivé, afin de contrer l'extension des terres agricoles et la faible productivité de la main d'œuvre. Le développement rural de la Banque était lié à la diffusion du système à fort rendement. Le recours à des intrants agricoles, plutôt que la diffusion de cultivars améliorés, devait améliorer la pauvre fertilité des sols. Ces stratégies ont été mises

---

<sup>16</sup> Zaki Laïdi. 1989. *Enquête sur la Banque mondiale*. Paris : Fayard, p. 113.

<sup>17</sup> Kevin Cleaver. 1997. *Rural Development Strategies for Poverty Reduction and Environmental Protection in sub-saharan Africa*. Washington D.C. : World Bank Publications, Directions in Development, p. 9.

en forme à partir des années 70. Les publications de Kevin Cleaver<sup>18</sup> nous renseignent sur les positions de la Banque à propos du développement rural et agricole des pays d'Afrique sub-saharienne<sup>19</sup> et elles permettent également d'en révéler la continuité.

Si certaines politiques gouvernementales réduisirent les incitations dirigées vers les agriculteurs pour l'accroissement de leur production, l'Afrique sub-saharienne connut également trois années de sécheresse qui ont freiné sa croissance agricole. Les projets routiers et urbains furent privilégiés, au détriment de l'Afrique rurale<sup>20</sup>, par la plupart des régimes africains soutenus par la Banque. Le développement agricole ne s'est pas vu accorder une assez grande place au sein du développement rural. Les nouveaux PAS, lancés à partir des années 1990, allaient tenter de résoudre ce déséquilibre.

Articulés autour d'une stratégie en deux volets, ces nouveaux PAS reconnaissent les éléments communs propres à la ruralité des différentes régions de l'Afrique sub-saharienne. Le recours à des intrants, fournis en majorité par l'industrie des biotechnologies, est présenté comme indispensable. Il s'agit d'aligner le prix des intrants et des produits des États africains sur les règles du marché mondial, afin d'encourager une production sur la base de l'avantage comparatif<sup>21</sup>. La libéralisation de leurs échanges et la fin de leurs systèmes subventionnés des prix des intrants agricoles sont préconisées, à titre de mesures générales. En plus de rendre les engrais plus accessibles pour les agriculteurs, ces

---

<sup>18</sup> Kevin Cleaver, alors directeur de la division agriculture pour le département technique de l'Afrique, occupe depuis 2002 le poste de directeur de la section Agriculture et Développement rural de la Banque mondiale.

<sup>19</sup> Voir à ce sujet les deux études de Kevin Cleaver. 1997. *Rural Development Strategies for Poverty Reduction & Environmental Protection in Sub-Saharan Africa*. 1993. *A Strategy to Develop Agriculture in Sub-Saharan Africa and a Focus to the World Bank*, Washington D.C. : World Bank Publications, Technical Paper n. 203.

<sup>20</sup> Kevin Cleaver. 1997. *Op.cit.*, p.17.

<sup>21</sup> Jacob Meerman. 1997. *Reforming Agriculture : The World Bank Goes to Market*, Washington D.C. : World Bank Publications, p. 17.

mesures faciliteraient l'écoulement de leur production sur le marché mondial, grâce à leur énorme potentiel de croissance. Malgré les défis majeurs auxquels elles doivent s'ajuster (tels les aléas climatiques, l'urbanisation, la hausse démographique, le changement de régime alimentaire et le manque d'infrastructures) les innovations technologiques sont présentées comme les meilleurs outils à la base d'une stratégie de développement pour y pallier.

Cette stratégie se situe ainsi dans une continuité des relations économiques inégales entre l'Afrique et les pays industriels. Elle présuppose une conjoncture internationale favorable et un ralentissement de la croissance agricole asiatique. Selon la Banque, la fourniture inadéquate et inégale en intrants agricoles demeure une contrainte importante à l'adoption de nouvelles technologies agricoles. Le prix des intrants est trop élevé par rapport à la valeur finale des produits agricoles. Les agences péri-étatiques de distribution des intrants doivent être remplacées par un marché ouvert afin d'offrir une diversité des intrants qui se doivent de correspondre avec les conditions agricoles variantes. « The strategy must be to address the bottlenecks on the demand supply side. [...] Governments might more pro-actively invite foreign suppliers into the country, to help set up distribution networks or even to produce the input<sup>22</sup>. » L'expansion des activités des quelques grandes compagnies oeuvrant dans le domaine des fournitures agricoles a donc été favorisée, au détriment du développement des capacités nationales de production.

## 1.2 Continuité des politiques de développement agricole : l'avantage comparatif au profit des pauvres

Les projets de la Banque mondiale concernant la modernisation agricole ont donc été construits pour combattre la pauvreté et la faim dans le monde. Pour la Banque, la modernisation agricole et l'introduction d'une logique agricole productiviste sont des mesures qui doivent être introduites dans les PVD subsahariens au nom de la pauvreté. L'intensification agricole est la stratégie pour

---

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 11.

remédier à la pauvreté endémique, car elle présuppose une augmentation de la production agricole par unité d'intrants (main d'œuvre, surface agricole, durée, engrais, semences, fourrage, argent)<sup>23</sup>. Selon la Banque mondiale, l'intensification est un accroissement de la production, selon les terres et les volumes d'eau disponibles; elle comprend dès lors l'augmentation et la meilleure utilisation d'intrants agricoles<sup>24</sup>. L'intensification agricole est alors comprise comme l'adoption par les systèmes paysans de nouveaux intrants agricoles et leur adoption de nouvelles technologies agricoles, qui présupposent l'introduction de plusieurs techniques nouvelles et complémentaires<sup>25</sup>.

### 1.2.1 Au nom de la pauvreté

La Banque mondiale, qui a récemment renouvelé sa stratégie globale de développement, avec la parution de son *Rapport sur la pauvreté 2000/01*, a fait de la lutte contre la pauvreté sa première priorité. Le fossé se creuse davantage entre les pays les plus riches et ceux moins développés, et certains pays sont enfermés dans une spirale de pauvreté endémique (*poverty trap*). Le nombre de pays les moins avancés est passé à 49 en 2001, comparativement à 25 en 1971, la majorité se situant en Afrique sub-saharienne. Pour la Banque, la croissance économique favorise la réduction de la pauvreté. D'une manière générale, elle soutient qu'une croissance économique globale de 1% entraînerait une baisse de 2% de la pauvreté. Ainsi, si le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour s'est accru en Afrique sub-saharienne, entre 1990-99, passant de 242 à 300 millions, ce nombre en pourcentage de la population globale se réduit peu à peu, de 47,7 à 46,7 pour la même période. Ces légères avancées motivent la lutte de la

---

<sup>23</sup> FAO. 2004. *Éthique & intensification agricole durable*. Rome : FAO, Collection Questions d'éthiques no 3, p. 3.

<sup>24</sup> World Bank. 2006. Module 4: Investments in Sustainable Agricultural Intensification, *Agriculture Investment Sourcebook*, <http://www-esd.worldbank.org/ais/>, p. 1.

<sup>25</sup> World Bank. 1991. *Agricultural Biotechnology The Next "Green Revolution" ?*. Washington D.C. : World Bank Technical Paper n. 133, p. 5.

Banque contre la pauvreté et ses convictions d'une urgente obligation morale et éthique d'agir.

Les huit *Objectifs du millénaire*, tels que définis par les Nations Unies en 2000, ont par la suite été intégrés dans les objectifs de la Banque, dont l'un n'est nul autre que la tâche herculéenne d'éliminer la pauvreté et la faim dans le monde<sup>26</sup>. Le *Rapport 2000-01* propose donc un plan stratégique en trois volets complémentaires : favoriser les opportunités, les possibilités d'insertion et la sécurité des populations des PVD. Le premier volet, celui des opportunités, soutient prioritairement les investissements privés rentables et l'innovation technologique, afin de stimuler la croissance d'un marché fonctionnel et d'un climat bancaire et commercial qui lui soit favorable. L'expansion et l'ouverture sur les marchés internationaux qui sont associés à une croissance naturelle de l'emploi et des revenus dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services en font partie. D'autres mesures sont également envisagées dans cette partie de la stratégie : le développement des actifs humains, physiques, naturels et financiers des pauvres; la lutte à l'inégalité de la répartition des actifs entre les sexes, les groupes ethniques, les races et les catégories sociales; la construction d'infrastructures et le partage des savoirs entre les zones rurales et urbaines pauvres afin de permettre aux pauvres de participer davantage et de manière plus égalitaire à la vie économique<sup>27</sup>.

Le second volet, l'insertion, prône l'amélioration du fonctionnement des institutions pour stimuler la croissance et l'équité, par l'abaissement des barrières administratives et sociales qui entravent l'activité économique et la mobilité

---

<sup>26</sup> Les huit *Objectifs de Développement du Millénaire* sont : 1) Éliminer l'extrême pauvreté et la faim, 2) Assurer un éducation primaire pour tous, 3) Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, 4) Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans, 5) Améliorer la santé maternelle, 6) Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies, 7) Assurer un environnement durable et 8) Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

<sup>27</sup> Banque mondiale. 2001. *Rapport sur le développement dans le monde 2000-01. Abrégé*. Washington : World Bank Publications, p.8.



sociale. Ceci devrait permettre aux individus de participer plus activement à la vie économique influençant de manière naturelle la croissance économique d'un marché plus stable et prévisible. Le troisième volet, la sécurité, traite davantage des chocs naturels et financiers, des conflits civils et de l'épidémie de VIH/SIDA.

Nous croyons que ces trois volets, développés afin de guider les activités des bailleurs de fonds, ne doivent pas nécessairement être remis en question. L'important est de déterminer leur contribution à la lutte contre la pauvreté et la faim. Les stratégies de la Banque articulées autour de considérations diverses à propos des différentes caractéristiques associées à la pauvreté se veulent une réponse à ce problème. Par contre, des réserves peuvent être énoncées à leur endroit. Dans le cas de l'Afrique sub-saharienne, la plupart des luttes sont inter-reliées et peuvent référer au domaine agricole. Ainsi la lutte contre le VIH/SIDA est également une lutte contre réduction de la main d'œuvre ouvrière, et concerne autant le monde rural que le monde urbain. De plus, l'abaissement des barrières tarifaires est un sujet délicat. Toutes les nations ne désirent pas nécessairement être soumises aux mêmes règles. Une telle mesure ne résoudra pas pour autant les problèmes d'équité sociale et ceux liés à l'inégalité du développement entre sphères rurales et urbaines. Les mesures relatives au développement des opportunités n'auront pas nécessairement un réel impact sur l'écart qui s'accroît entre les pauvres et les riches. Il y a mieux.

Le rattrapage technologique et le développement d'un climat économique favorable à la croissance économique rurale et industrielle, sont des mesures controversées. Les effets directs sur les pauvres sont loin d'être certains. La croissance naturelle de l'emploi et des revenus dans les différents secteurs économiques n'aura sans doute qu'un impact limité sur la distribution des revenus associée à la croissance économique. Bien que, de toute évidence, la croissance de l'agriculture vivrière soit porteuse de possibilités plus grandes de réduction de la pauvreté, la Banque continue de privilégier la transformation des systèmes paysans et leur alignement sur les cultures d'exportations, en dépit des

nombreuses entraves à la libre circulation des produits en provenance des PVD. L'ouverture des pays industrialisés aux produits agricoles et aux produits manufacturés en provenance des PVD semble, pour la Banque, déjà exister. La transformation des systèmes paysans qu'elle projette n'est pourtant pas liée à l'instauration d'un tel régime.

La population de l'Afrique sub-saharienne devrait accroître sa part de la population mondiale de 11 à 20% d'ici à 2050. Cette prévision nous permet de penser que la réalisation de l'objectif premier de la Banque à son endroit sera difficilement atteint. D'énormes montants d'aide seraient nécessaires pour favoriser le démarrage de sa croissance économique. « The scale of the challenge in Sub-Saharan Africa means that domestic efforts will require external support<sup>28</sup>. » L'Afrique doit diversifier ses exportations, d'autant plus que la part de ses produits agricoles, qui représentait près de 25% de ses exportations dans les années 1990, a baissé à un peu moins de 15% en 2002. L'agriculture de ces pays bénéficierait des deux tiers des gains potentiels de croissance grâce à la fin des subsides agricoles et d'un marché mondial ouvert aux exportations africaines. Le coton est cité en exemple avec une possible expansion de 75%. La Banque mondiale considère l'agriculture comme aussi importante pour la santé d'un PVD que pour la santé du monde en général<sup>29</sup>. Elle semble toutefois peu se soucier des effets néfastes de l'introduction du système à haut rendement dans les systèmes paysans africains<sup>30</sup>, et de leur passage à une logique productiviste et marchande.

Nous avons vu que, pour la Banque, la modernisation agricole et l'intensification agricole sont la réponse à la nécessité de hausser la productivité des systèmes paysans d'Afrique sub-saharienne. Ces changements devraient avoir

---

<sup>28</sup> World Bank, 2005. *Global Monitoring Report 2005; Millenium Development Goals : From Consensus to Momentum*, Washington D.C. : World Bank Publications, p. 20.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 133.

<sup>30</sup> Nous comprenons les systèmes paysans comme les secteurs agricoles sub-sahariens axés sur l'agriculture vivrière et la subsistance.

un impact positif sur la pauvreté et la faim. Le développement agricole de ces pays profiterait également des possibilités offertes par un commerce international ouvert. Toutefois, la vision du commerce international de la Banque relève d'un idéal éloigné de la réalité.

### 1.2.2 Le commerce international : une ouverture idéalisée

Dans l'optique de la Banque, la croissance économique et les opportunités offertes par le commerce international, sont les principales solutions à la pauvreté endémique en Afrique sub-saharienne. Avec un taux de croissance per capita de 0.8%, l'Afrique se compare défavorablement à la moyenne de 2.1% de l'ensemble des PVD. Les produits agricoles, rappelons-le, représentent tout de même près du quart des exportations des PVD de l'Afrique sub-saharienne non-producteurs de pétrole<sup>31</sup>. Ce sont eux qui devront encore contribuer le plus à sa croissance économique. De plus, 1% de croissance agricole générerait une croissance économique globale de 1.5%, en raison de ses effets sur l'industrie, le transport et le secteur des services<sup>32</sup>. L'agriculture serait le moteur d'une croissance économique indispensable. L'agriculture vivrière est toutefois laissée pour compte, au profit du développement des capacités d'exportation, dont la croissance, selon la Banque, serait plus profitable pour les pauvres. Au nom de la pauvreté, il serait donc nécessaire d'ouvrir les marchés et de supporter l'intensification du secteur agricole.

L'agriculture est un secteur moteur car elle favorise un processus de double arrimage (*linkage*); le secteur agricole profite des inputs industriels (intrants et machineries) et fournit plusieurs dérivés de ses produits au secteur

---

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 120.

<sup>32</sup> T. Ademola Oyejide. 2000. « Agriculture in the New Millenium Round of Multilateral Trade Negotiations : African Interests and Options », in *Agricultural Trade Liberalization in a new trade Round; Perspectives of Developing Countries & Transition Economies*, sous la direction de Ingco, Merlinda et L. Alan Winters, Washington D.C. : World Bank Publications, Discussion Paper, n. 418, p. 12.

industriel (*backward linkage*), dont la croissance s'accélère. La demande de produits alimentaires augmente au profit des secteurs agricoles (*forward linkage*)<sup>33</sup>. L'agriculture serait, selon la Banque, l'activité la plus importante dans les premières étapes de la croissance *pro-poor*, en raison de ces effets d'entraînement sur les autres activités économiques, mais aussi par sa contribution à la sécurité alimentaire et à l'abaissement des prix des denrées<sup>34</sup>. L'intensification agricole est-elle garante de la sécurité alimentaire par l'abaissement des prix des denrées ? Nous n'en sommes pas certain. Les développements qui suivent s'efforceront de répondre à cette question.

Une question primordiale doit être posée : une stratégie axée sur le développement des capacités d'exportation en Afrique sub-saharienne serait-elle défavorable au développement de l'agriculture vivrière ? Cette stratégie saura-t-elle enrayer la pauvreté, la faim et l'iniquité sociale ? Ne néglige-t-on pas indûment le développement du secteur agricole vivrier de l'Afrique ? Il est alors important de déterminer quels seront les impacts de la modernisation des systèmes paysans sur l'équilibre entre *food crops* et *cash crops*.

Nous avons déjà constaté que la Banque mondiale, bien que prônant l'ouverture des marchés des pays développés aux produits des PVD, ne peut exercer qu'une influence limitée sur ses membres les plus puissants, les pays industriels, afin d'infléchir leurs politiques commerciales protectionnistes. Elle supporte malgré tout cette mesure, vu son importance pour la croissance économique et agricole des PVD, et la lutte contre la pauvreté extrême et la

---

<sup>33</sup> Robert F. Townsend. 1999. *Agricultural Incentives in Sub-Saharan Africa : Policy Challenges*. Washington D.C. : World Bank Publications, Discussion Paper, n. 444, p. 3.

<sup>34</sup> Derek Byerlee, Diao Xinshen et Chris Jackson. 2005. *Agriculture, Rural Development, and Pro-poor Growth; Country Experiences in the PostReform Era*. Washington D.C. : World Bank Publications, Agriculture and Rural Development Discussion Paper, n. 21, p. 42.

faim<sup>35</sup>. Les pays industriels devraient ainsi abaisser leurs tarifs à l'importation à moins de 10%, éliminer leurs subventions aux secteurs d'exportations et découpler leurs subsides agricoles domestiques de leurs supports ruraux à la production. Cette tâche semble pourtant irréalisable en raison des oppositions paysannes dans ces pays.

La question des subsides agricoles, à elle seule, ne nous permet pas d'envisager un fléchissement des politiques commerciales : les subventions des États-Unis, de l'UE et de la plupart des pays industriels à leurs systèmes paysans sont bien trop importantes. Les abandonner signifierait une perte de compétitivité assurée de leurs produits agricoles sur les marchés mondiaux, et la faillite de leurs propres systèmes paysans. En ce sens, la Banque ne peut que faire des recommandations. Par contre, ses prêts aux PVD lui permettent d'influencer leurs politiques commerciales, grâce au contenu contraignant des accords de prêt. Les PVD doivent entreprendre différentes réformes économiques s'ils désirent avoir accès aux prêts suivants, échelonnés et conditionnels. La Banque prône donc un développement calqué sur ses objectifs statutaires définis lors de sa création : promotion des investissements privés, équilibre de la balance des paiements et des investissements internationaux. Les investissements productifs doivent soutenir la productivité. Dans cette perspective, on ne peut que noter que ses prêts à l'Afrique n'ont pas été octroyés sans intentions, car ils ont été consentis en échange de la libéralisation des différentes filières de la production agricole et des intrants, de l'abolition des taxes sur les importations, d'une réorientation des taux de change et de l'instauration de politiques monétaristes.

La Banque utilise donc la perspective d'une ouverture du commerce international idéalisée pour promouvoir l'intensification agricole et la diversification des exportations des PVD, car, dans son optique, sans ouverture la perspective des gains prévus est réduite. Toutefois, ce qui est clair c'est le fait que

---

<sup>35</sup> Banque mondiale. 2005. *Global Monitoring Report 2005*. Washington D.C. : World Bank Publications, p. 9.

seules quelques commodités sont concernées. Leurs exportations de produits finis se voient souvent refuser l'entrée aux grands marchés, en raison des systèmes protectionnistes des pays industriels. La diversification agricole est alors associée à l'alignement des cultures vivrières sur l'exportation, et plusieurs pays dépendent donc de une ou deux productions principales. La politique préconisée ainsi s'apparente plutôt pour nous à une intensification des systèmes paysans, sur la base de l'avantage comparatif.

Les prêts consentis par la Banque favorisent par ailleurs un développement des économies émergentes de l'Asie du sud est au détriment de l'Afrique subsaharienne. Malgré un discours chargé de bonnes intentions, 70% de son portefeuille est affecté principalement à 11 pays émergents<sup>36</sup>. La réalisation des *Objectifs du millénaire* semble alors éparpillée dans une multitude d'actions inégales et de programmes divers. L'harmonisation des règles du commerce mondial est reléguée à un temps futur présenté comme tout proche. Le marché mondial devrait s'ouvrir et mettre un terme à l'échange inégal dont les pays africains sont les victimes. Ces conditions ne sauraient être satisfaites que dans un avenir éloigné et idéalisé, en raison notamment des nombreuses occasions ratées des négociations commerciales à l'OMC.

Le modèle de développement agricole qui s'en dégage est général en ce sens qu'il vise plutôt une application universelle. Il conforte le lien, déjà présent, de la dépendance des PVD envers les pays industriels, qu'il s'agisse de l'écoulement de leurs produits agricoles, ou encore de leurs fournitures en intrants et technologies. Le développement des capacités productives des pays subsahariens répond davantage à l'objectif prioritaire de développer leurs capacités

---

<sup>36</sup> Philippe Hugon. 2000. « Le FMI, la Banque mondiale et l'OMC : libéralisation, ajustement structurel et/ou développement ? ». *Haut conseil de la coopération internationale* (Paris). [www.hcci.gouv.fr](http://www.hcci.gouv.fr).

nationales de productions d'exportation (avantages comparatifs associés aux *cash crops*), afin de répondre à l'accroissement global de la demande mondiale émanant des pays industriels. La satisfaction des besoins alimentaires de leurs populations passe en second lieu. La sécurité des approvisionnements des pays développés repose sur l'intensification agricole en Afrique sub-saharienne, mais également des autres PVD, et ce pour garantir un nivellement vers le bas du prix de leurs denrées alimentaires importées. Ce sont donc également les marchés des pays développés qui sont dépendants des exportations agricoles des PVD. La Banque mondiale est donc un outil utile des pays industriels. Les problèmes qui affligent les PVD d'Afrique sub-saharienne sont présentés de telle sorte que leur solution repose uniquement sur le passage de l'agriculture de subsistance à des systèmes paysans plus productifs.

Certes, la Banque n'a pas tort d'affirmer que la production agricole doit assurer la sécurité alimentaire du continent africain. Toutefois, le développement agricole projeté semble travailler contre cet objectif. Les pays industriels tirent des avantages à exporter leurs excédents céréaliers, leurs produits et leurs services dans ces pays. Leur quête de croissance et le développement de leurs filières agricoles sont donc liés aux orientations de la Banque mondiale.

La productivité et l'intensification agricole, l'ouverture des marchés et la poursuite d'une plus grande sécurité alimentaire, le combat contre la pauvreté et la faim, sont-ils les fondements d'un projet qui conforte davantage les pays industriels et leurs firmes privées? Selon la Banque, il est nécessaire que les politiques de développement agricole demeurent cohérentes avec une logique économique libérale d'ouverture des marchés, et favorisent un système mondial d'échanges de produits alimentaires, qui pourtant reflète encore aujourd'hui l'ancienne période coloniale et le commerce triangulaire entre métropoles et colonies. Les projets de développement de l'agriculture sont dans la continuité des relations économiques inégales, et de la production sur la base de l'avantage

comparatif. L'intensification prônée permet également aux firmes privées de trouver de nouveaux débouchés à leurs innovations techniques.

Un tel développement contribue à reproduire le cycle de pauvreté des petits exploitants agricoles. Le cycle d'innovation les pousse à adopter de nouvelles techniques. Il leur permet d'augmenter leurs rendements, afin de suivre le processus de l'intensification agricole entrepris par certains producteurs et qui fait baisser le cours de denrées alimentaires. Le cycle les emprisonne dans un système qui les pousse à adopter de nouvelles technologies plus coûteuses que les profits qu'elles leur permettent d'engendrer. Un rythme de modernisation leur est imposé progressivement. La Banque cherche à reproduire en Afrique la Révolution verte asiatique. La question essentielle demeure pour nous : quels impacts auront les innovations techniques, issues de l'intensification agricole et du modèle paysan à fort rendement qui lui est associé, sur les petits exploitants agricoles<sup>37</sup> ? Quels seront les effets sur la sécurité alimentaire globale en Afrique sub-saharienne ? Qui en seront les bénéficiaires ?

### 1.3 L'intensification agricole et une nouvelle Révolution verte selon la Banque : reproduction ou rêve ?

La relation que la Banque établit entre la croissance économique globale et la croissance agricole, nous porte à nous questionner sur le rôle du secteur d'exportation des PDV d'Afrique sub-saharienne, mais également sur le désir de la Banque d'en favoriser l'expansion. Selon la Banque, l'utilisation d'engrais est un facteur déterminant associé au ralentissement de la croissance agricole, car son niveau d'utilisation a stagné depuis 1975<sup>38</sup>. Une meilleure utilisation permettrait d'atteindre une croissance agricole de 4% annuellement, fondé sur l'amélioration

---

<sup>37</sup> Les petits exploitants sont caractérisés par la grandeur de la terre qu'ils utilisent, soit un hectare ou moins. Azoulay, Gérard et Jean-Claude Dilon. 1993. *La sécurité alimentaire en Afrique. Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies*. Paris : Éditions Karthala, p. 27.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 3.



de la technologie et la hausse de la productivité<sup>39</sup>. Un tel objectif est-il réalisable ? La reproduction des succès associés à la Révolution verte est-elle possible aujourd'hui en Afrique sub-saharienne ?

### 1.3.1 Les premiers succès de la Révolution verte : biotechnologies & recherche publique

La Révolution verte, des années 1960-80, est associée à un processus d'instauration de profonds changements dans l'agriculture du monde entier. Elle est à l'origine de la création et de la diffusion de différentes variétés semi naines de riz, de blé et d'autres céréales, variétés à grande capacité d'absorption d'intrants agricoles (nitrate, phosphore et nitrogène). Ces nouveaux cultivars introduits à partir de 1964 permirent au Mexique de passer d'un statut d'importateur de blé, à un statut d'exportateur en 1994, malgré la raréfaction de ses terres productives. Ce succès a favorisé le développement international de la recherche agricole. Plusieurs centres de recherche nationaux ont vu le jour. La FAO, créée à la fin de la Seconde Guerre mondiale, fut ainsi chargée de gérer l'assistance technique et les programmes de formation, répondant alors à l'appel de T. Schultz, afin que les communautés rurales adoptent de nouvelles technologies<sup>40</sup>.

Les milieux universitaires, les sociétés privées et les gouvernements des pays développés participèrent aux recherches. Les Fondations Ford et Rockefeller, la Banque Mondiale, la FAO et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) créèrent ainsi le Groupe Consultatif pour la Recherche

---

<sup>39</sup> Banque mondiale. 1997. *Rural Development : From Vision to Action*. Washington D.C. : World Bank Publications, Environmentally and Socially Sustainable Development Studies and Monographs Series, n. 12.

<sup>40</sup> Theodore Schultz, in Hayami, Yujiro et Vernon W. Ruttan. 1998. *Agriculture et développement, une approche internationale*. Paris : Institut National de la Recherche Agronomique, p. 91-95.

Agricole Internationale<sup>41</sup> (GCRAI), dont l'un des objectifs était de « [...] *produire des retombées technologiques positives, notamment dans les pays qui n'étaient pas en mesure de tirer le plein profit de leur investissement dans la recherche*<sup>42</sup> ». Plusieurs travaux permirent aux PVD de développer leurs capacités afin de produire certains cultivars améliorés. La recherche publique profitait de nombreux prêts et s'est intensifiée sous la direction du GCRAI. « Les dépenses ont augmenté, passant de 1.1 million de dollars en 1965 à presque 180 millions en 1984. Le nombre d'institutions gérées par le GCRAI s'est également accru pour atteindre dix instituts de recherche et trois programmes cogérés<sup>43</sup>. »

Les différents cultivars ont alors progressivement été modifiés: résistance à certains insectes ou maladies, tolérance aux stress du milieu naturel, raccourcissement de leur cycle de croissance et augmentation de leurs qualités nutritionnelles. L'absence de législation internationale sur la propriété intellectuelle a permis un échange de matériel génétique ouvert et généralement gratuit entre les PVD et les pays plus développés<sup>44</sup>. Les PVD ont alors profité, au cours des années 70, d'un régime de recherche agricole international public et ont moins investi dans le domaine de la recherche sur leurs sélections végétales.

Les pays plus développés, pour leur part, ont connu une accélération incroyable des recherches sur les biotechnologies agricoles. Ils ont créé de nouveaux cultivars, de première génération, diffusés dans différentes régions du monde. Les systèmes paysans les adoptèrent à hauteur de 9% en 1970, de 29% en 1980, de 46% en 1990, et jusqu'à 63% en 1998. Quatre innovations principales ont permis un tel essor : la diffusion de semences à haut rendement (nouveaux cultivars); les intrant chimiques (engrais et pesticides) afin de pallier

---

<sup>41</sup> La direction du CGIAR est aujourd'hui entre les mains de la Banque mondiale, conjointement avec la FAO qui en assure le secrétariat.

<sup>42</sup> FAO. 2004. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2004*. p. 30.

<sup>43</sup> Hayami, Yujiro et Vernon W. Ruttan. *op.cit.*, p. 317.

<sup>44</sup> FAO. 2004. *Op. cit.*, p. 31.

l'appauvrissement des sols; le drainage et l'irrigation ont permis la régulation de l'approvisionnement en eau; l'accélération du cycle végétal a permis une utilisation de la terre plus intensive et une augmentation des rendements agricoles. Le développement agricole de l'Inde et du Pakistan a été décrit comme le succès de la Révolution verte. L'intensification agricole venait remédier à l'extension des terres cultivées (conversion de forêts en terres agricoles et destruction d'importants milieux naturels).

Le modèle utilitariste de l'intensification agricole a servi de fondement à la Révolution verte afin d'assurer la subsistance du plus grand nombre possible d'humains. Il a consacré, selon une logique de coûts et bénéfices, les bienfaits de l'introduction des nouvelles technologies pour contrer la stagnation de la production agricole. Les revenus associés à la Révolution verte furent plus grands que les coûts de sa mise en marche. Le modèle utilitariste a cependant lancé les pays développés dans une course à l'isolation de certains traits génétiques<sup>45</sup>, et semble aujourd'hui guider les stratégies et les politiques de modernisation de l'agriculture de la Banque mondiale, articulées autour du changement technique.

### 1.3.2 Centralisation de la recherche & développement dans les pays riches

Les paramètres ont aujourd'hui changé et il est important de comprendre que cette reproduction ne profiterait pas d'un environnement international semblable à celui des années 1970. En effet, nous devons parler désormais d'une révolution biotechnologique qui vient transformer le paradigme du discours sur les sciences agricoles, en repoussant encore plus loin ses capacités. La Convention sur la diversité biotechnologique a ainsi défini la biotechnologie comme toute application technologique qui utilise des systèmes, des organismes, des organismes vivants ou des dérivés de ceux-ci pour réaliser ou modifier des

---

<sup>45</sup> *Ibid.*, p.14-16.

produits ou des procédés à usage spécifique<sup>46</sup>. Cette définition a été précisée par le *Protocole de Carthage* (Protocole sur la biosécurité, en vigueur depuis 1993). La biotechnologie moderne repose sur l'application de techniques *in vitro* aux acides nucléiques, y compris la recombinaison de l'acide désoxyribonucléique (ADN) et l'introduction directe d'acide nucléique dans des cellules ou organites, ou encore par la fusion cellulaire d'organismes n'appartenant pas à une même famille taxonomique, qui surmontent les barrières naturelles de la physiologie de la reproduction et qui ne sont pas des techniques utilisées pour la reproduction de type classique<sup>47</sup>.

L'introduction du modèle agricole à fort rendement a permis l'avènement de la Révolution verte par l'introduction de nouvelles variétés céréalières, obtenues par des procédés similaires au processus d'hybridation naturelle. Les techniques élaborées pouvaient alors être transférées directement d'un pays à haute productivité agricole vers un pays à plus faible productivité. Les avancées de la science et du génie génétique ont permis d'agir sur les caractéristiques particulières des plantes et d'en permettre la diffusion par la vente de semences génétiquement modifiées ou de cultivars améliorés. Aujourd'hui, les distributeurs sont majoritairement des compagnies privées, malgré l'existence d'un réseau public de recherche agricole, articulé autour de la FAO, du GCRAI et de la Banque mondiale. Déjà en 1991, la Banque mondiale annonçait le rôle prépondérant qu'allaient prendre les firmes privées dans le développement agricole des PVD. « The lack of private sector involvement in biotechnology has important implications for countries of the developing world. Without it, these

---

<sup>46</sup> ONU. Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. 1992. *Convention de Rio de Janeiro sur la diversité biologique*. Montréal : Programme des Nations Unies pour l'environnement. <http://www.biodiv.org/convention/convention.shtml>

<sup>47</sup> ONU. Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. 2000. *Protocole de Carthage sur la prévention des risques biotechnologiques*. Montréal : Programme des Nations Unies pour l'environnement. <http://www.biodiv.org/biosafety/protocol.shtml>.

countries may lose any comparative advantage that their industry normally has in finishing, commercializing, and distributing agricultural products<sup>48</sup> ».

Ce nouveau système de production agricole est alors fortement supporté par la Banque mondiale. Il peut avoir des implications importantes pour la sécurité sanitaire des aliments et pour le développement rural des populations qui vivent d'un système paysan axé sur la subsistance. Nous illustrerons dans les prochains chapitres du mémoire comment l'appui de la Banque à l'introduction du système d'intrants agricoles dans les PVD conforte les intérêts des firmes oeuvrant dans les biotechnologies, et ce aux dépens des petits exploitants agricoles. Il est important de rappeler que la Banque mondiale, pour les biotechnologies, s'accorde avec l'OMC, et soutient comme elle un système de brevets très strict et fortement axé sur la propriété privée des innovations technologiques, qu'elles aient des usages agricoles ou non. Il est à noter que le marché des semences représentait, en 1998, 1.8 milliards de dollars sur un total, tous procédés confondus, de 20 milliards<sup>49</sup>. Est-il possible d'affirmer que les sociétés privées sont en voie d'acquérir un pouvoir alimentaire, en raison du coût toujours plus élevé de l'acquisition de semences et d'intrants par les paysans des PVD ? Lorsque les PVD non exportateurs de pétrole tirent 50 à 70% de leurs recettes d'exportations totales de l'agriculture, et que cette activité représente entre 20 et 30% de leur PIB, comment ne pourraient-ils pas être alléchés par les promesses d'amélioration des rendements que rendrait possible l'introduction du modèle à fort rendement ?

Les objectifs de développement définis par la Banque, permettent-ils d'éviter les problèmes de distribution et d'accès à la terre et à la nourriture qui sont responsables de la pauvreté et de la faim ? Nous serait-il permis de voir la

---

<sup>48</sup> World Bank. 1991. *Agricultural Biotechnology The Next "Green Revolution" ? op. cit.*, p. 14.

<sup>49</sup> Ilbert, Hélène et Sélim Louafi, 2004. « Biodiversité et ressources génétiques : la difficulté de la constitution d'un régime international hybride ». *Revue Tiers Monde* (Ivry-sur-Seine : Éditions Sedes), vol. 75, no 177, p. 107-127.

progression du système d'intrants proposé dans l'agriculture des PVD comme le facteur essentiel de renforcement de leur dépendance technologique et la perpétuation de la pauvreté endémique et de la faim ? Devant une sécurité alimentaire toujours plus compromise par les cultures d'exportation au détriment de cultures vivrières, les PVD d'Afrique sub-saharienne ne sont-ils pas victimes de l'unicité du modèle de développement agricole qui est à la source de leur dépendance technologique ?

La stratégie poursuivie par la Banque mondiale en ce qui concerne l'agriculture est donc de promouvoir la hausse de la productivité à tout prix. L'agriculture, qui avait permis l'avènement de la révolution industrielle au dix-neuvième siècle, a été déclassée par l'industrie : elle est aujourd'hui en voie d'être complètement subordonnée par la science, la technologie et le commerce<sup>50</sup>. La Banque mondiale base en effet la légitimité de ses politiques stratégiques de développement sur ces trois variables qu'elle met en interaction, créant ainsi un discours normatif. Béatrice Hibou rappelle que la Banque impose sa perception et sa politique économique grâce à des arguments de scientificité et d'apolitisme. Les études qu'elle finance lui permettent de s'approprier des connaissances sur des sujets déterminés selon leur analyse de la situation mondiale et d'appuyer des recommandations se fondant sur l'analyse des relations entre des faits<sup>51</sup>.

Howard Wiarda soutient, pour sa part, que l'abondance d'études critiques en provenance des PVD est le reflet d'une résistance aux assomptions théoriques des sciences sociales occidentales, ainsi que de leur préjugé favorable relatif à l'existence d'une science sociale universelle du développement<sup>52</sup>. M. Wiarda met

---

<sup>50</sup> Gilles Fumey. 1997. *L'agriculture dans la nouvelle économie mondiale*. Paris : Presses universitaires de France, p. 1.

<sup>51</sup> Béatrice Hibou. 1998. « Économie politique du discours de la Banque mondiale en Afrique sub-saharienne : du catéchisme économique au fait (et méfait) missionnaire », in *Les études du CERI* (Centre d'études des et de recherches internationales), no 39, Paris, p.17.

<sup>52</sup> Wiarda, Howard J. 1985. « Toward a Nonethnocentric Theory of Development : Alternatives Conceptions from the Third World », in *The Political*

en garde contre les revers associés à l'implantation de toute politique de développement occidentale dans les PVD. Il n'a pas tort, car il est frappant de voir les coûts sociaux des politiques de modernisation agricole dans les PVD. Les agriculteurs sont de plus en plus marginalisés, et l'accroissement de leur production n'amène pas nécessairement une hausse de leurs revenus. Pourtant, la Banque mondiale continue de faire la promotion d'une seconde Révolution verte, en raison des succès conférés à la première.

Bien que les premiers programmes de la Banque aient cherché à soutenir une croissance agricole basée sur l'introduction d'innovations technologiques, afin de moderniser les systèmes paysans, ils n'ont pas déployé assez d'efforts dans cette direction. Aujourd'hui, la Banque utilise les *Objectifs du millénaire* pour son propre compte. Son combat contre la pauvreté et la faim justifie ses politiques de développement agricole. Au nom de la pauvreté et de la faim, la Banque soutient la diversification des exportations agricoles des PVD. Toutefois le schéma de développement proposé ne sort pas de l'ancien cadre de la production selon les avantages comparatifs et du commerce inégal qu'il perpétue. La Banque soutient ce projet par la diffusion de l'idée que les bénéfices d'un commerce international totalement libéralisé profiteraient au combat contre la pauvreté et pour une sécurité alimentaire élargie. La reproduction de la Révolution verte en Asie serait selon elle possible en Afrique sub-saharienne, et permettrait un décollage économique des PVD. Les nouvelles politiques de développement de la Banque ne sont ainsi pas différentes des premiers programmes. Elles poussent encore plus loin la volonté de moderniser les systèmes paysans et de les intégrer, par la science, la technologie et le commerce à une logique marchande et productiviste.

De surcroît, la Banque mondiale considérait dès 1991 que les biotechnologies modernes, remède miracle à plusieurs problèmes, étaient le nouveau visage de la science agricole et biologique (culture de tissus et de cellules, et manipulations génétiques, notamment) et permettaient de lutter contre la faim<sup>53</sup>. Les nouvelles stratégies de développement devraient favoriser leur diffusion dans les PVD sub-sahariens, particulièrement concernés par les problèmes de l'extension et de la stagnation agricole, de la raréfaction de leurs ressources en terre et en eau, ainsi que du rétrécissement de leur couvert forestier (les superficies agricoles dépassent aujourd'hui nettement le nombre d'hectares boisés<sup>54</sup>). La diffusion du modèle à fort rendement est donc encouragée grâce à l'extension des services aux agriculteurs. Comme n'a cessé de répéter la Banque : « Public and private investments in science and technology will receive continued Bank support<sup>55</sup>. » Le lien entre la Banque et les firmes privées n'est aucunement dissimulé, et elles cherchent ensemble à lancer un processus de changement technologique. Selon nous, l'appui à ce processus est incompatible avec la réalisation de ses objectifs en matière de lutte contre la pauvreté et la faim. La modernisation agricole poussera les petits exploitants à adopter de nouvelles technologies agricoles coûteuses et à subir les effets découlant des pressions associées au commerce mondial. Leur alignement sur les cultures de rente et l'adoption de monocultures deviendra inévitable, puisqu'ils seront attirés par les promesses de gains économiques et d'une plus grande sécurité alimentaire.

---

<sup>53</sup> Voir le rapport World Bank. 1991. *Biotechnology, The Next Green Revolution. op.cit.*

<sup>54</sup> À titre d'exemple, le Nigeria détient 91 077 hectares de terres cultivées, pour un couvert boisé restant de 13 517 hectares, le ratio du Kenya est semblable, 56 914 sur 17 096, le Togo 27 360 sur 7 089. Voir FAO. 2004. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2004*, Annexes statistiques, tableau A5, Utilisation des terres.

<sup>55</sup> Scaki, Csaba et C. De Haan. 2003. *Reaching Rural Poors, A Renewed Strategy for Rural Development*. Washington D.C. : World Bank Publications, p. 15.



### 1.3.3 Diversité géographique de l'Afrique sub-saharienne & nouvelles dépendance aux facteurs de production

Pour bien apprécier la position de la Banque, il est indispensable de se pencher sur la diversité géographique de l'Afrique sub-saharienne. Celle-ci compte deux grandes régions naturelles, la région occidentale et occidentale équatoriale d'une part, et la région orientale et centrale d'autre part. La première région comprend les zones sahariennes et subsahariennes, dont la production comprend un peu d'orge et de blé. La pluviométrie y est inférieure à 250mm par année (nord de la Mauritanie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger, du Tchad et du Soudan). Au sud, la zone sahélienne est productrice de mil et de sorgho. Sa pluviométrie n'atteint que 250 à 400 mm par année, et ce en 3 mois ( une partie de la Mauritanie, du Sénégal, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad). La zone soudanienne favorise une agriculture sédentaire, grâce à 5 mois de pluies (400 à 900 mm). On y retrouve les légumineuses, l'arachide, le niébé, le pois vouandzou et le karité, ainsi que des cultures maraîchères et des rizières près des fleuves Niger et Sénégal. La culture du manioc y est importante (sud du Mali, du Burkina Faso, du Niger, du Tchad, et du Soudan, ainsi qu'une majeure partie du Sénégal et du Nigeria). La zone guinéenne favorise les cultures du maïs, du riz et des racines et tubercules (ignames, taro, manioc et palmiers à huile). Il y a peu d'élevage en raison de la maladie du sommeil et il y tombe entre 950 et 1750 mm de pluie annuellement (Gambie, Guinée-Bissau, Guinée, l'extrême sud du Sénégal, du Mali, et du Burkina Faso, du Niger, du Tchad et du Soudan). La zone guinéenne équatoriale peut recevoir plusieurs mètres de pluie annuellement; on y cultive particulièrement l'igname et le manioc, la banane plantain, le riz et les palmiers à huile. Le défrichage des forêts denses est pratique courante pour l'installation de culture commerciales, comme le café, le cacao, le cocotier, la bananier et l'hévéa, dont est issu le caoutchouc (bande côtière de l'Afrique occidentale depuis le Sierra Leone, jusqu'au bassin du Congo).

La seconde région, l'Afrique orientale et centrale, comprend une zone désertique et subdésertique dont les productions sont les mêmes que dans les régions arides de l'ouest (Somalie, Nord du Kenya, bande côtière de l'Angola). La savane orientale équatoriale, s'apparente aux zones soudano-sahéliennes, mais compte des sols alluviaux près des fleuves (hauts plateaux de l'Éthiopie, couvrant une partie de la Somalie, du Kenya, et de l'Ouganda). La région des grands lacs (lac Victoria) est dotée de sols fertiles; les vallées sont propices aux tubercules et aux bananes plantains, tandis que les pentes accueillent les céréales, comme le maïs et le sorgho, et des légumineuses, tels les haricots (alimentation de base du Rwanda et du Burundi). La zone du grand plateau oriental et central variant en altitude est à pluviométrie variable, et zones de forêts et de savanes y alternent; le maïs, le mil, le sorgho, le manioc et la patate douce sont cultivés intensément (Tanzanie jusqu'au Mozambique, au sud, et jusqu'à l'Angola et au Congo à l'ouest). La bande côtière orientale est conditionnée par la mousson qui permet les cultures de la banane, du manioc et du riz (Somalie jusqu'au Mozambique).

Cette grande diversité agricole favorise trois types alimentaires: celui de la savane, celui de la forêt et un type alimentaire intermédiaire. Chaque région fait face à des problèmes nutritionnels spécifiques. La pauvreté endémique est responsable de ces problèmes dans une plus grande mesure que l'insuffisance de la capacité de production alimentaire<sup>56</sup>, qui est conditionnée par la situation économique et les besoins des petits exploitants. Cultiver plusieurs plantes répond à un besoin de survie. Le climat africain rigoureux, les sécheresses et la qualité des sols sont des obstacles aux monocultures. Or, les principales innovations biotechnologiques concernent pourtant les monocultures d'exportation. Ces dernières ne sont pas transposables à tous les espaces africains qui comptabilisent les plus importants déficits alimentaires. La stratégie de la Banque est pourtant principalement axée sur un marché libre des intrants agricoles. La qualité de ses sols peut être améliorée par les intrants et leur vente par les firmes privées. « In order to encourage private sector activity, economic reforms need to be

---

<sup>56</sup> Azoulay, Gérard et Jean-Claude Dillon. *Op.cit.*, p. 41.

complemented by carefully managed and monitored fertilizer systems<sup>57</sup>. » La Banque laisse toutefois dans l'ombre les facteurs qui contribuent à leur appauvrissement.

Comme il sera illustré dans les chapitres subséquents de ce mémoire, les firmes sont ainsi privilégiées par les programmes internationaux d'aide à l'importation d'engrais<sup>58</sup>. Les décideurs et les économistes du développement sont encouragés à choisir des projets qui les incluront. Les capacités nationales de recherche des PVD, quant à elles, ne sont pas assez bien soutenues. Le développement des cultures de rente est privilégié, au détriment de l'agriculture vivrière. C'est un appui implicite aux intervenants et fournisseurs privés de services et d'intrants agricoles, dont dix firmes contrôlent 32% du marché des semences commercialisées et 100% des semences améliorées, dominant le commerce mondial des produits agrochimiques et des pesticides<sup>59</sup>.

Selon la Banque, les familles rurales des PVD, dont l'activité agricole constitue la principale source de leur revenu, doivent diversifier leur production et s'orienter davantage vers la culture de variétés à plus grande valeur marchande, grâce à l'incorporation des nouvelles technologies agricoles. Leur propagation encourage cependant deux logiques concurrentes. La diversification agricole des produits à haute valeur marchande alignerait les secteurs agricoles sur l'exportation et renforcerait la sécurité alimentaire. Toutefois, un tel renforcement favoriserait les secteurs de l'agrobusiness plutôt que les petites exploitations. Des retombées positives associées à l'introduction de nouvelles technologies seraient nombreuses. Elles justifient l'appui de la Banque mondiale aux firmes privées, leurs permettant ainsi de préserver l'avantage concurrentiel des pays industriels dans le domaine de la recherche et du développement. « With strong support from the private sector, industrial countries have already invested considerable sums in

---

<sup>57</sup> Robert F. Townsend. *Op.cit.*, p. 116.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 95

<sup>59</sup> Shiva, Vandana. 2001. *Le terrorisme alimentaire; comment les multinationales affament le tiers-monde*. Paris : Éditions Fayard, p.19.

testing these techniques and expect economically useful results by the turn of the century<sup>60</sup>. »

La Banque redore toutefois son blason en soutenant le secteur public, par l'entremise du GCRAI. Toutefois, cette aide n'est pas à la hauteur des besoins des PVD d'Afrique sub-sahariens en technologies agricoles adaptées à l'agriculture vivrière. Les PVD ont accès à certaines banques génétiques du GCRAI. Ceux qui n'ont pas développé de réseaux nationaux (recherche sur les biotechnologies agricoles et production de cultivars améliorés) sont pourtant obligés de traiter avec des firmes privées pour leur approvisionnement. Le GCRAI est opposé au monopole privé de la recherche. L'accès libre aux PVD des avancées des recherches scientifiques est prôné, à travers un régime international public. L'équilibre entre sphères publiques et privées doit être régulé. La Banque mondiale favorise deux logiques de développement différentes et concurrentes. Elle soutient le GCRAI et l'établissement d'un régime public international d'accès aux biotechnologies (encore non en vigueur). Elle privilégie cependant davantage les firmes privées de fourniture d'intrants et un système fort de protection de la propriété intellectuelle.

Les biotechnologies sont à même de contrer la pauvreté et la faim. Toutefois, elles ne concernent pas les variétés dont les pauvres dépendent, variétés qui ne font pas vraiment l'objet d'études de la part des milieux privés. Le transfert technologique et la modernisation des systèmes paysans sont malgré tout des processus encouragés au nom des pauvres et de la faim. Plusieurs critiques sont donc dirigées envers la Banque, dont les politiques ont des effets importants dans les PVD africains. Nous présenterons, dans le chapitre suivant, notre appréciation critique des projets de développement agricole de la Banque mondiale en nous basant sur les différents travaux relatifs aux effets de la modernisation agricole.

---

<sup>60</sup> World Bank. 1991. *Agricultural Biotechnology. The Next Green Revolution ?*. *Op. cit.*, p. 10.

\*\*\*

Afin de montrer comment les projets de développement de la Banque mondiale influencent la transformation des systèmes paysans sub-sahariens, nous présenterons dans le chapitre suivant les éléments relatifs à la transformation technologique. Nous établirons que ces projets, fortement axés sur l'incorporation des nouvelles biotechnologies, creuseront encore davantage le fossé technologique entre les PVD et les pays industriels. Nous montrerons comment la modernisation agricole basée sur l'intensification et l'introduction du modèle à fort rendement est une menace à la production vivrière, assurée par les systèmes paysans sub-sahariens, au profit des cultures en coulisserie destinées à l'exportation.

## CHAPITRE II

### L'ACCENTUATION DE LA DÉPENDANCE TECHNOLOGIQUE

Depuis les penseurs classiques, les explications dominantes du problème de la faim dans les sociétés ont été axées principalement sur la relation entre la croissance de la population et la quantité de terres disponibles pour des fins de production agricole. David Ricardo (1772-1823) et Thomas Robert Malthus (1766-1834) se sont intéressés, par exemple, au problème de la faim qu'ils ont associé au ralentissement de la croissance agricole et à l'accroissement démographique. D'une manière générale, les historiens ont montré que l'évolution des différentes sociétés contemporaines et la naissance des villes ont été facilitées par le passage du nomadisme à un état plus sédentaire, passage indissociable de la naissance de l'agriculture. Les activités agricoles sont étendues, toujours plus, en raison de la croissance démographique, sur des terres marginales de moins en moins productives. Ce processus de raréfaction des terres les plus propices à l'agriculture induirait un ralentissement progressif de la croissance agricole. David Ricardo a nommé ce processus la loi des rendements décroissants : « For the land being limited in quantity, and differing in quality, with every increased portion of capital employed on it there will be a decreased rate of production, whilst the power of population continues always the same<sup>61</sup>. » Ce modèle explicatif est empreint d'un fort pessimisme face aux innovations techniques qui ne pourraient compenser la croissance démographique et empêcher le ralentissement de la production agricole.

---

<sup>61</sup> David Ricardo. *The Principles of Political Economy and Taxation*, cité par Irma Adelman. 1961. *Theories of Economic Growth and Development*, Stanford : Stanford University Press, p.45.

Theodore Schultz (1902-1998), prix Nobel d'économie, dans son livre *Transforming Traditional Agriculture*<sup>62</sup>, soutint qu'il fallait aider les PVD à développer leurs capacités agricoles, non par le transfert de technologies, mais bien en leur fournissant les procédures de leur mise au point. Il fallait transférer les connaissances utiles, à la source des technologies issues des sociétés plus avancées, afin de permettre le développement de facteurs qui leur seraient adaptés. Il fallait selon lui éduquer les agriculteurs, afin de les inciter à se moderniser. Les politiques publiques qui s'en inspirèrent, et qui en firent la promotion dans les PVD d'Asie et du sous-continent indien, permirent de hausser considérablement la productivité agricole à partir des années 1970, mais également la croissance de la population et des revenus. Ce fut la Révolution verte. Aujourd'hui, sa reproduction dans les PVD d'Afrique sub-saharienne est un objectif avoué de la Banque mondiale. Cela est-il possible ?

Nous présenterons donc une appréciation critique du développement agricole selon la Banque mondiale, grâce à la discussion des recherches d'auteurs critiques, mais également par l'illustration de différentes expériences entreprises au nom d'une réplique de la Révolution verte. Nous discuterons de la question du brevetage du vivant et de ses effets sur les petites exploitations agricoles. Nous clarifierons les menaces environnementales qui pèsent sur les systèmes agricoles d'Afrique sub-saharienne.

## 2.1 Appréciation critique du développement agricole de la Banque mondiale

Plusieurs penseurs critiques se basent sur une éthique des droits fondamentaux. Ils s'interrogent sur l'intensification des pratiques agricoles et leurs répercussions auprès des nombreux groupes pauvres, considérés comme des

---

<sup>62</sup> Schultz, Theodore. 1964. *Transforming Traditional Agriculture*. New-Haven : Yale University Press.

minorités<sup>63</sup>. Ils questionnent le modèle utilitariste qui a justifié jusqu'à présent un développement inégalé des biotechnologies. Toutefois, l'accélération du rythme d'adoption des innovations représente une menace pour les populations engagées dans une agriculture vivrière. Le fossé technologique s'accroît entre les populations dites modernes, et celles décrites comme traditionnelles. Les droits des pauvres à assurer leur subsistance doivent être respectés. Le transfert des biotechnologies doit profiter aux systèmes paysans traditionnels. Le processus de modernisation, selon les penseurs critiques, éloignera encore davantage le paysan d'une modernité définie en dehors de son existence et de ses besoins. Qu'en est-il vraiment, face à l'abondance des travaux critiques émergents et des nombreux sujets qu'ils abordent ?

#### 2.1.2 Le brevetage du vivant et la survie des petites exploitations agricoles

Pour plusieurs auteurs, le brevetage du vivant est une menace importante.. Il est important de se rappeler, en effet, que les produits issus des recherches, de même que les procédés qui ont servi à leur élaboration peuvent être brevetés. Ils sont ainsi protégés par un régime institutionnel international de protection de la pensée intellectuelle et des innovations technologiques, régime qui favorise les firmes privées impliquées dans les recherches sur les nouveaux cultivars. Les procédés nécessaires à leur développement et à leur production ne sont plus transférés vers les PVD gratuitement. Les nouvelles découvertes associées aux biotechnologies sont motivées par d'immenses profits et des possibilités commerciales impressionnantes. La lutte contre la pauvreté ne vient qu'ensuite.

En 1965, Ester Boserup révolutionna les conceptions du développement agricole avec une nouvelle approche du modèle biologique, développée au dix-huitième siècle, différente de celle prônée par la Banque. Selon le modèle

---

<sup>63</sup> FAO. 2004. *Éthique et intensification agricole durable*. Rome : FAO, Questions d'éthique, no. 3, p. 13.



biologique de Boserup, que nous partageons, l'intensification dépend de l'intensité de l'usage des sols, et est facilitée par des innovations issues du monde agricole. « Les modes culturaux, la suppression de la jachère, l'association de la culture et de l'élevage sont des innovations techniques qui ne requièrent aucune intervention extérieure<sup>64</sup>. » Des techniques simples et nouvelles, trouvant leur base au sein même du monde agricole, permettraient aux systèmes paysans d'engranger des surplus monétaires afin d'innover. Des techniques appropriées peuvent ainsi être mises au point par les systèmes paysans, qui leur sont adaptées, des techniques qui furent pour certaines à la source de plusieurs succès de la Révolution verte. Nous devons rappeler que les contraintes alimentaires poussent l'esprit inventif des hommes à échapper au piège malthusien par un processus d'innovation soutenant le développement agricole<sup>65</sup> et la hausse des rendements.

En outre, il faut noter que les nouvelles semences sont davantage issues de sphères extérieures au monde agricole et modifient profondément le lien qui l'unit à son environnement. Elles violent les droits ancestraux des populations, ne pouvant être réutilisées année après année, en raison de la diminution significative de leur productivité et de leur qualité. Leur coût pourrait menacer leur sécurité alimentaire. Le régime de protection de la propriété intellectuelle permet des droits de propriété exclusifs<sup>66</sup>, accordés aux firmes privées au détriment des droits collectifs des communautés. La commercialisation abusive des innovations est encouragée par le climat international, maintenant fort différent de celui qui prévalait pendant la Révolution verte. Nous ne rejetons pas les avancées que pourraient permettre les nouvelles biotechnologies. Néanmoins des questions légitimes se présentent à l'esprit. Sauront-elles guider un développement pro-

---

<sup>64</sup> Alain Mounier. 1992. *Les théories économiques de la croissance agricole*. Paris : Éditions Economica, p. 39.

<sup>65</sup> Ester Boserup. 1970. *Évolution agraire et pression démographique*. Paris : Éditions Flammarion, Chapitre d'Introduction.

<sup>66</sup> FAO. 2004. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2004. Les biotechnologies agricoles, une réponse aux besoins des plus démunis*. Rome : FAO, Collection Agriculture no 35, p. 38.

pauvres de l'agriculture ? Comment vont-elles mener à l'éradication de la pauvreté extrême et de la faim ? La suite du mémoire tentera d'y répondre.

Toutefois, il nous faut convenir que les biotechnologies permettront d'introduire une série d'améliorations pour les producteurs des PVD. Certaines études de la FAO sont favorables à leur introduction dans les systèmes paysans traditionnels, études qui, reprises par la Banque, lui servent de justificatif.

Elles peuvent [lit-on dans une publication de la FAO] surmonter les problèmes de production difficiles ou réfractaires aux méthodes classiques de sélection. Elles peuvent accélérer les programmes de sélections classiques et fournir aux agriculteurs du matériel végétal exempt de maladies. Elle peuvent élaborer des variétés résistantes aux ravageurs et aux maladies, éliminer le recours aux produits chimiques toxiques pour l'environnement et la santé humaine et fournir des outils de diagnostic et des vaccins pouvant contribuer à lutter contre des maladies animales dévastatrices. Elles peuvent améliorer la qualité nutritionnelle de produits alimentaires de base comme le riz, la manioc, et créer de nouveaux produits destinés aux utilisations industrielles et sanitaires<sup>67</sup>.

La FAO s'interroge cependant davantage sur les effets des activités de recherche et développement, sur l'ampleur du brevetage du vivant et sur le développement de cultures transgéniques. Malgré les quarante plantes couvertes par les activités des chercheurs, secteur public et privé confondus, la FAO fait l'inquiétant constat que les problèmes des pauvres sont souvent ignorés (plantes et animaux). La FAO se distancie ainsi des positions de la Banque mondiale. Pourtant, il est indispensable de procéder avec prudence dans ce domaine.

Devons-nous faire confiance aux experts et aux responsables politiques qui appuient l'implantation des industries dans les PVD, afin de les faire profiter du commerce des cultivars améliorés? Selon Jacques Testart, l'argumentation développée par les experts est orientée « [...] sur les aspects négatifs techniques

---

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 4.

et mesurables, en négligeant les effets socio-culturels des techniques, comme, dans le cas des plantes transgéniques, la qualité de vie, l'évolution des activités rurales vers l'industrialisation, la concentration productiviste, etc<sup>68</sup>... ». La Banque mondiale accentue ainsi les gains techniques de l'intensification agricole et néglige les impacts socio-culturels négatifs soulevés par les experts scientifiques et les économistes du développement. Malgré l'analyse de certains aspects techniques mesurables (rendements à l'hectare et amélioration nutritionnelle), les avantages attribués aux nouvelles biotechnologies relèvent d'une croyance et d'une acceptation générale aveugle, bien plus que d'une expertise réelle quant à leurs impacts sur la pauvreté et la faim. Les rendements à l'hectare sont calculés à partir des coûts et des bénéfices basés sur l'agriculture occidentale à grande échelle et des réussites asiatiques. Ils ne s'appliquent pas de la même manière aux petites exploitations agricoles, de moins de un hectare, pourtant les plus répandues en Afrique sub-saharienne. Cette hausse des coûts de production résulterait principalement de la transformation de l'agriculture vers des dérivés agricoles commerciaux et de la diffusion des nouvelles variétés. La libéralisation des marchés et la fin des subsides agricoles ne seraient que des fardeaux secondaires<sup>69</sup>. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) relevait ainsi que plusieurs pays africains qui ont connu la plus grande croissance de leur productivité, tous facteurs de production confondus, étaient également ceux dont la productivité est très faible<sup>70</sup>. Le succès d'une meilleure productivité agricole n'est donc pas directement corrélé à l'introduction de facteurs de production modernes.

Pour Gilles-Éric Séralini, auteur de plusieurs livres sur les enjeux liés aux organismes génétiquement modifiés, qu'il s'agisse de la question éthique, de

---

<sup>68</sup> Testart, Jacques. 2000. Les experts, la science et la loi. *Le Monde diplomatique*, no 558, p. 26-27.

<sup>69</sup> Pottier, Johan. 1995. « Food Stress, Food Policies », in *Alimentations, traditions et développements en Afrique intertropicale*, sous la dir. de R. Devisch, F. de Boeck et D. Jonckers, Paris : Éditions L'Harmattan, p. 45.

<sup>70</sup> Secrétariat de la CNUCED. 1998. *Trade and Development Report 1998. Financial Instability Growth in Africa*, Genève : CNUCED, p. 147.

celle des risques reliés à leur utilisation, ou encore de la règle de droit et du pouvoir, les sociétés privées bénéficient d'un système de brevets trop puissant. Bien qu'il rémunère les chercheurs pour leur invention ou leur création, il garantit aujourd'hui l'avance technologique des firmes privées, qui s'approprient un droit de propriété et des redevances sur ce qu'elles n'ont pas inventé, c'est-à-dire le riz ou le maïs; selon lui, le brevetage leur confère un trop grand pouvoir : « On risquera alors d'affamer un peu plus les pays pauvres, et l'on peut affirmer que le comportement actuel en matière de brevets des pays les plus nantis, s'il persiste, a peu de chance de résoudre les inégalités sur le plan alimentaire, et bien plus de les accroître<sup>71</sup> ». Le concept de pouvoir alimentaire, pour Jean-Pierre Bertrand, décrit bien l'instauration d'un mode de pression d'un groupe sur un autre en le menaçant de le priver de son approvisionnement en nourriture<sup>72</sup>. Son sens peut être étendu et s'applique à l'approvisionnement des moyens de production. Le rétrécissement de la diversité biologique empêchera, peu à peu, les petits exploitants de sélectionner leurs semences selon un procédé traditionnel; ils ne pourront plus croiser les variétés et augmenter le potentiel génétique des plantes, car les variétés seront toujours plus réduites.

Et, fait extrêmement important aujourd'hui, les recherches privées portent sur les organismes génétiquement modifiés de seconde génération<sup>73</sup>, dont le processus de transformation s'éloigne de celui de la sélection naturelle. Or, l'évolution rapide du vivant par les innovations biotechnologiques et un impressionnant appareil technico-commercial diffuseront les OGM de deuxième génération de telle manière à influencer « [...] de façon irréversible les rapports des hommes à la nature domestique et ceux des hommes entre eux<sup>74</sup> ». Les

---

<sup>71</sup> Séralini, Gilles-Éric. 2003. *Génétiquement incorrect*. Paris : Éditions Flammarion, p. 237.

<sup>72</sup> Bertrand, Jean-Pierre. 1997. *Le pouvoir alimentaire mondial en question*. Paris : Éditions Economica, p. 5.

<sup>73</sup> Il est question, lorsque nous référons aux cultivars de seconde génération, de l'amélioration d'un gène déjà présent dans une plante, plutôt que de l'ajout d'un gène étranger.

<sup>74</sup> Testart, Jacques. Les experts, la science et la loi, *op.cit.*, p. 26.

connaissances traditionnelles sont même menacées. L'introduction du système à fort rendement en Afrique sub-saharienne approfondira et accélèrera ce processus déjà amorcé.

Les pratiques des compagnies qui créent des variétés de cultivars moins fertiles ou à semences stériles, oeuvrent en *nécrotechnologie*, détruisant graines et petits paysans, comme le rappelle Jean-Pierre Barlan<sup>75</sup>. Pourquoi les paysans devraient-ils payer des droits annuels sur des espèces qui leur sont confisquées progressivement grâce aux avancées des recherches scientifiques ? La logique utilitariste a justifié le dénombrement de plusieurs espèces, au nom des bienfaits généraux d'une hausse de la production alimentaire. Elle semble toutefois oublier les répercussions sociales inattendues, associées au développement biotechnologique, auprès des groupes les plus pauvres et les plus à risque, qui devraient pourtant, selon l'argumentation développée par John Rawls, faire l'objet d'une attention particulière. La révolution verte a été permise par l'établissement de politiques agricoles nouvelles et sur le partage des connaissances scientifiques, mais également grâce à une conjoncture internationale favorable à la recherche publique. Ce sont malheureusement les secteurs privés qui profitent aujourd'hui le plus de ces nombreuses avancées qui sont aujourd'hui à l'origine du plus grand nombre de travaux de recherche appliquée et de la quasi-totalité des applications commerciales. Le présent régime de brevets laisse ainsi envisager qu'une réplique de la Révolution verte serait très coûteuse pour les PVD sub-sahariens.

En effet, la FAO présente en ce sens trois facteurs majeurs qui influencent la façon dont les technologies agricoles sont transférées aux agriculteurs des PVD. Le climat général de protection de la propriété intellectuelle et du système de brevets, le rythme accéléré des nouvelles découvertes associées à la biologie moléculaire et au génie génétique, et un commerce des intrants de plus en plus ouvert et libre, se traduisant par une expansion du marché des biotechnologies.

---

<sup>75</sup> Jean-Pierre Barlan est directeur de recherche à l'Institut national français de recherche agronomique.

« Du fait de l'importance croissante de la recherche transnationale privée, les pays en développement doivent assumer des coûts de transaction de plus en plus élevés pour avoir accès à ces technologies et les mettre en pratique<sup>76</sup>. » C'est principalement ces coûts que nous dénonçons ici.

Plusieurs pays développés sont en faveur de la commercialisation des cultivars améliorés dans les PVD. Après tout, ils en espèrent des bénéfices économiques pour leurs compagnies. Il n'est donc pas étonnant que les pays les plus influents à la Banque mondiale soient également ceux qui n'ont pas encore signé la Convention sur la diversité biologique : les États-Unis, le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Royaume-Uni. Le premier Traité international sur les ressources phytogénétiques<sup>77</sup>, signé en 2001, et entré en vigueur en 2004, est la pierre d'assise d'un régime institutionnel public favorisant le développement d'une recherche au service de la sécurité alimentaire des PVD. Ses buts sont la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité agricole, l'accès facile aux ressources génétiques des plantes pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que le partage plus équitable des bienfaits de leur utilisation. Les PVD pourraient ainsi avoir accès aux génothèques des centres de recherche publique, gérés par le GCRAI, qui possèdent certaines sélections végétales. L'établissement d'un système multilatéral, garanti par le Traité, assurerait cet accès aux PVD, pour leurs besoins alimentaires et le développement de leurs capacités nationales de recherche. Ce Traité ne sera mis en oeuvre qu'en 2007, et son application dépendra de la volonté des États signataires. Il assurerait un transfert des technologies aux agriculteurs des PVD à faibles coûts. Toutefois, ce régime est en concurrence avec le développement des sphères privées de recherche qui détiennent la quasi totalité des variétés issues des cultures transgéniques. Il n'est donc pas sûr qu'il puisse s'appliquer aux produits issus des biotechnologies et aux cultures transgéniques.

---

<sup>76</sup> FAO. 2004. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2004*, p. 30.

<sup>77</sup> Ce traité a été adopté par la Conférence de la FAO et sa résolution 3/2001.

Selon la Banque mondiale, le privé possède davantage de ressources que la recherche publique, et doit propulser le changement technologique des PVD. Les pays les plus pauvres et les petits exploitants constituent le groupe le plus sensible à l'introduction des nouvelles technologies agricoles. La Banque n'en prône pas moins leur introduction dans les systèmes paysans d'Afrique subsaharienne. Sa conception du développement rural ne considère pas adéquatement le paradigme technologique dans lequel les PVD sub-sahariens sont plongés. Les nouvelles variétés imposent une attention plus soutenue et des périodes plus intenses en apport de travail, contraintes qui approfondissent la pauvreté rurale. Le maïs et le coton demandent ainsi plus de soins que le millet ou le sorgho. Selon nous, les cultivars génétiquement modifiés ne pourront que difficilement remplir leurs promesses et favoriser la production agricole vivrière dans les systèmes paysans, aujourd'hui poussés à cultiver pour l'exportation.

Vendana Shiva n'a pas tort d'affirmer que les présents régimes de protection de la propriété intellectuelle favorisent les revendications de compagnies privées à l'endroit de plantes entières, de certains de leurs éléments ou encore de certains procédés. Le développement des complexes agro-alimentaires est ainsi fortement encouragé par le fonctionnement du système de brevets des espèces végétales. Les régimes consacrent également l'influence énorme des multinationales sur l'industrie agricole locale. Les semences servent alors à unifier un système entier autour d'une industrialisation de l'agriculture. Les retombées de la recherche privée pour les pays développés leur confèrent un important avantage commercial<sup>78</sup>. De plus, les activités en aval et en amont de l'agriculture, monopolisées par plusieurs firmes privées, profiteront davantage de la croissance agricole que les producteurs.

---

<sup>78</sup> Shiva, Vendana 2001. *La vie n'est pas une marchandise; les dérives des droits de propriété intellectuelle*. Montréal : Éditions Écosociété, Chapitre V, Peut-on s'approprier les semences ?, p.85-103.

### 2.1.2 Dépendance technologique des pauvres et menace environnementale

Les biotechnologies soulèvent également plusieurs questions quant à leurs impacts environnementaux. L'écart des budgets est révélateur de l'avance prise par les sphères privées. Alors que le budget du principal centre de recherche public international s'élève à 300 millions de dollars annuellement, celui de la recherche privée est près des 3 milliards de dollars. Voilà qui ne trompe pas et confirme le profond écart qui sépare les PVD des pays développés « Les pays développés dépensent quatre fois plus que les pays en développement ou les institutions internationales du secteur public qui ont les ressources nécessaires pour créer une source indépendante d'innovations technologiques<sup>79</sup>. » Il est inquiétant de constater, grâce aux études de la FAO, que les essais terrains de cultures transgéniques n'ont pas concerné jusqu'à maintenant les cultures alimentaires de base. Les zones géographiques les plus sensibles ne sont pas propices à leur culture. Le discours sur les biotechnologies de la Banque ne concerne alors que dans une moindre mesure les pauvres Africains. N'oublions pas que le caractère rural des systèmes paysans de subsistance ne présente pas un grand intérêt commercial pour les firmes privées. Il est davantage question de leur transformation et de leur alignement sur les cultures de rente qui leur sont plus profitables.

Fait notable, les principales innovations scientifiques concernent davantage les caractéristiques requises par les monocultures intensives et les terres irriguées que l'agriculture vivrière. Ce point touche l'ensemble du dossier de la menace environnementale. Les semences hybrides ont ainsi été rendues plus tolérantes aux herbicides et aux insectes.

---

<sup>79</sup> FAO. 2004. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2004*, p. 39.



*En revanche, les caractéristiques agronomiques qui intéresseraient vraiment les pays en développement et les zones de production marginale, comme le rendement potentiel et la tolérance aux stress abiotiques (tels que la sécheresse et la salinité) n'ont donné lieu qu'à de très rares essais de terrains dans les pays industrialisés, et encore moins dans les pays en développement<sup>80</sup>.*

La Banque soutient le régime privé de recherche actuel, pourtant désintéressé des biens publics, comme les plantes alimentaires, et les caractéristiques importantes pour les agriculteurs pratiquant l'agriculture vivrière dans des conditions marginales<sup>81</sup>. Ainsi les principaux cas de réussite, cités par la Banque, de l'introduction de nouveaux cultivars, concernent des pays comme le Kenya, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Bénin ou le Togo, qui ont développé d'importantes cultures d'exportation.

Les petits fermiers sont décrits comme des acteurs irrationnels, incapables d'apprécier la valeur des changements techniques à adopter. Notre conception occidentale de l'agriculture nous aveugle face aux fonctionnements de systèmes paysans différents. Les possibilités offertes par les sols et les réseaux d'irrigation ne sont pas les mêmes que celles qui ont prévalu en Asie lors de la Révolution verte. Une association erronée est établie entre la pauvreté et la culture de subsistance. Le commerce inégal entre pays développés et PVD n'est pas pris en considération. La subsistance est perçue comme la cause principale de la pauvreté, malgré l'établissement de plusieurs nouveaux liens. L'introduction de la logique implacable de rentabilité économique auprès des systèmes paysans détruira le patrimoine communal des terres, associé à l'agriculture vivrière. Un processus de privatisation des parcelles agricoles débutera, et il pourrait à lui seul, faire augmenter le nombre de pauvres des PVD et menacer la sécurité alimentaire, déjà précaire, de l'Afrique sub-saharienne.

---

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 41.

<sup>81</sup> *Ibid.*, p. 44.

La vitesse d'adoption des innovations technologiques par les fermiers les plus prospères est un facteur qui détermine celle des petits fermiers. Pour cette raison, ces derniers redoutent l'intensification agricole. Leurs rendements à l'hectare sont moins élevés et leur accès à l'eau est plus contraignant. Ils ne peuvent faire des économies d'échelle, comme les plus grandes exploitations, sur les engrais, les produits de traitement et le matériel agricole adapté. Ils ont également un accès restreint au crédit bancaire, voire inexistant. Selon Denis Requier-Desjardins, la reproduction de la Révolution verte en Afrique subsaharienne « [...] ne devrait pas conduire à une augmentation significative de la production agricole, mais simplement renforcer les disparités entre exploitants<sup>82</sup> ». Un nombre limité de paysans serait touché, malgré le passage d'une forme communale d'agriculture à une forme privée. Cheryl Payer a déjà indiqué d'ailleurs que l'amélioration des rendements en Inde pendant la Révolution verte, a fait souffrir les petits paysans d'une importante inflation foncière. La hausse du prix des terres correspondrait à l'accaparement de terres productives par de grands exploitants, préférant engager une main d'œuvre agricole plutôt que de louer leurs terres. Les petits paysans sont repoussés dans des zones à plus faible productivité, phénomène qui aggrave une pauvreté déjà endémique<sup>83</sup>. Les nouvelles technologies favorisent la concentration des terres par les grands exploitants et leur transformation en monocultures. Cette concentration des terres est un phénomène présent au sein des nations développées, dont la production agricole modernisée, au fil du temps, a été assurée par de moins en moins de producteurs. Selon nous, ce phénomène menace le monde rural africain, poussé à adopter une logique productiviste dont la rentabilité serait assurée par le passage d'une agriculture vivrière diversifiée à des monocultures d'exportation. L'enjeu environnemental n'a pas encore été évalué.

---

<sup>82</sup> Requier-Desjardins, Denis. 1989. *L'alimentation en Afrique; manger ce qu'on peut produire*. Paris/Abidjan : Éditions Khartala/Pusaf, p. 41.

<sup>83</sup> Payer, Cheryl. 1982. *The World Bank, A Critical Analysis*. New-York : Monthly Review Press, p. 217.

Les systèmes paysans communaux sont concernés, car on y retrouve, selon leur situation géographique, plusieurs variétés vivrières. L'introduction d'engrais, de l'irrigation ou bien de la mécanisation ne permettront pas de pallier la pauvreté de leurs sols, ou encore la rigueur du climat. Les petits exploitants cultivent selon leur propre logique économique et la monoculture n'est pas souhaitable, car elle est trop risquée. « [...] small-holder farmers adapt to their environmental diversity by matching crops, crop mixtures, and crop-animal systems. They do so to optimize the use of soil, water, sunlight, and available labor, and to reduce production risks caused by pests, diseases, and erratic rainfall<sup>84</sup> ». Dans les zones arides, les stratégies sont axées depuis des siècles sur la subsistance et la culture des céréales sur les meilleures terres. Le peu de contacts des zones rurales africaines avec les marchés limite leur capacité à intégrer de nouvelles technologies. Les petits agriculteurs sont malgré tout confrontés à l'obligation de s'adapter au système à fort rendement. La perte de leurs habitudes ancestrales, qui ont longtemps assuré la sécurité alimentaire du continent africain par une culture vivrière diversifiée, ira s'intensifiant avec l'introduction d'une logique marchande. Les besoins nutritifs des différentes régions africaines ne seront pas aussi bien assurés par les cultures de rente que par les cultures vivrières. Cette stratégie est fondée sur la volonté de sortir les petits agriculteurs de leur pauvreté, mais elle consacre l'imposition d'un modèle qui manque d'appuis villageois et qui divise les communautés sur l'utilisation des terres.

L'état alimentaire de l'Afrique sub-saharienne n'était pas alarmant avant l'introduction, lors de la période coloniale, des cultures axées sur l'exportation. Malheureusement, la documentation sur les prix et les volumes échangés en Afrique n'est pas disponible, et l'histoire économique ne peut ainsi pas présenter

---

<sup>84</sup> Bindraban, P.S. & R. Rabbinge'. 2004. « *Technologies that can make a difference: Enhancing agricultural productivity in Africa* ». InterAcademy Council Study Panel on Science and Technology; Strategies for Improving Agricultural Productivity and Food Security in Africa (Amsterdam): InterAcademy Council, Background Paper no 2, p. 10.

démontrer les performances des systèmes paysans traditionnels<sup>85</sup>. Danielle Jonckers souligne en ce sens, se référant au cas du Mali, que la commercialisation des céréales et du coton est responsable de son insécurité alimentaire; ces cultures ont été déplacées sur les meilleures terres, aux dépens des cultures vivrières, déplacées sur des sols moins productifs<sup>86</sup>. Depuis, le Mali a donné naissance, grâce à l'aide des prêts de bailleurs de fond, à une industrie du coton solide, forgée par les conditionnalités et les réformes imposées. Le Mali est maintenant dépendant de son industrie cotonnière qui assure les emplois de près du tiers de la population<sup>87</sup>. Les systèmes paysans ont vite été transformés, et les terres ont été privatisées. Aujourd'hui, les entreprises d'État qui garantissaient aux agriculteurs un prix supérieur aux cours mondiaux sont menacées par la Banque. Malgré la réussite du Mali, qui a augmenté sa production de coton (multipliée par 20 depuis les années 1960), la privatisation est une conditionnalité aux prêts. Comme le relate Érik Orsena, les Maliens perçoivent mal ces changements imposés par une institution dirigée par des pays disposant eux aussi d'importants appareils de subventions à leurs agriculteurs<sup>88</sup>. Bien que l'intensification au Mali ait été garante d'une prospérité relative<sup>89</sup> de sa filière cotonnière, elle a conforté une structure de production axée sur une spécialisation abusive. Elle demeure un leurre pour les pays africains, qui dépendront des technologies étrangères pour la culture du coton, mais aussi des règles de commerce international changeantes qui menacent sans cesse le bon fonctionnement de leurs systèmes de prix. Cet exemple montre également que l'intensification concerne prioritairement les cultures d'exportation, et non les cultures vivrières.

---

<sup>85</sup> Guyer, Jane I. 1987. *Feeding African Cities*. London : Manchester University Press, International African Institute, Introduction, p. 14.

<sup>86</sup> Jonckers, Danielle. 1995. « Stratégies alimentaires au Mali sud ». In *Alimentations, traditions et développements en Afrique intertropicale*, sous la dir. de R. Devish, F. De Boeck et D. Jonckers, Paris : Éditions L'Harmattan, p. 241.

<sup>87</sup> Près de 3,5 millions de personnes en dépendent au Mali. Ses voisins comptent quant à eux 16 millions d'emplois.

<sup>88</sup> Orsena, Érik. 2006. *Voyage au pays du coton, petit précis de mondialisation*, Paris : Éditions Fayard, Chapitre premier, Mali : tisser, parler, privatiser, p. 19-51.

<sup>89</sup> Il est question de prospérité relative, car comme le relate Érik Orsena, en Afrique de l'ouest, la culture du coton n'est pas associée à un travail aisé.

Toutefois les succès des biotechnologies sont à la source d'autres problèmes. La FAO note ainsi, suite à une étude comparative de quatorze PVD au sujet de l'augmentation des importations alimentaires, que la hausse des exportations agricoles a été plus importante entre 1995-98 qu'entre 1990-94. La concentration des petites exploitations sous la pression de la concurrence a débuté. Ce phénomène nouveau mène à une course à la productivité et marginalise d'avantage les petits agriculteurs, les travailleurs agricoles et les populations n'ayant pas de sécurité alimentaire<sup>90</sup>. Les importations de denrées alimentaires du Sénégal se sont accélérées depuis 1985, mais encore plus après 1994. Les exportations quant à elles ont chuté en volume, en raison de la variation à la baisse des cours mondiaux. Le pourcentage de la population du Kenya touchée par l'insécurité alimentaire est passé à 41% pour la période 1995-97, comparativement à 26% pour la période 1979-81. Les petites exploitations familiales kényanes qui ont axé leur production davantage sur les cultures de rente : le thé, le café, le pyrèthre, les fleurs, les fruits et les légumes, dépendent aujourd'hui des cours mondiaux volatiles. Ces exemples révèlent que le changement technologique agricole n'induit pas nécessairement un meilleur accès des populations aux denrées alimentaires, et ne serait donc pas garant d'une amélioration de la sécurité alimentaire, mais plutôt du contraire. Nous discuterons en détail de cette question au chapitre suivant. Nous pouvons cependant affirmer que les biotechnologies ne sont pas synonymes de liberté, mais bien d'une dépendance accrue.

Il en va de même avec l'introduction des intrants agricoles. L'Afrique sub-saharienne possède le taux d'utilisation le plus faible au monde. Les politiques de la Banque y encouragent donc l'utilisation d'engrais afin de contrer

---

<sup>90</sup> FAO. 2001. *L'agriculture, le commerce et la sécurité alimentaire; questions et alternatives concernant les négociations de l'OMC dans la perspective des pays en développement*. Genève : Rapport et documents du colloque organisé par la FAO/Division des produits et du commerce international, vol. 1. Première partie, Synthèse des études de cas, p. 11-15.

les effets pervers du modèle agricole extensif. Toutefois, l'élargissement des cultures d'exportations est le phénomène qui pousse les petits exploitants à convertir les terres boisées en terres agricoles. En aucun cas, l'introduction de l'intensification agricole au sein des systèmes paysans ne réussira à réduire l'ampleur de l'extension, car c'est le développement de l'agro-export qui contribue le plus à son aggravation. Le développement des capacités productives, par l'inclusion des intrants et des biotechnologies, nourrit le phénomène en affectant l'environnement direct des systèmes paysans de plusieurs manières.

L'utilisation d'engrais chimiques est en forte augmentation en Afrique sub-saharienne. Les données disponibles à ce sujet sont disponibles et nous permettent de signaler une hausse significative de leur utilisation dans plusieurs pays. Bien que les statistiques indiquent une diminution de la quantité de grammes utilisés par hectare de terre arable, passant de 142 pour la période 1988-1991 à 123 pour 2000-2002, il est nécessaire de noter que cette moyenne générale est grandement faussée. Plusieurs pays ont connu un arrêt total de leur importations d'intrants en raison de conflits civils (Angola, Sierra Leone & Liberia) ou encore, comme le Zimbabwe, victimes de réformes agraires mal orchestrées. Plusieurs pays ont ainsi augmenté significativement leurs importations d'intrants : le Bénin, le Botswana, le Chad, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, le Rwanda et le Sénégal<sup>91</sup>.

Les nappes phréatiques sont menacées, car les engrais et pesticides en sont les contaminants principaux. Peu de PVD sub-sahariens ont des réglementations sur leur usage. Des herbicides bannis par plusieurs pays européens sont pourtant exportés dans ces pays et pourraient répéter des désastres liés à leur utilisation. Parmi eux, nous retrouvons les herbicides Lasso ou Harness, distribués par le géant Monsanto, qui contiennent de l'atrazine, un important polluant. De plus

---

<sup>91</sup> World Bank. 2006. *World Development Indicators 2006*. Washington : World Bank Publications, Table 3.2, Agricultural Inputs.

Mohamed Labri Bouguerra rappelle que, « [l]es pratiques agricoles intensives sont, directement ou indirectement, à l'origine de contaminations d'autant plus graves qu'elles sont parfois difficiles à déceler<sup>92</sup> ». Les statistiques des années 1980 montrent également qu'environ 3% de la main d'œuvre agricole subit annuellement une intoxication sévère aux pesticides<sup>93</sup>. Ces statistiques font seulement état des cas recensés dans les hôpitaux, et pourraient même être plus élevées.

L'utilisation des intrants agricoles contribuera à aggraver la sensibilité hydrique africaine, dont les capacités en eau sont déjà très limitées. Selon l'ONU, plusieurs populations, parmi lesquelles les plus marginalisées et pauvres, seront au seuil du stress hydrique d'ici l'année 2025. La disponibilité en eau serait réduite par habitant à 1 700 mètres cubes annuellement. Pourquoi encourager dès lors des engrais agricoles synthétiques toxiques. Les semences améliorées, nécessitant davantage d'eau, contribueront au phénomène. Les secteurs agricoles utilisent déjà la majorité, entre 63 et 100%, des ressources disponibles en eau. Les besoins des secteurs de l'agro-export ne devront pas entrer en contradiction avec ceux des agriculteurs. Les problèmes des droits d'accès égaux à l'eau seront aggravés. Les quantités d'eau potable pour les populations pauvres ne doivent pas être réduites au profit de la croissance de la production de rente en Afrique sub-saharienne. La raréfaction de l'eau potable, détournée par l'irrigation des cultures d'exportations, pourrait même entraîner sa privatisation<sup>94</sup>.

On peut donc récapituler les conséquences environnementales des nouvelles technologies en observant que la Banque mondiale, par la réalisation de différents projets d'infrastructures et d'irrigation, a également contribué à la perte

---

<sup>92</sup> Labri Bouguerra, Mohamed. 2002. Les circuits discrets de la pollution. *Manière de voir*, La ruée vers l'eau, no 65, septembre-octobre, p. 34-37.

<sup>93</sup> Jeyaratnam, J. 1990. Acute Pesticide Poisoning : A Major Health Problem, *World Health Statistics Quarterly*, (Genève : World Health Organisation), Vol. 43, n. 33, p. 139-144.

<sup>94</sup> Il est à noter qu'une des revendications du Forum social de Puerto Allegre concerne l'eau et recommande d'éviter à tout prix sa privatisation dans les PVD.

de terres agricoles très productives, au déplacement de populations et à l'épuisement des nappes phréatiques<sup>95</sup>. Le cas du Programme d'Ajustement du Secteur Agricole concernant le Sénégal est révélateur des problèmes engendrés par le choix de développer l'amélioration des conditions de mise en marché, les exportations agricoles et le développement de l'irrigation privée. C'est dans le but d'améliorer sa situation économique que le Sénégal s'est aperçu également que l'introduction de ce type de développement introduisait des effets négatifs pour les populations marginales, effets souvent imprévus. Les projets de développement étaient en concurrence avec ceux des populations locales qui occupaient les terrains nécessaires à leur réalisation, et on pouvait prévoir qu'elles en subiraient les contrecoups sans bénéfices<sup>96</sup>. Ce programme au Sénégal est un cas typique des projets de la Banque. Il correspond au développement des infrastructures nécessaires au développement des cultures de rentes. La signature de l'accord de prêt final (*Project Appraisal Document*) pour la réalisation de ce projet de développement des marchés agricoles et de l'agribusiness accordait au gouvernement du Sénégal un montant de 35 millions \$ US en février 2006. Cependant, 50% de ce montant allait devoir être consacré au développement des marchés d'échange, 35% à l'irrigation et au drainage, et 15% au développement du secteur de l'agro-industrie<sup>97</sup>. Ces conditionnalités permettent une inclusion des cultures de rente au Sénégal et sont incluses dans la plupart des prêts que la Banque consent. Elles forment une modernisation sur mesure des systèmes paysans, et un alignement sur le marché mondial. Les accords avec le Mali

---

<sup>95</sup> Caubet, Christian G. 2002. L'impact néfaste des grands barrages. *Manière de voir*, La ruée vers l'eau, no 65, septembre-octobre, p. 42-44.

<sup>96</sup> Lamine Bocoum, Mouhamadou. Juillet 2005. *Cadre de politique de réinstallation des déplacés involontaires du PMDA, Rapport final*. Dakar : Ministère de l'agriculture et de l'hydraulique. Programme de développement des marchés agricoles du Sénégal (code PPF/PDMA/BM Q4330/SE). 40 p.

<sup>97</sup> World Bank. Environmentally and Socially Sustainable Development. 2006. Africa Region, *Project Appraisal Document on a Proposed Credit in the Amount of SDR 24,7 millions (US\$ 35.0 million Equivalent) to the Republic of Senegal in the Support of the First Phase of the Agricultural Markets and Agribusiness Development Program*, Washington : Country Department 14.



comportent des conditionnalités similaires<sup>98</sup>. La stimulation des activités d'exportation, ainsi que l'intensification et la diversification de la production figurent parmi neuf priorités. Les pauvres ruraux travaillent donc davantage à assurer l'approvisionnement des marchés des pays développés, par l'exportation de produits agricoles de consommation, mais également de produits de transformation, comme le caoutchouc, qui n'ont aucun lien avec l'agriculture vivrière.

### 2.1.3 Le système à fort rendement : semences améliorées & dépendance paysanne

Une nouvelle structure de production axée sur la monoculture favorise la croissance des fermes de plus grande taille, et influe sur l'emploi agricole. Les petits exploitants doivent fournir davantage d'efforts et d'heures de travail lorsqu'ils intègrent les intrants agricoles à leur production. Une main d'œuvre additionnelle est souvent nécessaire. Souvent, la main d'œuvre additionnelle n'est pas disponible en raison de son caractère migrant, et des aléas des récoltes, mais également en raison, dans plusieurs pays d'Afrique sub-saharienne, de la pandémie de VIH/SIDA. La transformation du paysan en travailleur agricole prive également sa famille de la nourriture de subsistance. Les femmes doivent alors assumer un double labeur, déjà sous estimé. Les femmes africaines, dont les journées sont déjà plus longues que celles des hommes, exécutent près de 50 à 80% des travaux agricoles<sup>99</sup>. Les bouleversements sociaux seront engendrés par la mutation de l'offre, par l'intensification des rendements et conséquemment, par la baisse du prix réel des denrées alimentaire<sup>100</sup>. S'il est à prévoir que les engrais et

---

<sup>98</sup> World Bank. Environmental and Social Development. 2005. *Africa Region Project Appraisal Document on a Proposed Credit in the Amount of SDR 40 Million (US\$ 66 million Equivalent) to the Republic of Mali for a Rural Community Development Project*. Washington D.C. : Country Department, Report n. 31205-ML, p. 4

<sup>99</sup> Malassis, Louis et Martine Padilla. 1986. *L'économie agro-alimentaire III. L'économie mondiale*. Paris : Éditions Cujas, p. 177.

<sup>100</sup> FAO. 2004. *La situation mondiale de l'agriculture 2004*. p. 33.

les semences améliorées puissent contribuer directement, via la recherche, à l'abaissement du prix des denrées alimentaires, pour les non ruraux ou les ruraux acheteurs nets de produits alimentaires, notons que les ruraux producteurs seront ceux qui assumeront les contrecoups.

La conservation ou l'échange de semences hybrides sont interdits sous peine de poursuites judiciaires internationales. Ces dernières ont été nombreuses contre les agriculteurs des pays occidentaux et laissent entrevoir un scénario similaire avec les agriculteurs des PVD. Déjà, les droits et libertés des petits agriculteurs s'érodent en raison de ce régime. Les effets projetés sur les systèmes agricoles sub-sahariens sont prévisibles. Les firmes multinationales occidentales obtiendront un contrôle monopolistique du commerce des semences et des intrants agricoles. Leurs activités menaceront la biodiversité végétale, incluse au sein de la production indigène. La diversité culturelle des ensembles régionaux sera affectée. Les observations de Susan George sur l'importation de technologies occidentales dans les PVD révèlent le grand danger découlant de l'introduction du capitalisme au sein des relations sociales. Celles-ci sont basées en Afrique, rappelons le, sur la division communale des terres qui est menacée par la commercialisation et la monétarisation des productions agricoles. « Quiconque achète de la technologie occidentale devrait comprendre qu'il n'achète pas simplement un produit, mais bien plutôt un système précis de relations sociales, tellement enfouies, maintenant, dans la technologie, qu'elles sont devenues presque invisibles<sup>101</sup>. » Mathias Sawadogo, à travers l'exemple du Burkina Faso, soutient en ce sens que, « [...] la commercialisation de leurs produits peut devenir la préoccupation première des petits cultivateurs qui parfois privilégient l'accès au revenu au détriment de leur équilibre alimentaire, exposant les membres de leur famille aux maladies

---

<sup>101</sup> George, Susan. 1989. *Famine et pouvoir dans le monde*. Paris : Presses Universitaires de France, Collection Tiers-Monde/IEDES, p. 111.

nutritionnelles, voire à la faim <sup>102</sup> ». La modernisation agricole est associée à des coûts sociaux importants, mais ignorés des calculs économiques.

Calculée uniquement en terme de rendements, la Révolution verte laisse dans l'ombre ses échecs : l'utilisation accrue de combustibles fossiles, une plus grande utilisation d'eau, une incapacité à freiner l'extension des terres agricoles, et l'obligation faite aux petits agriculteurs de s'adapter à ce nouveau modèle de développement<sup>103</sup>. Le Forum social de Porto Alegre condamne l'attitude des transnationales : « We reject GMO foods because besides threathening our health and the environment, they are an instrument for five transnationals to have control of all markets<sup>104</sup>. » On peut donc en conclure que les stratégies de la Banque mondiale sont incompatibles avec une stratégie alimentaire, principalement dans les zones sahéliennes et sud-sahéliennes.

Le cas du Mali, pays ayant traditionnellement consacré ses meilleures terres à l'agriculture vivrière des céréales, illustre bien notre propos. Les prêts de la Banque et ses conditionnalités ont profondément transformé les secteurs agricoles ruraux. Les céréales ont été commercialisées sur le marché mondial et la culture cotonnière à des fins d'exportations développée. Les réserves vivrières du Mali ont été réduites. Les exigences introduites par l'intensification de l'agriculture et l'adoption de biotechnologies et des intrants ont nui à l'alimentation des populations<sup>105</sup>. Si pour la Banque la croissance de l'agriculture en Afrique sub-saharienne a été soutenue en grande partie par les culture de rente,

---

<sup>102</sup> Sawadogo, Mathias. In *Alimentations, traditions et développements en Afrique intertropicale*, sous la dir. de R. Devish, F. De Boeck et D. Jonckers, *op.cit.*, p. 217.

<sup>103</sup> Shiva, Vandana. 2001. *Le terrorisme alimentaire; comment les mutinationales affament le tiers-monde*. Paris : Éditions Fayard, p. 25.

<sup>104</sup> Déclaration du Forum social mondial, 31 janvier 2005. *Call From Movements For Mobilization Against the War, Neoliberalism, Exploitation and Exclusion*. Porto Alegre.

<sup>105</sup> Jonckers, Danielle. 1995. « Stratégies alimentaires au Mali sud ». In *Alimentations, traditions et développements en Afrique intertropicale*, sous la dir. de R. Devish, F. De Boeck et D. Jonckers. *op.cit.*, p. 243.

à long terme, cette croissance ne pourra répondre aux besoins des petits agriculteurs. C'est le point de vue de Derek Byerlee, Xinshen Diao et Chris Jackson, trois économistes de la Banque, qui sont sceptiques face à la tendance actuelle d'une intensification agricole taillée sur les besoins de l'agro-industrie. « It is doubtful that these trends are sustainable without a sharp reversal in food production, the main livelihood of the mass of African farmers <sup>106</sup>. » La Banque demeure cependant fidèle à son approche du développement basée sur l'accès au revenu, pourtant incompatible avec les systèmes agraires sub-sahariens. Danielle Jonckers soutient que le secteur vivrier du Mali a ainsi été transformé afin de correspondre aux exigences de l'économie mondiale. La production cotonnière a profité de prêts importants, qui n'ont pas libéré le Mali d'une production de produits agricoles non transformés.

\*\*\*

Les politiques de la Banque mondiale semblent donc, en conclusion, ignorer les bouleversements qui seront introduits par les nouvelles biotechnologies agricoles dans les systèmes de production sub-sahariens. Il apparaît en effet que, suite à ses effets sociaux et économiques néfastes, l'intensification de l'agriculture et sa modernisation, soutenues fortement par la Banque mondiale, ne profitent pas aux petits agriculteurs sub-sahariens, mais bien plus à l'expansion d'un nombre restreint de firmes multinationales oeuvrant dans le domaine des biotechnologies. Le pouvoir qui leur est conféré et l'expansion de leurs réseaux de distribution sont inquiétants. Elles profitent, selon le modèle de la diffusion induite des technologies, des prêts octroyés aux PVD par la Banque. Ces derniers soutiennent et permettent leurs importations d'intrants <sup>107</sup>. Il s'agit d'un

---

<sup>106</sup> Byerlee, Derek, Diao Xinshen et Chris Jackson. 2005. *Agriculture, Rural Development, and Pro-poor Growth; Country Experiences in the PostReform Era*. Washington D.C. : World Bank Publications, Agriculture and Rural Development Discussion Paper, n. 21, p. 19.

<sup>107</sup> Requier-Desjardins, Denis. *op.cit.*, p. 40.

transfert des technologies des pays industriels vers les PVD, mais qui n'inclut pas un transfert des connaissances. Les PVD ne peuvent choisir, selon leurs dotations en ressources, les technologies agricoles qui leur seraient plus profitables.

Les conséquences des différents progrès biologiques et chimiques sont ignorés des décideurs politiques et des planificateurs.

*[...] les nouvelles techniques agricoles ou les nouvelles semences dans lesquelles sont incorporées des innovations biologiques doivent d'abord être considérées comme des facteurs qui facilitent la substitution à la terre de sources artificielles de nutriments pour les plantes, qu'ils soient achetés ou produits par des systèmes de préservation des ressources en travail plus intensifs<sup>108</sup>.*

Il existerait donc, selon les différentes sociétés, plusieurs manières de concourir au progrès technique, qu'elles soient davantage axées sur l'agriculture selon les techniques organiques, ou selon une mécanisation qui viendrait pallier l'inélasticité de la main d'œuvre, selon l'histoire agricole occidentale. Le cas des PVD sub-sahariens révèle plutôt une grande élasticité de la main d'œuvre agricole. Les sociétés devraient pouvoir choisir la voie la mieux adaptée pour soutenir leur développement agricole. L'importation d'intrants agricoles et des nouveaux cultivars améliorés n'est pas nécessairement la seule solution.

Si pendant les années 1980, l'achat d'engrais subventionnés a été encouragé, aujourd'hui il s'agit des biotechnologies et autres intrants. Les biotechnologies pourraient avoir des effets désastreux en raison des avancées de la science moléculaire, qui a permis la création d'un procédé biotechnologique breveté sous l'appellation *Contrôle de l'expression des gènes*, connue également sous l'étiquette *Terminator*. Ce procédé permet de manipuler l'ADN des plantes afin que les semences qui en sont issues soient stériles. Ce procédé menace certes

---

<sup>108</sup> Hayami, Yujiro, et Vernon W. Ruttan. 1998. *Agriculture et développement, une approche internationale*. Paris : Institut National de la Recherche Agronomique, p. 124.

la sécurité alimentaire, mais également crée la dépendance de l'agriculture à une technologie de redevance. « *Selon la Fondation internationale pour le progrès rural, si la technologie Terminator est utilisée sur une vaste échelle, elle donnera aux multinationales commercialisant les semences et à l'industrie agrochimique un pouvoir extrêmement dangereux et sans précédent sur l'approvisionnement alimentaire du monde entier*<sup>109</sup> ». L'intensification agricole accentuera la dépendance des PVD à des technologies coûteuses et destinées aux cultures d'exportation.

Le changement technique en agriculture ne semble pas pouvoir échapper au changement qui affecte les autres branches de l'économie. Les biotechnologies représentent un nouveau courant technologique, une nouvelle manière de penser la production. Cet esprit technique nouveau est formulé par le paradigme technico-économique le plus avancé qui définit en quelque sorte le rythme du changement technique à adopter. La culture technique des agriculteurs subsahariens n'est pas compatible avec le schéma industriel auquel la Banque mondiale donne son appui. Les intérêts économiques des paysans et ceux des multinationales ne peuvent converger. Les recherches scientifiques sur les plantes qui sont réellement consommées par les pauvres ont été très peu nombreuses, bien que des variétés améliorées de sorgho, de millet, d'orge, de manioc et de légumineuses aient été mises au point dans les années 1980<sup>110</sup>. Il apparaît toutefois que ces nouvelles variétés ne représentent pas la plus grande partie des nouveaux cultivars, car elles concernent davantage les habitants des zones agro-écologiques pauvres et en retrait de la logique économique. Il en ressort que l'attention première des firmes porte sur les potentiels acheteurs de leurs semences et de leurs intrants : les grands exploitants possédant les complexes industriels reliés à l'agro-alimentaire.

---

<sup>109</sup> Shiva, Vandana. *Le terrorisme alimentaire. Op.cit.*, p. 127.

<sup>110</sup> FAO. 2004. *La situation mondiale de l'agriculture 2004*. p. 31.

Notons enfin, à la suite de Gilles Fumey, que l'intégration des fertilisants à l'agriculture intensive permet l'approfondissement de sa relation, de plus en plus complémentaire, avec les milieux industriels des pays développés et leurs firmes qui oeuvrent dans la fourniture de matériel agricole. Ces milieux profitent du développement des marchés du sud pour accéder à de nouveaux marchés.

*« Aujourd'hui, les pesticides modernes sont fabriqués, comme les engrais de synthèse, exclusivement par les grandes sociétés pétrolières et chimiques ( Novartis, n° 1 mondial – suisse – du secteur agro-sanitaire devant les américains Dupont de Nemours, Union Carbide, Monsanto et les chimistes de l'Union européenne de Hoechst et Schering, Rhône-Poulenc, ICI et de plus petites sociétés souvent filialisées) <sup>111</sup>. »*

La science nous semble donc davantage au service de la technique et de l'économie que des sociétés des PVD. Elle bénéficie à quelques grandes entreprises oeuvrant en amont de l'agriculture<sup>112</sup> au détriment des droits sociaux. Par son soutien à la modernisation de l'agriculture dans les pays d'Afrique subsaharienne, la Banque mondiale soutient les firmes oeuvrant dans la fourniture de matériel agricole. Elle ignore les contraintes du présent régime de la protection de la propriété intellectuelle, et néglige les bouleversements sociaux qui résulteraient de l'alignement des productions agricoles sur le marché mondial.

En conclusion de l'analyse précédente, il se dégage quelques constats majeurs. Premièrement, une nouvelle Révolution verte en Afrique ne peut être lancée qu'avec une plus grande participation du secteur privé de la recherche sur les besoins réels des pauvres. Notre examen nous a plutôt révélé que les objectifs des multinationales concernant l'Afrique subsaharienne sont la distribution de services et d'intrants agricoles, ainsi que la distribution de semences améliorées destinées aux cultures d'exportations. Deuxièmement, nous relevons que les biotechnologies propulseront l'Afrique subsaharienne dans une agriculture

<sup>111</sup> Fumey, Gilles. 1997. *L'agriculture dans la nouvelle économie mondiale*. Paris : Presses Universitaires de France, p. 39.

<sup>112</sup> Séralini, Gilles-Éric. *Op.cit.*, p. 276.

dépendante des intrants synthétiques, pourtant décrits par la Banque mondiale comme la solution pour pallier la pauvreté des sols. Les agriculteurs ruraux, groupe cible des programmes de développement intégrés, deviendront dépendants d'un système agricole moderne, intensif et coûteux. Troisièmement, les stratégies de développement de la Banque mondiale en matière d'agriculture en Afrique sub-saharienne font partie d'une stratégie basée sur le long terme : établir les bases d'une agriculture marchande et favoriser le développement des exportations des PVD menaçant ainsi leur sécurité alimentaire. Quatrièmement, la Banque mondiale soutient le développement d'un système agricole fortement dépendant des grandes multinationales oeuvrant dans la distribution de produits agricoles ou dans la recherche et développement; implicitement, la Banque soutient l'incursion de ces firmes dans des zones vierges et potentiellement très rentables.

Comme le soulignait Susan George dès le début des années 1980, l'acquisition de la haute technologie par les PVD n'est pas garante de leur indépendance, mais plutôt du contraire. Ce constat rejoint celui de Dieter Ernst.

*« Une stratégie qui cherche à renforcer l'autonomie nationale sur les plans politiques et économiques par l'acquisition forcée de haute technologie peut, paradoxalement, déboucher non pas sur une plus grande autonomie technologique, mais sur une dépendance renforcée à un niveau qualitativement supérieur<sup>113</sup> ».*

Nous présenterons maintenant un chapitre consacré à la problématique de l'approfondissement de la dépendance alimentaire.

---

<sup>113</sup> Dieter Ernst, cité par George, Susan. *Op.cit.*, p. 121.



## CHAPITRE III

### DÉPENDANCE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

Nous avons présenté, au chapitre précédent, les dangers associés aux nouvelles technologies agricoles. Les systèmes agricoles ruraux, qui comprennent plusieurs millions d'Africains, sont poussés à intégrer ces nouvelles technologies qui sont au coeur des projets de développement. Ce sont elles qui reçoivent un support financier important. Le système à fort rendement est présenté comme le symbole du développement moderne universalisable. Ce modèle pourrait introduire plusieurs impacts négatifs, sans pouvoir même garantir pour autant le succès anticipé.

Les paysans risquent de s'enfoncer encore davantage dans un processus de pauvreté endémique et d'endettement, entretenu par leur dépendance à des technologies coûteuses et à des firmes étrangères. Les dangers du système à haut rendement ont été présentés dans notre chapitre II. Toutefois, l'intensification prônée par la Banque a également un impact sur le bilan alimentaire de l'Afrique sub-saharienne qui connaît un accroissement de son déficit alimentaire. Le danger pour ces pays est d'approfondir une stratégie alimentaire uniquement axée sur le développement des capacités de production pour l'exportation. Un tel scénario ne peut qu'entraîner une augmentation des importations étrangères et accentuer une dépendance à l'aide alimentaire. La sécurité alimentaire de l'Afrique sub-saharienne est menacée par des politiques enracinées dans une logique capitaliste marchande de la production agricole. Les PVD sont contraints de poursuivre une stratégie, qui se trouve selon nous historiquement au fondement du commerce inégal qui régit leurs relations commerciales avec les pays industriels et qui est

incapable de mettre un terme à la dépendance alimentaire. La question de la dépendance alimentaire est donc au cœur de ce chapitre.

### 3.1 Émergence du problème alimentaire et d'une stratégie globale

Devant le constat des coûts humains de la faim associés directement à la sous-alimentation et à la malnutrition, le cercle vicieux de la pauvreté est ciblé comme étant le principal responsable. La pauvreté contribue aux retards de croissance chez les enfants, qui à leur tour peuvent être transmis aux générations suivantes. C'est le cas des mères sous-alimentées, dont les enfants auront toutes les chances de donner naissance à des bébés très frêles. La sous-alimentation et les retards de croissance sont associés aux carences en vitamines et minéraux et touchent près de deux milliards d'humains. « Une insuffisance même légère de ces nutriments accroît sensiblement les risques de maladies graves et de décès<sup>114</sup>. » La sous-alimentation est directement associée à la mortalité infantile. Selon la FAO, une amélioration de l'insuffisance pondérale de 5% aurait un impact de 30% de réduction de la mortalité infantile. La sécurité alimentaire est un concept qui est guidé par un impératif moral, celui d'une intensification agricole au nom des pauvres, afin d'éradiquer la pauvreté et la faim. Toutefois, le développement des stratégies alimentaires ne correspond pas à un modèle socialement adapté à la recherche d'une indépendance alimentaire de l'Afrique, mais perpétue plutôt un ordre politique inégal des rapports économiques.

L'Afrique est le continent où l'on trouve la majorité des pays confrontés actuellement à une crise alimentaire, en raison de son climat (région du Sahel), ou encore de ses troubles civils, comme dans le cas du conflit au Darfour soudanais. L'attention portée aux aléas climatiques, responsables des famines d'une part, et aux troubles civils, reliés à des conflits ethnico-politiques, d'autre part, évacue la

---

<sup>114</sup> FAO. 2004. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2004*. *Op.cit.*, p. 7.

question des débouchés de la production sub-saharienne. Il est temps de reconnaître que la situation alimentaire de l'Afrique présente un grand paradoxe. Elle est caractérisée par une production de quelques commodités échangeables sur les marchés mondiaux. Toutefois l'importation de céréales étrangères à moindre prix pénalise sa production céréalière. Le problème de la sécurité alimentaire dans les PVD sub-sahariens ne peut être abordé seulement par une logique économique, telle que promue par la Banque mondiale. Les cultures d'exportation nuisent à la sécurité alimentaire non seulement des différents pays, mais aussi plus globalement des différents ensembles régionaux. Le secteur agricole est décrit par la Banque mondiale comme le plus important dans la lutte contre la pauvreté et la recherche de la croissance économique : « [...] thus stimulating agricultural growth will be a key to poverty reduction in Africa<sup>115</sup> ». Il contribue en Afrique à 35% de son produit domestique brut, à 40% de ses exportations et à près de 70% des emplois du continent. Il est donc temps pour nous de réactualiser la réflexion sur le problème de la faim en Afrique sub-saharienne.

Le problème de la faim a été abordé de différentes manières selon les époques et les angles d'analyse, mais également selon les différentes sociétés. La thèse de Malthus, par exemple, repose sur la disponibilité des ressources alimentaires<sup>116</sup>. L'offre influençait les cycles des famines. Toutefois les manifestations de la faim peuvent s'accroître malgré une croissance de la production agricole et de l'offre. Les données disponibles sur les différentes productions agricoles nationales ne nous montrent-elles pas que la production mondiale serait non seulement suffisante, mais pourrait même répondre aux besoins de 12 milliards d'humains<sup>117</sup> ? Le problème de la faim dans le monde ne

---

<sup>115</sup> Townsend, Robert F. 1999. *Agricultural Incentives in Sub-Saharan Africa : Policy Challenges*. Washington D.C. : World Bank Publications, Discussion Paper, n. 444, p. 3.

<sup>116</sup> Voir à ce sujet Robert Malthus. 1798. *An Essay on the Principle of Population*.

<sup>117</sup> Ziegler, Jean. 2004. « La faim et les droits de l'homme », in *Géopolitique de la faim*, sous la dir. d'Action contre la faim. Paris : Presses Universitaires de France, p. 221.

soulève-t-il pas la question de l'accessibilité des pauvres à la nourriture ? C'est ce que nous pensons.

Nous avons déjà vu que l'introduction du système à fort rendement influence le développement des systèmes paysans ruraux, qui sont menacés par l'alignement de leur production agricole sur l'exportation. Le développement des réseaux de distribution peut certes désenclaver les zones rurales, mais il est certain que cette stratégie alimentaire est tournée vers l'exportation. C'est la tendance depuis les années 1970 et les politiques d'intensification agricole l'accentueraient. Une telle stratégie alimentaire en Afrique sub-saharienne, sous le couvert de la lutte contre la pauvreté et la faim, menace d'accroître le déficit alimentaire des PVD, aggravant du même coup leur dépendance envers les marchés étrangers. Quelles sont donc les significations d'une stratégie alimentaire rigoureuse et régionalement adaptée ? C'est ce dont nous discuterons succinctement.

La reconnaissance du droit de l'homme à l'alimentation est un fait généralement admis depuis 1948 par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Pacte international relatifs aux droits économiques sociaux et culturels (1966) a scellé la volonté des États de reconnaître le droit à l'alimentation, soit l'accès à une alimentation suffisante, mais aussi le droit de protéger les pauvres contre la faim<sup>118</sup>. Cette reconnaissance était en même temps une reconnaissance des problèmes menaçant la production agricole des PVD. L'ère du développement présentait invariablement les sociétés traditionnelles comme sous-développées. D'où le désir de les influencer, de manière à les pousser vers une modernité définie en dehors de leurs réalités. La question du droit à l'alimentation a longtemps été et continue d'être au centre des politiques de développement.

---

<sup>118</sup> Golay, Christophe et Sally-Anne Way. « Le droit à l'alimentation ». In *Géopolitique de la faim. Op.cit.*, p. 229.

Dans la foulée de cette préoccupation, un concept, la sécurité alimentaire émerge dans les années 1970. Elle comprend généralement trois composantes principales<sup>119</sup>. Les populations des différents espaces régionaux et des systèmes paysans doivent avoir un accès suffisant aux denrées alimentaires. La production alimentaire domestique, une variable de la production agricole globale, comprend les rendements des cultures vivrières et les productions destinées à l'exportation. En Afrique sub-saharienne, la production domestique est garante de la sécurité alimentaire et des disponibilités alimentaires. Deuxièmement, les importations commerciales doivent être équilibrées avec la production alimentaire nationale globale d'autant plus que, dans les PVD, la production vivrière est déficitaire. Or, vu que leur capacité d'importation fluctue avec les cours internationaux, il est nécessaire de leur apporter une aide. L'aide alimentaire est ainsi la troisième composante de l'offre alimentaire, qu'elle soit d'urgence ou plus institutionnalisée par les PVD qui comptent sur sa stabilité pour boucler leur budget<sup>120</sup>. Notons que la sécurité alimentaire est généralement définie comme : « [...] la situation où toute personne peut accéder, économiquement, physiquement et en tout temps, à une alimentation adéquate lui permettant de mener une vie productive et en bonne santé, dont toutes les formes de malnutrition et de sous-alimentation sont exclues<sup>121</sup> ».

Sur le plan alimentaire l'Afrique sub-saharienne n'est pas homogène. Certains pays possèdent une production alimentaire globale suffisante, mais connaissent plusieurs manifestations de la faim observables par les carences énergétiques. D'autres pays sont caractérisés par une production domestique insuffisante et un manque de ressources financières pour couvrir les importations alimentaires adéquates. Ce dernier scénario est particulièrement caractéristique de

---

<sup>119</sup> Azoulay, Gérard et Jean-Claude Dillon. 1993. *La sécurité alimentaire en Afrique. Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies*. Paris : Éditions Karthala, Chapitre III, Le concept de sécurité alimentaire, p. 129.

<sup>120</sup> Voir le cas de l'Éthiopie décrit par Joseph Stiglitz. 2002. FMI, la preuve par l'Éthiopie. *Le Monde diplomatique*, avril, p. 10-11.

<sup>121</sup> G. Gherzi, cité dans Bertrand, Jean-Pierre. 1997. *Le pouvoir alimentaire mondial en question*. Paris : Éditions Economica, p. 21.

l'Afrique sub-saharienne<sup>122</sup>. La croissance agricole axée sur les cultures d'exportation est une menace pour les cultures vivrières et un développement qui répondrait réellement aux besoins alimentaires des populations rurales. La productivité agricole y est faible et les coûts de transport élevés. Ainsi les pays sub-sahariens ont recouru à l'importation de céréales des marchés des pays industriels, des Etats-Unis et de l'Union européenne notamment. Ce qui a inévitablement conduit à la dépendance alimentaire et contribué à la stagnation de la production agricole rurale. Dans une perspective à long terme, ce choix allait être désastreux. À court terme, leur apport a été jugé par la Banque comme trop risqué.

Pour la Banque, le paysan africain n'est pas rationnel. Il fonctionne et agit pourtant comme tout autre paysan, selon deux stratégies, qui ont été bien définies par Sylvie Brunel. Le paysan favorise une logique d'occupation des terres, en raison du caractère collectif des systèmes paysans de ces régions; par l'extension des activités agricoles à de nouvelles terres il manifeste son droit d'usage de la terre, en raison d'une absence de système de propriété privée. Le paysan travaille également à minimiser les risques associés au commerce de sa production. Il donne alors plus d'importance au développement d'une production diversifiée, plutôt que de consacrer ses efforts à maximiser les rendements d'un type de culture. Cette logique paysanne est fonction des réseaux de communication et d'infrastructures peu développés, mais surtout de la concurrence des produits importés, agricoles et bovins, en provenance des marchés occidentaux ou asiatiques. Le paysan est donc sensible à la concurrence et conscient du problème associé à l'introduction du système d'intrants et des coûts croissants qui y sont associés. « Les rendements sont faibles, mais la diversité assure un minimum de ressources, même lorsque l'économie est faiblement monétarisée. C'est en situation de monoculture que les paysans sont les plus vulnérables à la fluctuation

---

<sup>122</sup> Azoulay, Gérard et Jean-Claude Dillon. *Op.cit.*, p. 124.

des cours et aux risques encourus par une récolte uniforme<sup>123</sup>. » Nous ne nions pas que l'innovation puisse être bénéfique pour le petit exploitant et que les opportunités offertes par le développement des marchés lui permettent d'engranger des profits. Nous sommes seulement désireux de faire valoir que la logique du petit paysan répond à des choix judicieux envers son environnement.

La mondialisation des marchés participe à la captation d'une partie de la production agricole vivrière précieuse, par la force d'attraction des capitaux qui agissent comme aimant auprès d'elle. En ce sens, plusieurs cultures vivrières sont importées sur les marchés des pays industriels pour répondre à la demande de plusieurs nouveaux produits. À la question de Susan George en 1984 "pourquoi produire ?", il faut substituer désormais la question "pour qui produire ?". Ce questionnement est encore actuel et tient compte des modèles de consommation dans les pays industrialisés<sup>124</sup>, qui sont à la base de l'échange inégal et qui menacent aujourd'hui la sécurité alimentaire des PVD. Susan George a mis en relief les problèmes de l'accès et de la distribution des denrées alimentaires. Les producteurs dans les PVD ont été dépouillés de leur contrôle sur ce qu'ils produisent, du choix de leurs méthodes de culture, ainsi que de la finalité de leur production<sup>125</sup>. S'il est vrai que l'accent mis traditionnellement sur la démographie permettait de préserver l'ordre politique des rapports de force, son analyse de la situation venait élargir le cadre des réflexions sur le problème de la sécurité alimentaire des individus. Sylvie Brunel, plus récemment, a réaffirmé que le problème de la malnutrition était avant tout un problème de sous développement; les malnutris, en ce sens, sont trop pauvres pour manger à leur faim<sup>126</sup>. Le problème de la faim découle en effet de la distribution inégale des denrées dans un monde rural où se situent les trois quarts des malnutris face à une production

<sup>123</sup> Brunel, Sylvie. 2004. *L'Afrique, un continent en réserve de développement*. Rosny-sous-Bois : Éditions Bréal, p. 172.

<sup>124</sup> George, Susan. 1989. *Famine et pouvoir dans le monde*. Paris : Presses Universitaires de France, collection Tiers-Monde / IEDES, p. 59.

<sup>125</sup> *Ibid.*, p. 81.

<sup>126</sup> Brunel, Sylvie. 2003. *Famines et politique*. Paris : Presses Universitaires de France, p. 21.

mondiale excédentaire. La production alimentaire s'ajuste, il est vrai, à la croissance démographique, mais surtout en rapport à l'augmentation de la demande solvable. Les malnutris, quant à eux, sont des non consommateurs, en marge du système économique.

Amartya Sen, se penchant sur le problème de la pauvreté, a pris en considération la problématique globale de l'accès aux ressources alimentaires des individus. La pauvreté est la variable déterminante, au centre du problème de l'accès à une alimentation adéquate. Il a ainsi analysé les structures familiales et sociales, et les conditions d'accès des pauvres à la terre, aux sources de crédit, ainsi qu'à leurs différents revenus économiques. Il a pu démontrer que le niveau d'accès d'un individu aux ressources pour satisfaire ses besoins alimentaires dépend de plusieurs caractéristiques sociétales, mais également des possibilités d'échange auxquelles il peut accéder. Les pauvres sont privés du "droit d'accès" à la nourriture<sup>127</sup>.

L'individu, selon Sen, devrait disposer de quatre droits principaux liés à l'échange, à la production, au travail et aux dons ou transferts. Le problème de la faim allait être analysé pour répondre aux défis de l'accélération démographique. Le concept de sécurité alimentaire, relatif aux différents espaces nationaux et à leurs capacités de production des denrées alimentaires, s'est transformé pour comprendre davantage les conditions de l'accès aux ressources alimentaires par les pauvres. L'accent a été mis sur la hausse des revenus, et de surcroît l'analyse du marché de l'emploi. Pour combattre la pauvreté, il faut hausser les revenus paysans afin de sécuriser la situation alimentaire des PVD. Ce sens nouveau donné au concept de sécurité alimentaire allait pousser la Banque mondiale à formuler ses projets de développement différemment. L'intensification agricole a su incorporer les idées contenues dans l'approche de l'offre et dans celle de l'accès aux denrées alimentaires. Elle s'est présentée comme la solution

---

<sup>127</sup> Le nouveau modèle économique de Amartya Sen présenté par Brunel, Sylvie. *Famines et politique. Op.cit.*, p. 72.



universelle au problème alimentaire. Quels seront ses impacts sur la sécurité alimentaire?

La Banque mondiale, qui poursuit les *Objectifs du millénaire* d'éliminer la faim et la pauvreté endémique, de réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans et d'améliorer la santé maternelle, adopte une logique économique pour assurer la sécurité alimentaire. Elle encourage les paysans à axer leur production sur le marché mondial dans le but de les intégrer à une logique agricole marchande à même de générer des profits et ainsi leur permettre d'avoir accès à une alimentation saine grâce à des revenus monétaires. En ce sens, la Banque mondiale a repris à son compte les conclusions de Amartya Sen, afin d'inclure le développement des libertés fondamentales au centre de ses politiques. La sécurité alimentaire dépend toutefois de deux facteurs importants, soit la disponibilité en nourriture ainsi que l'accessibilité de cette nourriture pour les populations. Dans le cas présent, les politiques de la Banque suivent une approche modelée par une meilleure disponibilité des denrées alimentaires, assurée principalement par une hausse de la production agricole. Ce souci est manifeste par son désir de hausser les rendements et les réserves alimentaires par l'échange marchand. Toutefois, comme le souligne Sylvie Brunel, « [l']accessibilité dépend de la capacité d'un individu à se procurer cette nourriture, c'est-à-dire de son pouvoir d'achat, de l'existence de stocks personnels, de sa force de travail et des moyens matériels (biens personnels et outils de production) dont il dispose pour l'acquérir, la produire ou l'échanger<sup>128</sup>. »

Cette analyse est-elle encore valable ? Il est frappant de constater aujourd'hui, que la sécurité alimentaire ne dépend pas uniquement de la croissance globale de la production nationale ou régionale. Il demeure essentiel que l'accès économique et physique aux denrées alimentaires soit garanti pour tous et en tout temps. La question de la sécurité alimentaire doit toutefois, selon

---

<sup>128</sup> Sylvie Brunel, *Famines et politique*. *Op.cit.*, p. 30.

nous, être abordée à travers la lunette de la demande plutôt que celle de l'offre. L'attention est concentrée sur la croissance de la production agricole globale, à défaut de mettre l'accent sur le développement des ressources vivrières et leur accès aux couches de population les plus défavorisées. La place prépondérante aujourd'hui accordée aux importations et à l'aide alimentaire, par les pays subsahariens, est liée aux politiques de l'intensification agricole. Celle-ci présuppose l'ouverture du commerce international et une spécialisation de la production entre pays, c'est-à-dire le renforcement de la division internationale du travail. La Banque mondiale a appuyé cette spécialisation depuis les premiers projets de développement, selon les avantages comparatifs, et la perpétue encore aujourd'hui.

### 3.2 Sécurité alimentaire universelle et fin des systèmes paysans de subsistance

Un développement agricole n'est toutefois pas garant d'un succès assuré sur le plan de la sécurité alimentaire. Certains pays africains ont axé leur développement, au cours de années 1970, sur l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire, mais ont connu un cuisant échec. La sécurité alimentaire est un concept plus englobant que l'autosuffisance, car elle comprend la stabilité des approvisionnements, ainsi que l'accès aux denrées alimentaires. Elle permet l'inclusion des importations commerciales et de l'aide alimentaire en tant que sources possibles de l'approvisionnement en denrées alimentaires. Dans un contexte international de commerce ouvert, il est difficile d'axer une stratégie de développement sur la seule autosuffisance alimentaire, en raison des opportunités commerciales offertes et des avantages d'une économie diversifiée.

Rappelons à ce sujet que les efforts de la Tanzanie et de son président d'alors, Julius Nyerere, pour atteindre une autosuffisance alimentaire se sont soldés par un échec douloureux. Cette politique était un des volets pour aboutir à une politique de complète indépendance (*self-reliance*) face aux puissances

capitalistes. Le modèle recherché par la Tanzanie a donné lieu à une expérience, fortement financée par l'aide internationale, mais immédiatement marginalisée en raison de son caractère unique et de son retrait du modèle dominant caractérisé par la globalisation des marchés. Gilbert Rist soutient que ce modèle ne pouvait fonctionner en vase clos dans un monde déjà mû par l'ouverture des marchés; ce modèle, selon lui, n'aurait pu fonctionner que si le système de *self-reliance* avait pu atteindre un même degré de généralisation que le système marchand qui domine actuellement<sup>129</sup>. Les pays africains pourraient encore aujourd'hui formuler leur stratégie de sécurité alimentaire en l'alignant sur des systèmes paysans davantage axés sur une indépendance alimentaire plus grande, répondant alors aux besoins de croissance des secteurs vivriers. L'Afrique sub-saharienne pourrait réduire sa dépendance aux systèmes d'importation et à l'aide alimentaire étrangère, entretenus par le développement des avantages comparatifs.

Une sécurité alimentaire adaptée doit minimiser les risques et répartir les ressources entre les secteurs d'exportations et les secteurs vivriers. La Banque mondiale reconnaissait que les pays qui ont connu un développement rapide de leurs secteurs d'exportation sont aussi ceux qui ont su préserver un secteur vivrier dynamique<sup>130</sup>. Ses politiques présentent cependant une forte inclinaison pour les cultures de rente et confinent les secteurs vivriers comme un modèle statique, peu productif et à la source de peu d'innovations. Les petits exploitants gagneraient davantage s'ils adoptaient une logique marchande plus productiviste. Celle-ci ne peut cependant correspondre avec une plus grande autonomie alimentaire.

Si l'autosuffisance alimentaire n'est pas un but en soi, son renforcement devait être inclus dans les politiques de la Banque. Les différentes sociétés n'ont pas la même appréciation du concept de pauvreté. Même si les systèmes paysans

---

<sup>129</sup> Rist, Gilbert. 2001. *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Presses de science po, sous-chapitre 8, Ujamaa ou l'expérience tanzanienne, p. 205-228.

<sup>130</sup> Banque mondiale. 1987. *Rapport sur le développement dans le monde 1986*. Washington D.C. : World Bank Publications, Conclusions.

ne participent pas de manière significative à l'économie et qu'ils dégagent peu de surplus monétaires, la fonction de subsistance qu'ils assurent est vitale. « The income of such people does not necessarily mean that they are deprived of basic necessities, or consider themselves poor and in need of 'development'<sup>131</sup>. » Les petits exploitants perpétuent la culture de plusieurs variétés et assurent le fonctionnement d'un ordre social responsable de la survie des systèmes paysans africains et de leur indépendance. Leur passage à un capitalisme d'accumulation n'a été encouragé par les puissances coloniales qu'à partir de 1950 pour assurer leur approvisionnement face aux indépendances nationales pressenties<sup>132</sup>. Les cultures d'exportation ne peuvent répondre aux besoins des populations pauvres et marginales, dont l'ordre social est basé sur le partage des terres communales et la subsistance. La Banque reconnaît ainsi depuis 1980 que le développement de l'agriculture vivrière améliore la sécurité alimentaire et permet la hausse des surplus et des échanges, sans que cette vision semble avoir intégré sa stratégie. L'autosuffisance alimentaire devrait ainsi être intégrée en vue d'une sécurité alimentaire élargie. La Banque prône cependant de manière paradoxale l'intensification agricole, poussant davantage les systèmes paysans à dépendre du commerce international. Une telle stratégie mine à court terme l'atteinte d'une sécurité alimentaire élargie en Afrique sub-saharienne.

Une hausse de la production est possible dans les zones à fort potentiel agricole. Les paysans les plus pauvres sont pourtant confinés sur les terres les moins productives et arides. Ces zones ne sont pas celles qui bénéficient des supports en capitaux étrangers, car elles ne peuvent accueillir des cultures d'exportation rigoureuses. Elles sont donc les laissées pour compte, car l'intensification agricole les inclut dans son discours mais les en exclut dans sa pratique. Deux sphères de production se créent, celles qui profitent des projets de

---

<sup>131</sup> Payer, Cheryl. 1982. *The World Bank, A Critical analysis*. New-York : Monthly Review Press, p. 218.

<sup>132</sup> CNUCED. 1998. *Trade and Development Report 1998. Financial Instability Growth in Africa*. Genève : Secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, p. 117.

développement, et celles qui restent en marge. Le changement technologique des zones favorisées influence de manière négative par la suite le développement de zones marginales. Nous reviendrons au chapitre IV sur la question de la fin des systèmes paysans et du processus de *depeasantization* déjà amorcé en Afrique sub-saharienne.

### 3.3 Sécurité alimentaire africaine et sécurité des marchés industriels

La logique monétariste actuelle de la Banque révèle pourtant un paradoxe important. Dans un premier temps, la Banque se dit soucieuse de parvenir à améliorer la sécurité alimentaire, en s'en remettant pour cela à la hausse des revenus que génèreraient les exportations. Les revenus des pauvres doivent être accrus, afin qu'ils soient à même d'assurer leurs besoins alimentaires. Ce système de développement agricole, dont le but affiché est de concourir à l'instauration d'une sécurité alimentaire élargie en Afrique sub-saharienne, présuppose une stabilité étonnante de la conjoncture internationale. Il n'est pourtant pas compatible avec l'établissement d'une sécurité alimentaire à long terme, qui aurait à faire face aux différents aléas qui affectent périodiquement le système international et la conjoncture économique internationale. Il est difficile de prévoir le cours des matières premières, le prix du combustible et l'éventuel épuisement des ressources pétrolières, l'instabilité politique des pays industriels, ou même plus vraisemblablement, le renforcement des présentes subsides agricoles de la part des États-Unis ou de l'Union européenne à leurs agriculteurs.

Ces subventions occidentales à l'agriculture permettent un étirement vers le bas des prix des produits.

*La tendance à la baisse des prix réels des produits de base sur les marchés internationaux est certes un facteur favorable à l'augmentation des importations alimentaires, mais elle constitue aussi un handicap au développement des productions*

*nationales qui ont de plus en plus de difficultés à être compétitives sur les marchés domestiques*<sup>133</sup>.

Les cours des commodités agricoles sont, de plus, déterminés quotidiennement à Chicago par le *Chicago Commodity Stock Exchange*, et en aucun cas les petits exploitants ou les communautés rurales n'ont moyen de les influencer. Les cours font en sorte que bien des pays africains, face à un coût de transport élevé à partir des zones rurales et d'une faible productivité agricole, adoptent une politique alimentaire dépendante des importations de céréales, et ce malgré les années de bonnes récoltes<sup>134</sup>.

Les institutions de développement, telle la Banque mondiale, peuvent influencer sur la vitesse du progrès technique à soutenir dans les PVD. Ce progrès est nécessaire, afin que la croissance de la production mondiale favorise des prix les plus bas possible. Son rythme d'adoption par les PVD assure le progrès technologique et économique des sociétés industrielles, qui conservent leur avance par un cycle d'innovations. Cette avance est assurée par une stratégie alimentaire basée sur l'échange inégal. Ce concept décrit un système marchand profitant aux sociétés industrielles qui importent des matières premières et exportent les produits finis. Le modèle de la division internationale du travail classique semble s'appliquer encore aujourd'hui aux PVD sub-sahariens. Ce modèle pousse les nations 'développées' à soutenir les besoins d'une modernisation agricole et des nécessités du changement technologique des PVD. Il oriente leur développement agricole pour qu'il corresponde à leurs besoins d'importations bon marché. Il fonctionne également sur l'exportation dans les PVD des gigantesques surplus céréaliers qui menacent les marchés occidentaux et ultimement remettent en cause le système agricole à haut rendement en entier.

---

<sup>133</sup> Azoulay, Gérard et Jean-Claude Dillon. *Op.cit.*, p. 143.

<sup>134</sup> Fahy Bryceson, Deborah 1996. Deagrarianization and Rural Employment in sub-Saharan Africa : A Sectoral Perspective. *World Development* (Amsterdam : Elsevier Science), vol.24, n. 1, p. 103.

Les agriculteurs des pays occidentaux sont en effet menacés par la chute de leurs profits en raison de deux scénarios particuliers. Ils sont d'abord prisonniers d'un système agricole basé sur l'exportation de leurs surplus, dont la plupart sont dirigés vers des PVD déficitaires au point de vue alimentaire. Il leur est donc nécessaire d'être appuyés par leurs gouvernements et les institutions internationales qu'ils chapeautent, afin de protéger les subsides aux agriculteurs, mais également de faire en sorte que les PVD abolissent les leurs. Ils sont également à la merci des systèmes d'importations et d'aide alimentaire des PVD qui leur profitent. Dans un second temps, ce système doit être lubrifié par le développement des capacités productives d'exportations des PVD selon une modernisation des cultures de rente qui entretient leur dépendance aux systèmes d'importation alimentaire. Les cultures vivrières font ainsi l'objet de déplacements constants et sont écartées des recherches technologiques innovatrices dans le domaine des biotechnologies. Le développement agricole est stimulé par l'illusion de pouvoir atteindre le club des nations les plus développées. Puisqu'il s'agit d'un concept qui présuppose déjà l'écart entre nations développées et sous développées, et en dépit de l'illusion d'un rattrapage technologique, il entretient selon nous un mythe puissant : l'universalité d'un développement égalitaire entre nations.

Le développement agricole promu par la Banque contribue davantage au succès des stratégies occidentales de sécurité alimentaire (approvisionnement des marchés et écoulement des surplus agricoles), qu'à l'établissement de stratégies alimentaires adaptées en Afrique sub-saharienne et menant les États à garantir effectivement le droit à l'alimentation pour tous. La stratégie alimentaire occidentale contraint les États africains à abolir leurs subsides et leurs mécanismes de soutien à l'agriculture. Les produits céréaliers des zones tempérées excédentaires d'Afrique sub-saharienne sont dans une quête agressive de

marchés<sup>135</sup>. Ils ne sont pas assez compétitifs face à ceux des producteurs occidentaux qui bénéficient d'énormes subventions.

La recherche d'une plus grande autosuffisance alimentaire, solution véritable pour les PVD sub-sahariens, se heurte aux pressions internationales qui revendiquent la fin des différentes formes de protectionnisme agricole. Pourtant, ces mêmes systèmes de protection sont aujourd'hui à l'œuvre dans plusieurs pays industriels. La conjoncture internationale des années 1980 a favorisé l'alignement des PVD africains sur le marché mondial et sur la spécialisation. Aujourd'hui une telle spécialisation de la production agricole affaiblit la sécurité alimentaire. Toutefois, nous croyons qu'aucun pays ne doit renoncer à atteindre un objectif d'autosuffisance alimentaire, tout en agissant dans le contexte international présent, soit celui des ajustements structurels et des contraintes économiques qui y sont associées. Il doit, pour ce faire, privilégier la constitution d'un système paysan axé essentiellement sur les besoins vivriers, dans le but d'assurer une meilleure sécurité alimentaire. Ce n'est que dans une phase ultérieure que des efforts devraient porter sur le développement des *cash crops*, et non l'inverse.

Pour la Banque mondiale, une augmentation globale de la production de denrées alimentaires entraîne une diminution de la sous-alimentation. Toutefois une question se pose : vers quels marchés sont destinés les produits agricoles ? Au cours du processus de colonisation en Afrique, l'environnement agricole a été transformé par les nouveaux occupants, qui ont imposé au système agraire de se conformer sur l'agriculture à des fins d'exportation. C'est ainsi que le colonialisme introduisit en Afrique de profonds changements dans les systèmes alimentaires : d'une autosuffisance en produits alimentaires, l'augmentation des cultures d'exportation, afin de soutenir les intérêts commerciaux des métropoles, allait ralentir le rythme de croissance de l'agriculture vivrière. Une importante force de travail des formations sociales africaines traditionnelles allait être captée

---

<sup>135</sup> Guyer, Jane I. 1987. *Feeding African Cities*. London : Manchester University Press for the International Africa Institute, p. 45.



par les cultures d'exportation. Les systèmes alimentaires d'Afrique subsaharienne sont encore aujourd'hui marqués par cette spécialisation agricole abusive.

Déjà en 1982, Volker Bornshier écrivait que le capitalisme était caractérisé par une différenciation des institutions politiques et économiques, qui affichent pourtant différents degrés de convergence. Il écrivait aussi que le pouvoir des pays du 'centre' était maintenu grâce à une influence militaire et économique sur les pays de la périphérie. Si nous préférons aujourd'hui les termes de pays industriels, du nord ou encore occidentaux, ainsi que ceux de PVD ou de pays du sud, il nous semble que la relation entretenue entre ces deux ensembles soit demeurée la même, et que le terme de dépendance reflète encore le lien qui les unit. Les pays occidentaux détiennent ainsi un grand pouvoir sur les PVD, non seulement par la situation d'endettement de ces pays, ou encore par l'innovation dans le domaine de l'armement, mais également parce qu'ils produisent la plus grande part des excédents alimentaires<sup>136</sup>. Cette situation est entretenue par la Banque mondiale, chapeauté par les pays occidentaux. Elle entretient le développement d'une stratégie alimentaire induisant une dépendance alimentaire des pays du sud envers ceux du nord. Une sécurité alimentaire adaptée en Afrique, dont les buts seraient de la soustraire à sa dépendance, ne recevrait pas les fonds nécessaires de la part des bailleurs de fonds multilatéraux au travers de la Banque qui guide leurs pratiques. Les intérêts réels de la Banque sont camouflés par des politiques économiques rigoureuses.

### 3.4 Une sécurité alimentaire destructrice du tissu social

Les systèmes de production agricole qui prédominent en Afrique subsaharienne sont caractérisés par la vivacité des communautés villageoises de base

---

<sup>136</sup> Bornshier, Volker. 1982. L'économie mondiale dans le système mondial : structure, dépendance et évolution. *Revue Internationale des Sciences Sociales*, vol. 34, no 1.

qui représentent une majorité d'individus. Dans ces systèmes paysans, axés sur la subsistance et garants d'un ordre social fondamental, la division des tâches s'établit en grande partie par rapport au calendrier qui régule les principaux travaux agricoles : les semis, le sarclage et le temps des récoltes. Une division sexuelle du travail est aussi présente. Les systèmes paysans ont été intégrés au système mondial marchand et à la division internationale inégale du travail, par de fortes pressions qui les cantonnent au rôle de relais locaux<sup>137</sup>. Le système colonial a permis une première introduction du droit privé du sol. Ce changement a provoqué l'uniformisation des systèmes paysans d'Afrique sub-saharienne autour de différents ensembles régionaux industriels et riches. Il a également renforcé les disparités entre les individus en favorisant les différenciations au sein de la paysannerie et en permettant l'appropriation du sol par une minorité. Les politiques agricoles de la Banque renforceront ce processus.

L'intensification agricole ne peut, à elle seule, résoudre les problèmes qui sont liés aux déséquilibres sociaux associés à la friction entre systèmes paysans vivriers et systèmes agricoles d'exportation. Si la Banque mondiale privilégie à cette heure une approche intensive au développement de l'agriculture, c'est parce qu'elle encourage les systèmes agricoles paysans à se moderniser et à développer leurs avantages comparatifs. Le cas de la culture du pavot en Afghanistan représente dans un certain sens l'exagération d'un modèle de développement basé sur les avantages comparatifs. La culture du pavot est associée à une rentabilité économique énorme, mais qui mine la sécurité alimentaire de tout le pays. Il en est de même au Yémen avec la culture du *qat*, une drogue qui contribue à maintenir les importations alimentaires. S'il semble à plusieurs que les cultures d'exportation sont les plus aptes à garantir une sécurité alimentaire, il nous apparaît plutôt le contraire, puisqu'elles entretiennent une situation de survie instable, liée aux risques des monoculture et à leurs aléas. La situation de

---

<sup>137</sup> Amin, Samir. 1988. « Pour une stratégie alternative de développement : l'industrialisation au service de l'agriculture », in *Impérialisme et sous-développement en Afrique*. Paris : Éditions Anthropos, p. 219-232.

l'Afrique n'est certes pas comparable à celle de l'Afghanistan ou du Yémen. Toutefois, l'analyse proposée par Sylvie Montembault<sup>138</sup>, faisant valoir que les monocultures d'exportation entretiennent la majorité dans une situation de survie, peut refléter plusieurs réalités africaines de communautés entières dépendantes d'une seule filière, qu'elle soit associée au coton, au cacao ou au café.

La production agricole des systèmes paysans, à la base du tissu social, est dès lors détournée de sa fonction première de subsistance, afin de répondre à la demande croissante des pays industriels pour certains produits agricoles. Par le soutien qu'elle accorde à l'intensification agricole dans les PVD d'Afrique subsaharienne, la Banque mondiale participe activement à l'accélération de ce processus, accentuant la dépendance alimentaire de communautés entières. L'établissement d'un réel droit à l'alimentation, de surcroît, semble un objectif irréalisable. Les politiques agricoles modernes menacent donc les systèmes sociaux ancestraux africains par l'instauration d'impératifs économiques de rentabilité.

L'ordre social des différentes communautés axées sur la subsistance est ainsi bouleversé de plusieurs manières. Le principal changement repose sur l'introduction de la logique commerciale capitaliste au sein des systèmes paysans. Celle-ci privilégie le gain individuel plutôt que le gain collectif et vient transformer radicalement l'idée d'un monde rural africain basé sur le droit communal. Cette perspective nous apparaît des plus dangereuses. Cet alignement des systèmes de production paysans autour de l'agro-export enclenche un phénomène de spéculation foncière et favorise la hausse du prix des terres. Les meilleures terres sont alors destinées à des cultures intensives pour l'étranger, tandis que les communautés paysannes doivent étendre les cultures vivrières sur des terres plus marginales, pauvres et moins productives. Le développement des

---

<sup>138</sup> Montembault, Sylvie, « Expansion de la culture du pavot à l'opium dans les régions montagneuses du centre de l'Afghanistan et ses conséquences sur la sécurité alimentaire », in *Géopolitique de la faim. Op.cit.*, p. 139-148.

filières cotonnières en Afrique de l'ouest a été rendu possible grâce aux projets de la Compagnie Malienne de Développement du Textile (CMDT). Aujourd'hui ces filières sont présentées comme une *success story* à l'africaine et la Banque mondiale les décrit comme un modèle du développement agricole par les monocultures. Ce modèle éloigne cependant les systèmes paysans des priorités collectives, associées à un réel développement agricole vivrier et à la poursuite d'une stratégie alimentaire axée sur l'instauration d'une sécurité alimentaire élargie.

*Les populations des zones sahélienne et sud sahélienne, régulièrement soumises à des périodes de sécheresse, ont mis en place et tentent de préserver de véritables stratégies alimentaires. Elle ont donné la priorité à la subsistance et cultivé les céréales sur les meilleures terres, tandis que le coton était produit sur les terres sablonneuses. Mais la commercialisation des céréales et l'intensification de la culture cotonnière ont entraîné une diminution des réserves vivrières et, pour certaines familles, la pénurie. La division des communautés familiales accentue les difficultés, car la moindre défaillance est fatale aux petites exploitations. Malgré l'assolement et les engrais les exigences actuelles de la production nuisent non seulement à l'environnement, mais aussi à l'alimentation des populations<sup>139</sup>.*

L'alignement des systèmes de production transforme un main d'œuvre autonome de petits exploitants en travailleurs agricoles. Ils deviennent donc des salariés rémunérés sans toutefois posséder la terre. Il est important de reconnaître l'importance du développement des systèmes paysans ancestraux axés sur la subsistance. Ces systèmes ont su assurer, à travers le temps, des choix alimentaires régionaux façonnés par les capacités de production locales et ont façonné les différents régimes alimentaires. Ces différents modèles de nutrition ont formé les usages et les pratiques de commensalité. L'organisation sociale est réellement axée sur les droits communaux, dont le droit de cultiver la terre. Les

---

<sup>139</sup> Jonckers, Danielle. 1995. « Stratégies alimentaires au Mali-Sud », in *Alimentations, traditions et développements en Afrique intertropicale*, sous la dir. de R. Devish, F. De Boeck et D. Jonckers. Paris : Éditions L'Harmattan, p. 241.

diètes sont ainsi déterminées par les productions alimentaires. Les méthodes de culture ancestrales sont les plus aptes à assurer les besoins alimentaires des communautés. Le mode de production des aliments, la division sexuelle du travail ou encore le calendrier du travail saisonnier, forment et donnent cohésion à tout le corps du système social sub-saharien<sup>140</sup>. L'intensification agricole menace cette cohésion, pourtant garante d'une stabilité alimentaire assurée par les régimes alimentaires. Les producteurs locaux, positionnés dans une agriculture de subsistance, font face à des récoltes irrégulières, mais procurent à leurs familles les denrées alimentaires nécessaires.

L'assujettissement d'un tel système agricole communautaire à un système capitaliste marchand ne peut permettre la sécurité alimentaire des ménages et encore moins celle des petits exploitants ruraux. Les ménages sont plutôt sujets à de fortes pressions pour axer leur production sur les exportations, et ce au détriment de leur sécurité alimentaire locale, ou plus largement régionale. L'exode des travailleurs agricoles est également un phénomène associé à la multiplication des cultures d'exportation. Il contribue à la désintégration du corps social, par l'accroissement de l'exode des hommes, et du même fait des familles. La concentration des terres entre les mains de grands exploitants accentue la paupérisation des paysans et les pousse à devenir travailleurs agricoles. Ce phénomène croissant pousse les femmes à s'occuper seules de la production vivrière et de la survie du ménage. Il contribue également à l'augmentation du labeur des femmes en Afrique, déjà sous-comptabilisé dans les études économiques. De plus, les femmes doivent effectuer des tâches difficiles, jusqu'alors réservées aux hommes, comme la récolte ou le sarclage. Le calendrier culturel des cultures en coulisse peut également se superposer à celui des cultures vivrières et ainsi leur nuire. Les choix alimentaires sont modifiés par

---

<sup>140</sup> Filip De Boeck et René Devisch, « Introduction : Alimentations 'bonnes à penser' et bonnes à développer », in *Alimentations, traditions et développements en Afrique intertropicale. Op.cit.*, p. 25.

l'introduction des travaux rémunérés, et l'introduction de nouvelles contraintes économiques qui menacent la sécurité alimentaire au niveau des ménages.

Une stratégie alimentaire axée sur les nouvelles technologies menace donc de détruire le savoir faire traditionnel des sociétés rurales. Nous référons aux pratiques agricoles ancestrales, qui ont préservé la mixité des cultures et la diversité des espèces afin de répondre aux risques de l'environnement local. La mise en valeur du système à haut rendement disqualifie la valeur ancestrale de ces techniques en niant qu'elles puissent être une voie possible d'amélioration agricole et d'appui à une stratégie alimentaire basée sur une sécurité alimentaire à long terme. Les initiatives et les capacités d'innovation qui existent à l'intérieur des sociétés en développement sont alors mis dans l'ombre par les progrès des biotechnologies et ne trouvent pas d'appui à leur développement. Puisque le développement en Afrique sub-saharienne est un phénomène qui apparaît de plus en plus comme une période d'ajustement structurel, devenue permanente, ses coûts économiques, sociaux et politiques ne peuvent être soutenus durablement<sup>141</sup>. Les interventions extérieures et le transfert de technologie reproduisent les caractéristiques qui leur sont associées, soit le rôle croissant du capital et de la réduction du personnel<sup>142</sup>. La stratégie alimentaire en Afrique sub-saharienne doit arriver à comprendre que l'abondance de la main d'œuvre est en contradiction directe avec la modernisation agricole.

L'introduction de nouvelles techniques agricoles soutenues par la Banque mondiale répond à l'objectif avoué de concourir à l'amélioration de la sécurité alimentaire des pays d'Afrique sub-saharienne. Elle est cependant guidée par un raisonnement économique supposant un marché international en concurrence parfaite. Elle suggère une généralisation et une réduction du comportement humain à celui de l'homo economicus. « La complexité de la culture et son caractère évolutif et adaptatif compliquent les études par leur dimension

---

<sup>141</sup> Azoulay, Gérard et Jean-Claude Dillon. *Op.cit.*, p. 182.

<sup>142</sup> George, Susan. *Op.cit.*, p. 80.

temporelle ou spatiale et sont autant d'obstacles à une analyse définitive<sup>143</sup>. » La recherche d'une telle stratégie alimentaire contribue au phénomène de "deagrarianization" de l'Afrique rurale qui est passé de 85% en 1960 à 69% en 1990<sup>144</sup>, et qui s'accélère aujourd'hui. L'urbanisation y contribue par la hausse du standard de vie, associée aux importations céréalières, dans une plus grande mesure que les besoins alimentaires des pauvres qui sont en marge du système économique. Si, depuis le début de la période coloniale, l'Afrique avait le choix de se pencher vers un systèmes d'importations alimentaires, il n'était privilégié qu'en périodes de famines et de mauvaises récoltes, et ce n'est qu'en 1970 que l'Afrique, dans son ensemble, allait devenir importatrice nette de produits céréaliers<sup>145</sup>. De plus, l'urbanisation, qui est accélérée par les projets de déplacement et de relocalisation des paysans au gré des projets de modernisation, est associé au phénomène de *housing hunger* provoqué par la pauvre qualité ou le manque de logements disponible en milieux urbains pour accueillir les migrants. Selon Farshad Araghi, ce problème est aussi, voire plus sévère que le phénomène de la faim associé à l'agriculture de subsistance<sup>146</sup>.

C'est l'approfondissement de l'insécurité alimentaire qui guette les petits exploitants et les communautés villageoises. L'intensification agricole promue par la Banque instaurera une sécurité alimentaire qui rejette la recherche prioritaire de l'autosuffisance et la constitution de stocks nationaux de sécurité, considérés comme des stratégies trop coûteuses. Elle promeut davantage une sécurité alimentaire axée sur les importations et l'aide alimentaire. « La recherche d'une plus grande autosuffisance doit être intégrée dans une stratégie agricole, elle

---

<sup>143</sup> Tollens, Éric, « Réflexions d'un agro-économiste », in *Alimentations, traditions et développements en Afrique intertropical. Op.cit.*, p. 81.

<sup>144</sup> Fahy Bryceson, Deborah. Deagrarianization and Rural Employment in Sub-Saharan Africa : A Sectoral Perspective. *Loc.cit.*, p.102.

<sup>145</sup> Guyer, Jane I. *Op.cit.*, p. 34.

<sup>146</sup> Araghi, Farshad. 2000. « The Great Global Enclosure of Our Times : Peasants and the Agrarian Question at the End of the Twentieth Century », in Fred Maydoff, John Bellamy Foster et Frederick H. Buttel, New-York : Monthly Review Press, p 145-159.

même partie d'une stratégie globale de développement<sup>147</sup>. » Les différentes conditions agro-climatiques doivent être considérées, tout comme les structures sociales et les filières de production. Les objectifs fixés par la FAO et les différents États présents au Sommet mondial de l'alimentation de Rome en 1996, qui proposent de diviser par deux le nombre de malnutris d'ici 2015, ne sont qu'à moitié atteints, et le cas de l'Afrique sub-saharienne est encore pire que la moyenne des pays en développement. Malgré les perspectives techniques intéressantes offertes par l'intensification, l'Afrique ne pourra pas dans les conditions actuelles réussir à soutenir un développement agricole durable. L'introduction de la modernité et du système à fort rendement menacent au contraire de transformer l'agriculture traditionnelle de manière permanente.

Pour Susan George, les PVD sont dépendants d'un modèle qui façonne une dépendance à trois volets. Les pays instaurent, au nom du développement, un système alimentaire basé sur l'importation de techniques et de fournitures agricoles coûteuses. Toutefois, comme le modèle de l'intensification se révèle souvent inadapté et inefficace, il ne résout pas les problèmes de la production nationale et contribue même à l'augmentation des importations de denrées alimentaires. Les populations urbaines sujettes à leur manque contribuent au renforcement de ces importations, renforçant une division sociale du travail fortement improductive. Pour combler le manque de devises nécessaires aux nouvelles importations, il est nécessaire d'augmenter les cultures d'exportation et, ainsi continuer dans la voie de l'importation coûteuse de nouvelles techniques agricoles<sup>148</sup>.

### 3.5 Modernisation agricole et aggravation de la situation alimentaire : le cas de la Zambie et du Kenya

---

<sup>147</sup> Azoulay, Gérard et Dillon, Jean-Claude. *Op.cit.*, p. 143.

<sup>148</sup> George, Susan. *Op.cit.*, p. 43.



Les PVD africains sont aujourd'hui dépendants de secteurs agricoles tournés vers l'exportation et sont caractérisés par une faible diversification de leurs produits, dont le cacao, le café et le coton représentent la plus grande partie. Ils sont, de ce fait, sensibles aux fluctuations des prix mondiaux. Il s'ensuit des distorsions qui font que, par exemple, l'Afrique accroît en même temps son déficit alimentaire, comme en témoignent les importations de céréales qui ont augmenté à un rythme de 15% entre 1985 et 1995. La CNUCED<sup>149</sup>, dans son rapport de 1998, relevait que la balance commerciale totale des produits agricoles en Afrique avait chuté de 50% pour la période 1966-68, à seulement 10% pour celle couvrant 1993-995. L'étude concluait que cette chute était le résultat d'un accroissement rapide des importations alimentaires qui excédait la croissance des revenus des exportations agricoles<sup>150</sup>. La FAO révèle que les importations céréalières ont également connu une hausse marquée (calculée en kilogramme, par personne et par an). Le Kenya a ainsi vu ses importations de riz par individu passer de 0 kg à 4kg, entre 67-71 et 2000-02, alors que ses importations de blé sont également passées de 1 kg à 20 kg. La Côte d'Ivoire a également connu une augmentation des importations de riz, de 16 kg entre 67-71 à 41 kg, et de son blé, passant de 11 kg à 19 kg pour la même période<sup>151</sup>.

Pour Sylvie Brunel, la malnutrition est avant tout une conséquence directe du sous développement<sup>152</sup>. Elle reprend les idées de Susan George et soutient à son tour que le problème de malnutrition chronique est avant tout un problème de répartition des denrées alimentaires, et non pas un de disponibilités alimentaires. En Afrique sub-saharienne, la proportion de personnes souffrant de malnutrition a augmenté, depuis les années 1970, de un tiers à 40% de nos jours. Sur une

---

<sup>149</sup> CNUCED, connue sous le nom anglais de United Nations Conference on Trade and Development, UNCTAD.

<sup>150</sup> CNUCED. 1998. *Trade and Development Report 1998. Financial Instability Growth in Africa*, Genève : Secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, p. 147.

<sup>151</sup> Voir à ce sujet les statistiques de la FAO disponibles en ligne, <http://faostat.fao.org/>

<sup>152</sup> Brunel, Sylvie. *Famines et politique. Op.cit.*, p. 21.

population totale de 620 millions pour la période 2000-2002, 203.5 millions de personnes sont sous-alimentées, ce qui représente 33% de la population<sup>153</sup>. Malgré le recul pour plusieurs pays en développement du nombre de malnutris et de sous alimentés, l'Afrique sub-saharienne voit son nombre augmenté.

Nous désirons soutenir à notre tour que les nouvelles technologies et l'intensification de l'agriculture ne régleront pas le problème de la sécurité alimentaire en Afrique sub-saharienne, en raison de l'ignorance des principales cause des crises alimentaires. Celles-ci concernent principalement les causes d'origine humaine et les causes naturelles, particulièrement la sécheresse. Le Sahel, décrit comme la zone agro climatique la moins propice à l'agriculture, a pourtant connu des crises alimentaires, en moyenne un an, moins longues qu'en Afrique de l'est, en moyenne 11 ans, pourtant présentée comme une zone à plus fort potentiel agricole. Les projets de la Banque mondiale concernent davantage les zones agricoles bien dotées en facteurs de production et d'irrigation. Dans le cas des zones moins bien dotées, ils menacent la stabilité alimentaire assurée par la subsistance et un régime alimentaire conditionné par les ressources disponibles.

Les études de la Banque sur la productivité agricole dans certains pays encouragent les gouvernements à adopter des politiques incitatives envers les paysans pour remplacer la diversité agricole par l'adoption de monocultures. Dans le cas de la Zambie, la Banque soutient la transformation complète du secteur agricole. Dans une étude sur la productivité des fermes, elle conclut que la part des terres consacrée à la culture du maïs est trop grande: les revenus de la culture du coton seraient plus importants. L'accroissement du nombre d'hectares de coton permettrait d'accroître la productivité agricole des terres, et ainsi de faire profiter les paysans des gains monétaires associés à sa vente. « The theoretical problem is straightforward : endowed with fixed amount of land, the farmer must choose the fraction of ressources to be allocated to food crops (mainly maize) and cash crops

---

<sup>153</sup> FAO. 2004. *L'état de l'insécurité alimentaire dans les monde 2004*. *Op.cit.*, p. 35.

(mainly cotton)<sup>154</sup>. » L'étude reconnaît toutefois que les revenus associés à la culture du coton sont dépendants des cours mondiaux et que les cultures des *cash crops* sont plus à risque que les cultures vivrières. Pourquoi donc la Banque mondiale souhaite-t-elle un développement de systèmes paysans axés sur une prédominance des *cash crops* et l'accroissement des risques ?

Le but de la Banque en Zambie est donc de pousser le fermier, par l'adoption de nouvelles technologies, à entrer dans une logique marchande, et ainsi de favoriser l'adoption de nouveaux comportements au sein des communautés. Bien qu'il soit reconnu que le maïs ne soit pas la culture la plus adaptée aux différentes zones rurales de la Zambie, les cultures du mil, du sorgho, du manioc, des haricots et de l'arachide se présentent comme une alternative en support aux domaines vivriers. Le développement des capacités d'exportation de coton de la Zambie profite de manière implicite à l'implantation d'une filière cotonnière, favorisant à son tour des intérêts privés en amont et en aval de l'agriculture. La Banque mondiale ne poursuit pas l'établissement d'une meilleure sécurité alimentaire par la spécialisation et l'intensification de l'agriculture. Le projet en Zambie confirme une fois de plus sa proximité intellectuelle avec les bienfaits d'une production répondant aux avantages comparatifs. Ses principales initiatives agricoles concernent des produits agricoles qui ne font pas partie de l'agriculture vivrière. En Zambie, c'est le coton qui vient remplacer le maïs, principale denrée alimentaire pour les hommes et le bétail.

Dans le cas du Kenya, c'est l'agriculture horticole et le marché des fleurs coupées qui se sont développés au détriment des cultures vivrières. Comme nous l'avons mentionné au Chapitre II, ce passage n'a pas eu un réel effet d'entraînement sur la croissance économique, bien qu'il semble bien avoir eu un effet sur la hausse des importations céréalières. Cette initiative est également

---

<sup>154</sup> Brambilla, Irene et Guido G. Porto. 2006. *Farm Productivity and Market Structure: Evidence from Cotton Reforms in Zambia*. Washington D.C. : World Bank Publications, Policy Research Working Paper n. 3904, p. 25.

contestable sur le plan de la sécurité alimentaire des pays africains. Elle encourage un rétrécissement des activités agricoles vivrières, par un détournement de la main d'œuvre. La diversification de la production nationale des produits agricoles équivaut plutôt pour nous à une diminution de la diversité vivrière. Si le système agricole est progressivement transformé, et une logique de rentabilité économique incorporée, un changement irréversible s'effectuera, au profit de l'agriculture d'exportation. Comme nous l'avons vu, dans un tel cas, la sécurité alimentaire n'est plus aussi bien assurée. Une période de crises climatiques, combinée à une dépréciation des cours, pourrait dès lors plonger un pays, ou une région, dans une grave crise économique et du même coup, une crise alimentaire.

Les paysans producteurs de coton pourraient alors être replongés dans un cycle de pauvreté économique. Ils seraient ceux dont l'accès à une nourriture suffisante serait le plus gravement compromis, en raison du déplacement de leur production vivrière vers une production d'exportation. La sécurité alimentaire se trouve donc compromise par l'intensification agricole et la spécialisation qui incitent les petits paysans à adopter un comportement individuel différent de ceux partagés au sein de communautés qui vivent de la subsistance. Ce type de transformation rend les pays producteurs de plus en plus dépendants des aléas de la demande mondiale sur laquelle ils n'ont aucun contrôle. Le développement promu par la Banque contribue davantage à un approvisionnement constant et bon marché des pays industriels où sont écoulés les produits agricoles désirés. Il permet également aux firmes, oeuvrant sur le marché des intrants agricoles, de profiter du changement au sein de la structure productive des communautés d'Afrique sub-saharienne, pour élargir leurs clients et leurs marchés. Dans le cas de la Zambie, l'étude soutient que la profitabilité du coton est particulièrement améliorée par l'usage d'intrants et que les semences améliorées peuvent amener les producteurs à adopter de meilleures méthodes de production, et du même coup une plus grande productivité et profitabilité<sup>155</sup>. Cette vision d'une agriculture moderne répond à l'objectif de hausser les rendements des *cash crops*, et de

---

<sup>155</sup> *Ibid.*, p. 2.

favoriser l'introduction de nouvelles cultures d'exportation dans ces pays. Elle ne permet pas d'envisager des stratégies possibles qui comprendraient une transformation des espaces politiques de décision, espaces qui déterminent ou conditionnent les choix des politiques.

\*\*\*

Bien que les politiques de la Banque se soient penchées, ces dernières années, sur les manières de faire passer l'agriculture de subsistance à une agriculture modernisée, elles ne prennent pas en compte le fait qu'elles approfondissent ainsi la dépendance alimentaire des pays d'Afrique subsaharienne en supprimant les incitations au développement de l'agriculture vivrière au profit des cultures de *cash crops*. La Banque lance donc des politiques qui sont responsables de la perpétuation de la division internationale du travail injuste, qui confinent les PVD dans le rôle de producteurs de matières agricoles premières, au détriment de la sécurité alimentaire de tous, sécurité qui ne peut être atteinte que s'il existe un équilibre entre les cultures vivrières et les cultures d'exportation. Les politiques de la Banque nous permettent d'affirmer en conclusion de ce chapitre que les pays africains approfondiront encore leur dépendance alimentaire envers les importations de céréales, en provenance des Etats-Unis et de l'Europe. Ces politiques permettent également, au nom de la rentabilité économique, de pousser l'utilisation des intrants agricoles et de concourir à la mécanisation de l'agriculture.

Le problème de la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne est plus complexe qu'un simple rapport de production agricole et de démographie. En effet, au sein des différentes régions, il existe un grand écart entre les zones excédentaires et celles déficitaires, même au sein d'un même espace national, en raison des infrastructures, mais aussi faute d'un pouvoir d'achat. Il est donc futile de penser travailler à rétablir la sécurité alimentaire par la seule croissance de la

production et d'une stratégie alimentaire basée sur la disponibilité plutôt que l'accessibilité. La transformation de ces systèmes a été envisagée pour répondre à des projections sur le long terme. Tout le discours de la Banque sur la disponibilité menace de manière directe l'accessibilité des pauvres aux denrées alimentaires. Il justifie une hausse de la production au nom de la disponibilité sur nos marchés de produits agricoles bon marché

La Banque entretient une vision du développement basée sur la croissance économique, dont les bénéfices seraient dispersés également au sein des sociétés. L'intensification agricole est à ses yeux une mesure miracle, car elle permettrait un développement agricole, mais surtout un enrichissement des pauvres ruraux. Elle travaillerait à régler certains défis sociaux qui pèsent sur les PVD et qui sont manifestes par de grands écarts de richesse. Le changement de mentalité des petits exploitants, selon elle, pourrait mieux assurer leur alimentation et leurs besoins. Plusieurs économistes du développement soutiennent cette stratégie de la Banque, et justifient sa vision de l'importance du développement agricole pour le développement général des sociétés d'Afrique sub-saharienne, mais nous avons pu constater que d'importantes études critiques permettent de mettre en doute ces appuis. Nous étudierons dans le chapitre suivant, les questions relatives aux répartitions des bénéfices de la croissance agricole en Afrique sub-saharienne, ainsi que la question de l'extension du capitalisme marchand par l'intermédiaire du développement agricole.

## CHAPITRE IV

### CROISSANCE & ÉQUITÉ

S'il est difficile de douter de l'importance du développement agricole dans les PVD, nous devons toutefois reconnaître que la question de la distribution des revenus qu'on lui associe porte à controverse. Une étude récente de la Banque reconnaissait ainsi qu'une hausse de la demande envers des produits agricoles éthiopiens n'aurait qu'un impact limité sur la pauvreté dans ce pays. Des pays qui, comme le Lesotho ou le Kenya, ont développé des secteurs d'exportation très dynamiques, n'ont pas connu les effets d'entraînement qui devaient lancer le développement d'industries et soutenir une croissance des emplois. De plus, on peut se demander comment certifier que la croissance agricole promue est pro pauvre, si dans un même temps la Banque reconnaît elle-même que la modernisation des systèmes paysans les plus pauvres, axés sur la subsistance, ne profitera pas vraiment des opportunités offertes par le commerce national ou international. Les variations des prix et des quantités, bien souvent, ne les affectent pas et ne modifient pas leurs revenus. Les ménages africains sont souvent isolés et tirent néanmoins plus que le double de leurs recettes des activités reliées à l'agriculture vivrière<sup>156</sup>.

Face à plusieurs échecs de ses projets, la Banque continue de promouvoir une intensification agricole et une réduction du nombre de personnes qui dépendent de cette activité<sup>157</sup>. Après tout, l'agriculture de subsistance n'est-elle pas, dans son optique, responsable de la pauvreté ? L'application de modèles scientifiques et la fin des subventions agricoles devraient, selon elle, concourir à un développement socialement acceptable, réduisant l'écart entre les sphères

---

<sup>156</sup> World Bank. 2005. *Global Monitoring Report 2005; Millenium Development Goals : From Consensus to Momentum*. Washington D.C. : World Bank Publications, p. 138.

<sup>157</sup> *Ibid.*, p. 140.

rurales, où sont situés la majorité des pauvres, et les zones urbaines. Ses prêts destinés au développement des secteurs ruraux et aux activités agricoles ont pourtant diminué significativement, passant de 40 %, il y a 25 ans, à seulement 7% en 2001<sup>158</sup>. La croissance agricole intensive est-t-elle réellement pro-pauvre ? En ce sens, induit-elle vraiment, par l'accroissement des rendements agricoles, une distribution plus égalitaire des gains économiques qui lui sont attribués ? Selon nous, la lutte contre la pauvreté doit amener une distribution plus équitable des bénéfices de la croissance économique, afin de maximiser les profits et les avantages des pauvres, et rétablir l'équilibre entre les zones urbaines et les zones rurales. Qu'en est-il vraiment ?

Le principe d'équité ne réfère pas seulement à l'augmentation des revenus paysans, mais également au développement social et économique des groupes les plus pauvres. Ce développement social peut comprendre plusieurs variables, dont le taux de mortalité infantile, l'accès à l'eau potable et à des services de santé, le taux d'alphabétisation, ou encore simplement l'indice de développement humain. Le concept d'équité nous guide afin de mieux comprendre le développement agricole, puisque le concept des revenus agricoles peut s'avérer trompeur. L'augmentation des revenus paysans, enclenchée par la hausse de la productivité agricole, n'est pas selon nous garante automatiquement d'une meilleure équité entre fermiers riches et fermiers pauvres, au sein des communautés rurales. Leurs revenus ne progressent pas au même rythme. Le processus de modernisation agricole, comme nous l'avons souligné, ne leur assure pas un accès égal à la terre, à l'irrigation, aux services de vente des intrants et aux crédits nécessaires à l'achat de nouvelles biotechnologies.

Dans ce dernier chapitre, nous ferons une analyse du développement agricole, en nous référant au concept d'équité. En effet, la Banque mondiale, dans

---

<sup>158</sup> Allocution de Johnson, Ian (World Bank Vice President, Environmentally and Socially Sustainable Development). Février 2002. *Food Security and Basic Human Needs*. New-Delhi : Sustainable Development Summit, Plenary Session 7.



son Rapport sur le développement dans le monde 2000-01, s'attarde peu à l'analyse des relations sociales et politiques entre les pauvres et le reste de la population et elle néglige les perspectives de distribution équitable. Elle se concentre davantage sur l'étude statistique segmentée des populations que sur l'étude des effets du développement au sein des groupements villageois, des associations de producteurs et des communautés rurales, qui représentent pourtant des groupes tangibles et qui incluent des pauvres, mais également des élites<sup>159</sup>. Ses projets sauront-ils guider une croissance agricole et un développement susceptible, au sens de la théorie de l'équité de John Rawls, de maximiser les profits et les avantages des groupes sociaux les plus à risque, représentés dans notre recherche par les petites exploitations agricoles reposant sur la subsistance<sup>160</sup> ?

Afin d'évaluer l'augmentation éventuelle des revenus, il faut analyser la relation entre la technologie et la part des facteurs dans le revenu paysan. La structure en formation d'un marché mondial des produits agricoles de plus en plus ouvert doit être considérée. Le bien-être économique total d'une société est représenté par les surplus économiques des producteurs et des consommateurs. Les changements introduits dans les systèmes paysans sub-sahariens modifient le lien qui les unit à la structure économique nationale et internationale. Ils modifient ainsi les conditions de production et d'accès aux denrées alimentaires de subsistance, en raison de la croissance inégale des revenus. La monétarisation des sociétés s'accompagne de l'augmentation des revenus par habitant, qui modifie à son tour les comportements ruraux et leurs revenus. Tel est le cadre général d'analyse des perspectives d'équité.

---

<sup>159</sup> Cling, Jean-Pierre. 2004. « Le discours de la Banque mondiale sur la lutte contre la pauvreté », in *Les nouvelles Stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*, sous la dir. de Jean-Pierre Cling, Mireille Razafindrakoto et François Rubaud, Paris : Éds. Institut de la recherche sur le développement/Economica, p. 41.

<sup>160</sup> Voir à ce sujet Rawls, John. 1971. *A Theory of Justice*. Cambridge (Mass.) : Harvard University Press, p. 152.

Toutefois, les gains économiques et leur répartition dépendent des élasticités des prix, selon le croisement des courbes de l'offre et de la demande. D'une manière générale, la demande croissante des produits agricoles a contribué, par l'augmentation des capacités de production, à un abaissement de leur prix. Les consommateurs, situés particulièrement dans les sphères urbaines, connaissent alors une augmentation relative de leur bien-être. Les producteurs, davantage situés en zones rurales, peuvent également en tirer profit, s'ils arrivent à augmenter leur production suffisamment, et/ou à abaisser les coûts qui y sont associés. Ils réussissent ainsi à parer la chute des prix entraînée par l'augmentation de leurs rendements. Ces deux scénarios sont toutefois très théoriques, car les calculs ne prennent pas toujours en considération la disparité des revenus entre petits et grands exploitants. Rappelons que les producteurs pauvres sont soumis à des coûts plus élevés que les grands exploitants, car ils n'ont pas les mêmes capacités à réaliser des économies d'échelle. La hausse de leurs prix est alors la seule mesure qui leur permette de demeurer compétitifs<sup>161</sup>. Ils ne peuvent cependant pas toujours faire face à la concurrence des grandes exploitations sur les marchés agricoles, qui viennent dès lors les menacer.

Ne pourrions-nous pas voir dans les processus de la concentration foncière des exploitations, dans l'augmentation du nombre de travailleurs agricoles et dans la différence de croissance des salaires un glissement subtil vers une dégradation de l'équité de la distribution des bénéfices de la croissance agro-économique captés par un nombre limité d'acteurs ? Afin que nous comprenions mieux par qui sont captés les bénéfices d'un développement agricole intensif et ses effets sur le bien-être économique des populations en Afrique sub-saharienne, nous devons poser un regard économique rigoureux sur la situation. Premièrement, nous incorporerons à notre analyse les premières réflexions pertinentes sur la répartition des bénéfices de la croissance, qui sont encore aujourd'hui des plus actuelles. Dans un second temps, nous présenterons notre analyse économique du

---

<sup>161</sup> Abbot, John. 1992. *A Critique of the FAO of the UN*. New-York : Routledge, p. 126.

développement agricole intensif, à la base de la reproduction de la pauvreté rurale. Pour finir, nous montrerons de quelle manière le développement agricole subsaharien contribue à l'extension du capitalisme à l'échelle planétaire et à l'implantation de son mode de production, transformant les attitudes et les comportements des paysans vers une logique productiviste et marchande qui ne servira pas pour autant leurs intérêts.

#### 4.1 Premières réflexions sur la répartition des bénéfices de la croissance

Aux cours des décennies 1960 et 1970, la question du développement agricole a fait l'objet de vives recherches. Des chercheurs ont travaillé sur les biotechnologies, pendant que d'autres souhaitaient donner une nouvelle orientation économique au développement agricole des PVD. Les économistes ont alors présenté différents modèles de développement agricole adaptés aux PVD. L'économie cherchait alors à mieux comprendre le rôle des sphères agricoles dans le processus d'accumulation. Gunnar Myrdal, par exemple, affirma que c'était dans le secteur agricole que reposaient les capacités nécessaires au développement économique à long terme<sup>162</sup>. Nous présenterons dans cette section une réflexion économique sur le développement agricole, en nous basant sur les conclusions pertinentes de différents penseurs influents. Ces conclusions nous serviront à soutenir notre compréhension de l'équité et de la distribution des revenus dans les systèmes paysans, mais également entre ces derniers et les milieux urbains. La question de la répartition des bénéfices de la croissance agricole au sein des sociétés est essentielle pour comprendre les interactions entre le développement agricole et la croissance économique

---

<sup>162</sup> Gunnar Myrdal reçut le prix Nobel d'économie, conjointement avec Friedrich Hayek, en 1974.

L'analyse de la question agraire est indissociable des études d'économie politique du développement<sup>163</sup>. D. Gale Johnson, lauréat Nobel d'économie, a pu démontrer que le développement agricole avait une incidence sur la prospérité générale et sur la diversification des différents secteurs économiques. La réduction de la pauvreté et le développement des secteurs non agricoles y seraient étroitement liés. Il existe, de manière manifeste, une complémentarité, entre la hausse des gains reliés à la productivité agricole, la réduction de la pauvreté et la croissance des secteurs non agricoles<sup>164</sup>. C'est pourquoi les nouvelles politiques de développement insistent particulièrement sur l'augmentation des revenus paysans, dont nous cherchons à notre tour à mettre en relief la pertinence aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle nous nous attardons aux économistes du développement qui travaillent dans cette direction.

La relation entre la croissance économique et la distribution des revenus dans les pays développés a fait, à cet égard, l'objet d'analyses éclairantes. Simon Kuznets a soutenu que la distribution des revenus, selon le revenu *per capita*, tendait à devenir de plus en plus inégalitaire dans les pays pauvres depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Toutefois, au fur et à mesure que l'industrialisation prenait plus d'importance que les secteurs agricoles, les inégalités étaient réduites. Ces positions sont toutefois remises en question aujourd'hui. Plusieurs études critiques ont pris en considération les changements et évolutions du système mondial. Elles ont montré, à partir du concept de dépendance, que les sociétés industrielles plus avancées avaient imposé un développement particulier aux nations moins développées.

Irma Adelman critiqua, pour sa part, la distribution inégale des bénéfices de la croissance. Elle a présenté, en se basant sur les travaux de Kuznets, une vision selon nous très éclairante de la relation entre le niveau de développement

---

<sup>163</sup> Rao, S. M. 1986. Agriculture in Recent Development Theory. *Journal of Development Economics* (Amsterdam : Elsevier Science) n. 22, p. 421-486.

<sup>164</sup> Johnson D. Gale. 2000. Population, Food and Knowledge. *American Economic Review* (American Economic Association), vol. 90, n. 1, p. 1-14.

économique et la distribution des revenus au sein des 60% les plus pauvres. Un très bas niveau de développement économique, ainsi qu'un très haut niveau de développement économique correspondent à des niveaux de distribution plus inégaux des revenus. Le développement économique ne profiterait donc pas directement aux groupes les plus pauvres. Elle a démontré que cette relation asymétrique était manifeste tant dans les sphères industrielles, que dans les sphères de la production agricole. Sa conclusion lui permet d'affirmer que les dynamiques du développement économique travaillent contre la plupart des pauvres, qu'ils soient urbains ou ruraux. Selon nous, ce résultat important permet d'envisager encore aujourd'hui les effets du développement agricole sur les systèmes paysans sub-sahariens. La croissance économique induirait en effet un écoulement progressif des profits aux segments les plus pauvres de la population des pays en développement<sup>165</sup>.

Où donc se dirigent les bénéfices du développement économique moderne promu aujourd'hui au nom de la lutte à la pauvreté ? Les conclusions de Irma Adelman, citées encore aujourd'hui dans la plupart des études sur l'équité et le développement, nous permettent de constater que, selon les angles d'analyse choisis, la répartition égalitaire de la croissance économique, vision soutenue par la Banque mondiale, est très relative. Une hausse de la productivité agricole n'aurait qu'un effet infime sur la redistribution des revenus dans les sociétés en développement. De plus, en considération des conclusions présentées au chapitre II, relatives aux coûts de l'adoption des nouvelles biotechnologies, et au chapitre III, quant aux impacts sur la sécurité alimentaire, la croissance économique ne nous apparaît pas comme un phénomène qui réduise les inégalités sociales à la source de la pauvreté, mais bien plus du contraire. Comme nous l'avons analysé, l'introduction d'intrants à l'agriculture, tels les semences améliorées et les engrais favorise plutôt les fermiers riches et/ ou aux revenus moyens. Cette vision n'est pas nouvelle, mais il nous paraît important de la reprendre.

---

<sup>165</sup> Adelman, Irma et Cynthia Taft Morris. 1973. *Economic Growth and Social Equity in Developing Countries*. Stanford : Stanford University Press, p. 189.

*Not only do the agricultural poor rarely benefit from such improvement, but backwash effects from their introduction on large farms can undermine the position of small farmers by reducing prices, putting pressure on tenancy arrangements, and restricting access to credit and other resources. It would seem to follow that agricultural policies should stress rural development rather than technological innovation<sup>166</sup>.*

Alain de Janvry expliqua également, à sa manière, le développement rural des PVD<sup>167</sup>. Sa vision nous permettra d'étayer nos positions. Il chercha en effet à dépasser la vision statique de John Fei et de Gustav Ranis, décrivant les sociétés en développement comme duales, c'est-à-dire découpées en secteurs modernes et traditionnels, et présentant les modifications des termes de l'échange comme des mesures favorables aux secteurs agricoles, dont le succès était associé au progrès technique. De Janvry présenta, pour riposter, une explication basée la présentation d'un triple enchaînement de relations d'exploitation, dont nous croyons la pertinence considérable encore aujourd'hui. Celles-ci influeraient grandement sur les difficultés dont les pays les plus pauvres sont accablés. Elles nous permettront de mieux comprendre la reproduction de l'exploitation paysanne à différents niveaux.

Au niveau international, comme nous l'avons maintes fois soutenu dans ce mémoire, l'exploitation est manifeste par l'échange inégal des matières premières et des biens d'équipement entre les pays industriels et les PVD. Au niveau sectoriel, l'industrie capitaliste permet l'éclosion d'une bourgeoisie *compradore* qui capte les gains du développement grâce à son contrôle de la production orientée vers le marché mondial. Au niveau social, les besoins d'aliments bons marchés en milieux urbains et l'augmentation de travaux peu rémunérés perpétuent les relations inégales entre les propriétaires et les travailleurs agricoles. Ces liens sociaux inégaux sont entretenus grâce à la prédominance des relations

---

<sup>166</sup> *Ibid.*, p. 196.

<sup>167</sup> Ses études concernèrent particulièrement l'Amérique latine.

économiques, qui régulent les rapports entre individus d'une part, et à la prolétarianisation des petits exploitants, poussés par l'intensification à devenir des travailleurs agricoles, d'autre part

La fonction première du développement agricole sert, selon De Janvry, à soutenir le développement d'une classe privilégiée. Son explication repose sur l'étude des relations commerciales entre les zones avancées et arriérées. Nous rejoignons sur ce point ces conclusions: « *Parce que l'agriculture sert de refuge naturel aux populations marginales en leur permettant de satisfaire en partie leurs besoins de subsistance, la pauvreté rurale devrait être analysée dans le cadre de la marginalité plutôt que de la culture traditionnelle*<sup>168</sup> ». Le retard technologique n'est pas imputable à la culture qui entoure l'agriculture de subsistance, mais à la marginalité qui est un effet imputable au processus de modernisation. Les agriculteurs se retrouvent marginalisés en raison de leur incapacité à utiliser des moyens de production concurrentiels face aux secteurs modernes. Ils le sont également s'ils conservent les techniques traditionnelles. La prolétarianisation des paysans, qui les transforme en travailleurs agricoles, ne compense donc pas la perte de leurs revenus associés à la subsistance.

Nous désirons soutenir que, bien qu'il existe une complémentarité entre les différents secteurs d'activités au niveau national, les revenus paysans ne connaissent pas une croissance égale à celles des sphères industrielles et des activités rurales non agricoles. Au niveau international, les biotechnologies sont le reflet d'un transfert inégal de biens d'équipements. Les gains qui y sont associés, comme nous l'avons vu, profitent avant tout aux pays mêmes qui les ont diffusées. L'exploitation dans le secteur agricole est manifeste surtout quand on considère le développement et l'augmentation de la taille des exploitations paysannes, un phénomène relié à la concentration foncière. Selon nous, les

---

<sup>168</sup> De Janvry, Alain. 1975. The Political Economy of Rural development in Latin America : An Interpretation. *American Journal of Agriculture Economics*, n. 57, p. 491.

bénéfices de la croissance ne sont pas captés par tous, en raison de la transformation des liens sociaux et de la divergence des intérêts des individus au fur et à mesure de la progression de la modernisation et de la monétarisation de la société. Les relations sectorielles entre milieux urbains et milieux ruraux sont orientées avant tout vers la satisfaction des besoins vitaux des individus urbains. La croissance agricole est subordonnée à la croissance urbaine, et renforce l'illusion d'un développement égalitaire, tout en cachant un système d'exploitation sociale. L'exploitation sociale devient donc de plus en plus aiguë, en fonction des changements des relations entre milieux urbains et ruraux.

La question des prix agricoles et des prix des produits industriels est également essentielle à notre compréhension du développement agricole des PVD sub-sahariens. Il a été démontré par Hayami et Ruttan que l'introduction de nouvelles technologies n'induisait pas nécessairement une hausse des revenus des agriculteurs, même si leurs rendements augmentaient. Ils ont montré notamment que l'introduction du progrès technique dans une société où tous les biens sont commercialisés profite plus aux urbains qu'aux ruraux. Cette explication conforte notre vision de systèmes paysans connaissant une difficulté d'adaptation aux nouvelles techniques face aux grandes exploitations. Pour ces systèmes, la question n'est pas technique, mais institutionnelle, et elle doit concerner la distribution équitable des revenus associés aux nouvelles technologies. Toutefois la volonté politique, tant au niveau national qu'international, ne semble pas prête à lancer des réformes qui nuisent aux intérêts des fermiers les plus riches « It is extremely difficult to implement institutional changes that are neutral or biased toward the poor in a society characterized by extreme inequality in economic resources and political power<sup>169</sup>. » Il sera difficile pour nous de nous trouver en désaccord avec ce constat, suite aux analyses proposées dans les chapitres précédents.

---

<sup>169</sup> Hayami, Yujiro et Vernon W. Ruttan, cités par Daniel Little. 2003. *Institutions, Inequality and Well-Being: Distributive Determinants of Rural Development*. University of Michigan-Dearborn, p. 4,



Les attraits du marché mondial poussent les gouvernements à poursuivre des réformes agraires qui favorisent les cultures d'exportation, en réalité souvent extensives, et l'éviction des paysans locataires, au détriment des cultures vivrières intensives en travail. Les systèmes paysans sub-sahariens offrent pourtant une main d'œuvre abondante. Nous désirons soutenir que les réformes agricoles et la modernisation ne sont pas des mécanismes qui amènent nécessairement dans leur sillage des innovations institutionnelles bénéfiques pour les pauvres<sup>170</sup>. Les développements de l'agriculture moderne ailleurs dans le monde servent d'exemple à nos constats sur l'équité. En Malaisie, James C. Scott a démontré que l'augmentation des récoltes, associée à l'intensification et à l'irrigation, ont haussé les revenus dans la région analysée. Toutefois, le principal constat est celui de l'inégalité de ces revenus. Les 40% les plus pauvres ont donc été marginalisés davantage au niveau économique du village et au niveau de l'accès à la terre et aux crédits. « A substantial part of the rural population is now altogether cut off from access to land. And mechanized harvesting substantially decreases the demand for wage labor. This group is dependent on wage labor, either on the managerial farms or through migration to the cities<sup>171</sup>. » L'augmentation des travailleurs agricoles sans terre n'est donc pas automatiquement absorbée par les grands propriétaires qui adoptent les variétés améliorées<sup>172</sup>. Ce phénomène contribue selon nous à une distribution inégale des gains de l'intensification, réactualisant les conclusions d'Irma Adelman. Il nous permet d'envisager une réplique de ce phénomène dans les systèmes paysans sub-sahariens au gré de l'implantation des projets agricoles modelés sur l'approche intensive de la Banque mondiale.

---

<sup>170</sup> Hayami, Yujiro & Vernon W. Ruttan. 1998. *Agriculture et développement, une approche internationale*. Paris : Institut National de la Recherche Agronomique, p. 417.

<sup>171</sup> Daniel Little. 2003. *Institutions, Inequality and Well-Being*. *Loc.cit.* p. 2.

<sup>172</sup> Voir au sujet du développement en Malaisie l'étude de Scott, James C. 1985. *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*. New-Haven : Yale University Press.

La hausse des salaires agricoles est également fonction d'une hausse de la demande pour les travailleurs agricoles et n'est pas envisageable avec l'arrivée des nouvelles technologies. Comme nous l'avons vu précédemment, si les pauvres sont ciblés comme les bénéficiaires des biotechnologies, celles-ci concernent davantage les cultures d'exportation et permettent une hausse des rendements, tout en réduisant le nombre de travailleurs. Une diffusion du système à fort rendement en Afrique sub-saharienne, menant à la réduction du nombre de petites exploitations, va augmenter le nombre des travailleurs agricoles. Ceux-ci se retrouvent à la merci d'un secteur en transformation qui aura de moins en moins besoin de leur travail. La croissance des inégalités, dans les sociétés en développement d'Afrique sub-saharienne, touche donc particulièrement le monde rural, où se retrouvent la majorité des groupes pauvres visés par l'intensification agricole. La croissance des inégalités serait en soi un effet important des différentes pressions des ajustements structurels<sup>173</sup> qui transforment la réalité paysanne des PVD et la transposent dans un nouveau paradigme technico-économique. Les changements introduits par l'intensification agricole prolétarisent et marginalisent les petits exploitants et réduiront le nombre des petites exploitations<sup>174</sup>. Celles-ci tendent ainsi de plus en plus vers un modèle généralisé orienté par la transformation des règles des marchés économiques nationaux et internationaux, ainsi que des forces d'un système capitaliste auxquelles elles avaient jusqu'alors résisté. Nous verrons dans la suite quels sont les effets de la croissance des salaires et les explications économiques de la pauvreté rurale de masse.

#### 4.2 Une compréhension économique de la pauvreté rurale : salaires & équité

---

<sup>173</sup> Azoulay, Gérard et Jean-Claude Dillon. 1993. *La sécurité alimentaire en Afrique. Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies*. Paris : Éditions Karthala, p. 83.

<sup>174</sup> Daniel Little. 2003. *Institutions, Inequality and Well Being*. *Loc.cit.*, p. 6.

Les inégalités de développement, qui affectent les systèmes paysans, sont imputables, entre autres facteurs, à la croissance différente des salaires dans le monde rural et le monde urbain. Comme nous l'avons vu précédemment, les systèmes paysans vivriers font face à un phénomène d'exploitation sociale en leur sein même; ils affrontent également une exploitation sectorielle par les interactions avec les autres secteurs d'activités avec lesquels ils traitent; ils se heurtent enfin à une exploitation au niveau international par les règles inégales de commerce. L'accumulation des revenus paysans a un lien direct avec le développement du monde rural, mais peine à être réellement enclenchée. Plusieurs chercheurs ont dès lors analysé la relation complexe qu'entretiennent les sphères urbaines et rurales. Certaines théories économiques pertinentes nous permettent ainsi d'expliquer l'évolution particulière des revenus paysans. La loi d'airain du marché des produits agricoles — cette loi a été nommée ainsi par William Cochrane en 1958 —, par exemple, comprime les revenus agricoles. Par l'introduction du progrès technique, les surplus agricoles augmentent et les prix baissent. Les agriculteurs essaient donc de couvrir leurs pertes par l'introduction d'innovations techniques. Selon cette approche théorique, la production augmente entraînant l'offre à subir les effets de l'inélasticité de la demande, et causant une chute progressive des prix. Ce processus est à la base de la destruction des petites exploitations et de l'augmentation des travailleurs agricoles. « Ainsi dans les économies de marché, le progrès technique en agriculture fonctionne comme un mécanisme de transfert des biens alimentaires et du travail, du secteur agricole vers le secteur non agricole<sup>175</sup>. »

La Banque mondiale assure que la croissance agricole hausse les revenus paysans. Elle semble cependant aveugle à une loi qui montre que les profits de la paysannerie rurale, ciblée comme la bénéficiaire de ses politiques, au fur et à mesure de sa transformation vers un système où tous les biens sont commercialisés, sont redirigés vers les secteurs non agricoles. Leurs nouvelles dépenses, suite aux effets d'entraînement de l'adoption de nouvelles technologies,

---

<sup>175</sup> Hayami, Yujiro et Vernon W. Ruttan. *Op.cit.*, p. 408-409.

et la hausse du niveau de vie ne permettent donc pas la hausse de leurs revenus. Pour nous cette vision est renforcée par les analyses de C. K. Eicher et de D. C. Baker sur le développement en Afrique<sup>176</sup>. Soumis de plus en plus à la conjoncture économique internationale, les systèmes paysans sub-sahariens, selon le processus d'intensification dont ils font l'objet, sont contraints à augmenter la productivité agricole pour compenser le déclin des prix relatifs.

Toute la vision du développement agricole de la Banque perd alors son sens : le progrès technique fonctionne comme une force incontrôlable, qui expulse les petits exploitants sur le marché du travail peu lucratif, comparativement aux bénéfices qu'ils tiraient de l'agriculture vivrière. Ce mécanisme lié à la modernisation de l'agriculture, et à la mutation du monde rural en économie de marché, a été décrit par Wyn Owen comme « une double pression du développement » sur l'agriculture, et rejoint ainsi, selon nous, les conclusions de Hayami et Ruttan. Les biens alimentaires et le travail sont transférés des systèmes paysans ruraux vers des secteurs non agricoles<sup>177</sup>. C'est la vision d'un monde rural, pourvoyeur, par ses capacités nourricières et humaines, du développement des sphères industrielles et de l'urbanisation, avec les problèmes que ce phénomène engendre.

En définitive, ce qui nous frappe dans toutes ces analyses, c'est le fait que la consommation a été une variable négligée dans l'économie du développement. La place de l'offre occupe une place cruciale et le développement agricole de la production est à la base des politiques stratégiques de la Banque. Toutefois, cette croissance est accompagnée de l'augmentation des inégalités de développement, non seulement entre les exploitants, mais également entre le monde urbain et le

---

<sup>176</sup> Eicher, K. et D. C. Baker. 1982. *Étude critique de la recherche sur le développement agricole en Afrique sub-saharienne*. Cités par Alain Mounier. 1992. *Les théories économiques de la croissance agricole*. Paris : Economica, p. 236.

<sup>177</sup> Owen, Wyn F. 1966. The Double Developmental Squeeze on Agriculture. *American Economic Review*, n. 56, p. 43-70.

monde rural, qui connaissent une vitesse inégale de croissance des revenus. L'inégalité de distribution des revenus s'accroît au fur et à mesure que le niveau de développement des économies est en hausse. Par l'analyse des systèmes de prix et de leur évolution, la place de l'agriculture dans l'économie est réduite, malgré qu'elle soit poussée à garantir des prix alimentaires toujours plus bas. Les politiques de la Banque sont davantage axées sur le développement des activités sectorielles non-agricoles. Elles ne profiteront pas au développement des systèmes paysans, qui subissent les effets associés au coût du changement technologique.

Dans une perspective de croissance à long terme, la demande face à l'agriculture nous permet également de soutenir une accentuation de la pauvreté. Les variations de la demande sont décrites par l'effet Engel et l'effet Malassis. La première loi soutient que la part des dépenses que les ménages consacrent à l'alimentation est inversement proportionnelle au niveau de leur revenu. L'effet Malassis, par l'étude de la demande, établit que celle-ci est de moins en moins fonction de la consommation finale. Elle est davantage fonction des industries agricoles et alimentaires qui trouvent les bases de leur expansion marchande par la sophistication de leurs produits. Malgré l'accroissement des rendements paysans, une part croissante des revenus est accaparée par les activités en aval de l'agriculture (industries, transport, commerce, processus de transformation et stockage), tandis que la part de l'agriculture est décroissante. Ce processus accentue ainsi l'industrialisation et l'urbanisation<sup>178</sup>, par la captation des bénéfices de la croissance agricole dans des secteurs d'activités extérieurs au monde rural. Ces secteurs sont également sous l'emprise d'un nombre restreint de quelques firmes oeuvrant dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture et responsables de la majorité de sous-secteurs de la production, de la distribution et de la transformation<sup>179</sup>. Cette transformation du lien entre les systèmes paysans

---

<sup>178</sup> Effet Engel et Effet Malassis, voir Alain Mounier. *Op.cit.*, p. 237-247.

<sup>179</sup> FAO. 2001. *Problèmes d'éthique dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture*. Rome : FAO, p. 7.

vivriers et les activités en aval traduit une subordination des attitudes de consommation à l'industrialisation agricole.

L'activité agricole, nettement la plus risquée, est cependant laissée aux petits exploitants et aux pressions des nouvelles biotechnologies. Les bénéfices des autres activités, moins risquées, en amont et en aval, ne contribuent pas aux systèmes paysans. Pour nous, les systèmes paysans sub-sahariens, face aux pressions du développement agricole intensif, sont donc prisonniers d'un système, où les gains de la croissance de la production agricole agissent comme une force qui favorise le développement industriel urbain. Les systèmes paysans sont manipulés afin de soutenir un développement des PVD sub-sahariens basé sur la primauté de leur industrialisation. Ils sont ainsi selon nous à la base du développement de leurs nations, mais n'en sont pas les principaux bénéficiaires, en raison de la croissance inégale des salaires entre urbains et ruraux, mais également des profits captés par les industries.

Les effets économiques sur l'agriculture, selon les lois de Engel et de Malassis, nous permettent de comprendre qu'en dépit d'une croissance des surplus agricoles, les revenus agricoles sont inférieurs à ceux des industries agro-alimentaires et des industries d'intrants qui voient leurs profits croître bien plus vite. Cette vision rejoint celle de Kostas Vergopoulos, qui soutient que les paysans ne peuvent pas tirer une part de leur surtravail social, car celui-ci est récupéré par des instances extérieures au monde rural. « Donc les vrais patrons du travail agricole sont [...] les organismes de crédit agricole, les banques, l'État, mais surtout les parties contractantes avec le paysan, à savoir les revendeurs intermédiaires et les firmes agro-alimentaires<sup>180</sup>. »

---

<sup>180</sup> Vergopoulos, Kostas. 1980. « La marginalisation de l'agriculture contemporaine », in *Les firmes transnationales et l'agriculture en Amérique latine*, sous la dir. de Gonzalo Arroyo. Paris : Éditions Anthropos, p. 65.

La diversification sectorielle de l'économie n'est donc pas directement liée, selon nous, à un progrès technique adapté et favorisant l'équité. Ce processus est plutôt contrôlé par les stratégies d'insertion commerciale des grandes entreprises en Afrique sub-saharienne, avec le support de la Banque. La principale motivation de ces firmes est de maximiser la vente de leurs innovations, représentées ici par les intrants agricoles et la mécanisation. Il leur faut, grâce au processus d'innovation et à leur insertion au sein de nouveaux marchés, échapper à l'épuisement progressif de leurs profits qui accompagne la phase de saturation dans les sphères paysannes des matériels et intrants agricoles. Cette phase est déjà amorcée dans les pays occidentaux dont le taux d'adoption des nouvelles technologies est élevé et dont plusieurs systèmes paysans remettent en question l'efficacité. L'intensification agricole est le moteur de la croissance de firmes, par la possibilité continue de soutenir leur processus d'innovation. C'est pourquoi il est manifeste que les compagnies de fournitures d'intrants occupent une place prépondérante dans les projets de développement de la Banque et l'extension des services aux agriculteurs. La Banque voit dans la transformation des systèmes paysans sub-sahariens une possibilité considérable d'expansion de l'économie mondiale, et cette expansion demeure son objectif principal. La modernisation des systèmes paysans sub-sahariens permettra donc aux cycles d'innovations des milieux industriels, nationaux ou étrangers, de se poursuivre par leur intégration à des marchés vastes et nouvellement accessibles. La transformation progressive des petites exploitations en des exploitations plus grandes, et axées sur l'exportation, formera la base de leurs nouveaux marchés.

Les bénéfices du développement agricole sont donc clairement inégaux, surtout parce qu'ils sont influencés par les pressions foncières, l'accès inégal à la terre et aux crédits auxquels contribuent l'intensification agricole et l'introduction des nouvelles technologies. Ces dernières représentent un grand espoir pour réduire les inégalités, mais elles ne modifient pas les termes de propriété de la terre et les politiques institutionnelles qui sont les mécanismes décisifs de redistribution. Des réformes agraires favoriseraient une distribution des terres aux

plus pauvres. La préservation de systèmes paysans axés sur les petites exploitations agricoles familiales pourrait ainsi bénéficier de réels projets de développement agricole, respectant les savoirs ancestraux, les manières de faire paysannes, les régimes alimentaires des pauvres et leur environnement. Des mesures améliorées d'accès au crédit permettraient aussi à ces exploitations d'augmenter leurs rendements et de conserver leur compétitivité sur les marchés nationaux et internationaux

Les compagnies valorisent l'innovation et poussent les PVD à diversifier et à changer la structure de leur production alimentaire. Elles réussissent ainsi à orienter la consommation vers la nouveauté technique et elles modifient aussi les régimes alimentaires, par les forces des industries agro-alimentaires de transformation des produits agricoles. Les firmes axent leurs efforts sur la transformation du système de production agricole afin de satisfaire les nouvelles orientations de la consommation vivrière urbaine. L'objectif de la Banque d'une diversification sectorielle rejoint donc le but des firmes multinationales. Pour nous, la réciprocity de leurs objectifs est problématique sur tous les plans. Les PVD sub-sahariens risquent en effet une détérioration de leur sécurité alimentaire, en raison du changement des habitudes de consommation qui font augmenter les importations alimentaires. L'accélération de la régression agricole, c'est-à-dire de la perte d'importance dans l'économie des secteurs de la production agricole, en raison des effets de prix sur les salaires et l'accumulation paysanne, est directement liée à la sur-activation de la loi d'Engel. Au gré de la croissance économique, les ménages consomment plus, mais moins dans l'alimentation qui demeure un marché relativement stagnant. De plus, dans les sociétés des PVD, la structure de la consommation devient de plus en plus dépendante de la structure de la production, une conclusion qui se rapproche du constat de A. Mounier : « Concrètement la consommation des ménages s'oriente rapidement vers des



biens industriels, et plus généralement vers les biens, y compris agricoles et alimentaires, non produits nationalement<sup>181</sup>. »

La dépendance alimentaire dont nous avons brossé un portrait au chapitre précédent, prend ainsi particulièrement sa source dans le phénomène de changement culturel poussé par des processus de développement axés sur l'introduction de la modernité dans les PVD. Il est à noter, par exemple, que le pain ne rentrait pas dans les habitudes alimentaires africaines, mais qu'après son introduction lors de la période coloniale, il devint rapidement responsable d'une rapide hausse des importations de céréales étrangères en raison des difficultés de les produire localement. Le problème de la dépendance alimentaire s'accroît donc davantage en raison des bouleversements culturels qui touchent les sphères agro-alimentaires, dans une part plus importante que l'offre agricole elle-même. Ce décalage croissant entre consommation et production est également fonction du commerce extérieur qui affecte la structure de production des systèmes paysans<sup>182</sup>.

Ce processus est lancé et entretenu par l'intensification agricole des systèmes paysans des PVD d'Afrique sub-saharienne, et accéléré par les règles qui régulent le commerce international « ouvert ». Pourtant, ce système va à l'encontre de mesures économiques qui favoriseraient un développement plus égalitaire. Le soutien des tarifs sur les importations plus coûteuses favoriserait les petits producteurs, les milieux nationaux de la transformation et ceux des petits commerçants<sup>183</sup>. Le développement agricole, pour être pro-pauvre, doit surmonter la main mise des élites sur les moyens de production et l'accès au capitaux, et favoriser une meilleure accumulation des revenus paysans. Pour ce faire, des mesures institutionnelles doivent être introduites pour favoriser une meilleure distribution des bénéfices de la croissance. Les subsides agricoles peuvent être

---

<sup>181</sup> Alain Mounier. *Op.cit.*, p. 250.

<sup>182</sup> *Ibid.*, p. 251.

<sup>183</sup> Abbot, John. *Op.cit.*, p. 140.

considérés comme une mesure de redistribution. Les agences étatiques qui fixent les prix des produits agricoles garantissent un prix raisonnable pour les petits exploitants. De telles mesures institutionnelles sont pourtant rejetées par la Banque mondiale. Les inégalités entre sphères rurales et urbaines s'accroissent donc, renforçant ainsi le processus de la régression agricole.

La régression agricole et l'inégalité des revenus entre urbains et ruraux trouve également son explication grâce au concept du *squeeze agricole* introduit par Louis Malassis. Selon lui, la sphère agricole de la production est très sensible à la conjoncture économique. Les termes de l'échange, qui sont représentés par le ratio des prix agricoles et des prix industriels, permettent un *squeeze* de l'agriculture, l'enfermant dans une structure capitaliste. Il y aurait ainsi deux formes de *squeeze* issues du capitalisme et du socialisme. Le *squeeze* relève d'une alliance entre industriels et urbains pour conserver le prix des produits alimentaires très bas. Ce phénomène peut donc bien illustrer le cas des projets de développement agricole intensif des systèmes sub-sahariens, dont l'objectif est de garantir une alimentation suffisante et à bon prix. Toutefois, si ces politiques sont prônées en raison du passage des systèmes paysans de subsistance à un modèle marchand, où les besoins des populations seraient mieux assurés par l'échange, elles favorisent la compression des revenus paysans. Les paysans, afin de maximiser leurs revenus, sont propulsés dans un processus constant de rattrapage technologique.

*Le squeeze de l'agriculture résulte du transfert de produits sous-payés au-dessous de leur coût réel ou des gains de productivité résultant du progrès agricole; il résulte aussi du transfert impayé des travailleurs ou du coût social de non-transfert : l'agriculture étant une réserve de ressources où la société capitaliste puise en fonction de ses besoins et seulement lorsque l'opportunité économique existe. L'agriculture supporte*

*le coût d'entretien de ces ressources, et paye pour celles-ci le coût des délais d'usage*<sup>184</sup>.

Le problème du développement rural réside dans le rythme de la vitesse d'adoption des nouvelles technologies. Les cultures de rente sont favorisées pour l'adoption des nouvelles technologies, au détriment des cultures vivrières. Les profits qu'elles engrangent sont soumis aux mêmes effets que le *squeeze* de l'agriculture au niveau national. Les producteurs sont soumis aux pressions des prix internationaux, et la majorité des profits du changement technologique dans les PVD reviennent aux pays industrialisés.

La loi d'airain de l'agriculture réfère cependant à une analyse micro-économique. Face au phénomène de la mondialisation des échanges, elle pourrait être accentuée et permettrait d'envisager un appauvrissement des systèmes paysans et leur disparition progressive dans les PVD d'Afrique sub-saharienne, au gré de l'implantation d'un système marchand où les biens seront de plus en plus commercialisés. L'application de la loi d'airain aux cultures de rentes permet de constater que les progrès techniques sont implantés de manière à faire profiter les consommateurs des pays développés et les consommateurs nationaux urbains, aux dépens des producteurs des PVD. Ce constat rejoint de surcroît les conclusions de l'école de la dépendance<sup>185</sup>. Pour nous, les différentes pressions économiques sur le monde agricole réactualisent les relations d'exploitation, décrites par A. de Janvry, qui expliquent encore aujourd'hui pourquoi le monde agricole sub-saharien demeure en majorité pauvre et continuera de le rester.

La Banque mondiale soutient, dans son *Rapport sur le développement 2000/2001*, que la croissance agricole concourt à la réduction de la pauvreté et à la réduction des inégalités. Pourtant ce rapport aborde peu le rôle et le contenu des

---

<sup>184</sup> Malassis, Louis et Martine Padilla. 1986. *Économie agro-alimentaire; III L'économie mondiale*. Paris : Éditions Cujas, p. 423.

<sup>185</sup> Hayami, Yujiro et Vernon W. Ruttan. *Op.cit.*, p. 414.

politiques agricoles<sup>186</sup> et laisse dans l'ombre les questions de gouvernance mondiale concernant le développement agricole. La question des réformes agraires dans ce rapport n'est qu'effleurée et ne fait l'objet d'aucune précision quant aux objectifs. Pourtant, de telles mesures pourraient modifier les conditions d'accès à la terre et contrer le processus de la concentration foncière. Cependant comme le souligne Daniel Little, « [...] development that proceeds through existing economic and political institutions will tend to reproduce and perhaps intensify inequalities between classes<sup>187</sup> ».

Afin de mieux soutenir notre vision du développement agricole subsaharien comme une contribution à l'expansion du capitalisme à des sphères demeurées à l'écart, nous présenterons dans la prochaine section la contribution du développement agricole à l'extension du capitalisme et de son mode de production

#### 4.3 Développement agricole & extension du capitalisme

Le rapport Lugano — ce rapport présenté en 2000 par Susan George -, a conclu que, face aux multinationales puissantes et à l'appui dont elles bénéficient grâce aux structures dirigeantes mondiales, il fallait renverser leur tyrannie<sup>188</sup>. Reprenant cette conclusion, nous percevons la Banque comme une unité de cette structure dirigeante d'un développement au profit du commerce international. Après tout, ce ne sont pas les États qui font du commerce, mais bien les firmes transnationales privées, dont les intérêts ne sauraient économiquement correspondre avec les objectifs de sécurité alimentaire et d'éradication de la

---

<sup>186</sup> Cling, Jean-Pierre. 2004. « Le discours de la Banque mondiale sur la lutte contre la pauvreté », in *Les nouvelles Stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*. *Op. cit.*, p. 55.

<sup>187</sup> Daniel Little. 2003. *Institutions, Inequality and Well Being*. *Loc. cit.*, p. 9.

<sup>188</sup> George, Susan. 2000. *Le Rapport Lugano*. Paris : Éditions Fayard, p. 330-331.

faim<sup>189</sup>. Serait-il possible de voir dans ce soutien de la Banque aux entreprises privées un appui à la progression du mode de production capitaliste et à l'expansion de l'économie mondiale à de nouveaux marchés encore aujourd'hui en retrait ?

Le capitalisme pour nous est associé principalement à un système de relations sociales soumises à la propriété privée des moyens de production et à un haut degré de liberté des échanges économiques dont l'objectif est l'accumulation de capital. Il est également un phénomène qui pousse à la transformation de tous les biens marchandises, et au développement d'un mode de production axé sur la maximisation des profits selon le processus de la marchandisation. Le mode de production capitaliste entraîne un changement des relations sociales entre individus, au fur et à mesure que la privatisation des moyens de production s'accélère, et met l'accent sur l'accroissement des profits économiques. Dans le cas des systèmes paysans sub-sahariens, l'introduction du capitalisme réfère également à l'accroissement des échanges et à la monétarisation des rapports sociaux.

Les activités de restructuration et de modernisation de secteurs entiers d'activités comme l'agriculture, promues par les institutions internationales, renforce la diffusion du capitalisme dans les PVD sub-sahariens. La diffusion du mode de production capitaliste, comme on peut l'analyser suite aux travaux de Jacques Adda, est donc avant tout spatiale, car elle se fait à partir des pays industriels vers les PVD sub-sahariens qui demeurent encore aujourd'hui à la périphérie du système mondial. Les projets d'intensification agricole promus par la Banque facilitent cette expansion spatiale capitaliste de l'économie grâce à la

---

<sup>189</sup> Madeley, John. 2002. *Le commerce de la faim; la sécurité alimentaire sacrifiée à l'autel du libre échange*. Montréal : Éditions Écosociétés, p. 219.

transformation des systèmes paysans de subsistance vers des systèmes axés sur l'avantage concurrentiel et soumis aux forces autorégulatrices des marchés<sup>190</sup>.

Ce sont avant tout les attitudes des agriculteurs africains que les projets de la Banque essaient de transformer, afin de permettre leur intégration à cette nouvelle économie globale par un processus de modernisation imposée dans le secteur entier des activités agricoles. Le développement du capital productif semble bien être l'objectif du développement de l'agriculture. La Banque participe donc à l'internationalisation du capital productif par son soutien à la modernisation des systèmes de production en Afrique sub-saharienne. Charles-Albert Michalet a bien rappelé que la réalisation de cette internationalisation du cycle du capital, sous ses trois formes (capital argent, capital marchandise, capital productif) est en fait l'extension à l'échelle mondiale de la domination du mode de production capitaliste<sup>191</sup>. Cette expansion ne fait pour nous aucun doute dans le cas de son implantation en Afrique sub-saharienne.

Les effets des PAS, et les projets de développement de la Banque mondiale, sont à cet égard moins économiques que socio politiques, car le capitalisme transforme avant tout les rapports sociaux entre individus. Ces rapports, en Afrique sub-saharienne, sont souvent encore aujourd'hui fonction d'objectif communautaires villageois axés sur la subsistance alimentaire échappant à la monétarisation. Selon Béatrice Hibou, qui se réfère sur ce point à Max Weber, une politique économique ne permet pas l'implantation d'une mentalité économique capitaliste<sup>192</sup>. Ce sont les habitudes sociales une fois transformées qui permettront à une nouvelle mentalité économique d'être adoptée.

---

<sup>190</sup> Adda, Jacques. 1996. *La mondialisation de l'économie*. Paris : Éditions La Découverte, p. 45

<sup>191</sup> Michalet, Charles-Albert. 1979. États nations, firmes multinationales et capitalisme mondial. *Sociologie & Société*, vol. 11, no 2, p. 54-55.

<sup>192</sup> Hibou, Béatrice. 1998. « Économie politique du discours de la Banque mondiale en Afrique sub-saharienne : du catéchisme économique au fait (et méfait) missionnaire », in *Les études du CERI* (Centre d'études et de recherches internationales), no 39, Paris, p. 3 et p. 35.

Sous la pression de politiques de développement agricole novatrices, ce sont bien les mentalités et les habitudes sociales qui sont visées par les politiques de la Banque par l'entremise de ses projets. La modernisation de l'agriculture n'est qu'un moyen pour faire avancer l'internationalisation du capital productif. Elle permet ainsi de conforter les intérêts des membres les plus importants de la Banque, par l'appui qu'elle donne à leurs firmes, garantissant que leurs prêts serviront leurs intérêts commerciaux. Rappelons sur ce point que la Banque s'accorde avec l'idée que ce sont les pays industriels qui ont développé les nouvelles technologies et qu'il est normal qu'ils espèrent en tirer des bénéfices. Les projets de modernisation de l'agriculture visent à favoriser les investissements étrangers en capitaux, qui nécessitent une croissance des secteurs privés et un décollage industriel des zones dans lesquelles elles désirent investir. Des régions sub-sahariennes entières, demeurées jusqu'aujourd'hui peu attrayantes pour les investissements en capitaux étrangers, sont en voie de devenir des terres attrayantes pour eux en raison de l'industrialisation progressive de l'agriculture et de ses effets d'entraînement. L'environnement doit être favorable à l'investissement des firmes étrangères par la création d'opportunités de croissance industrielle.

L'introduction de nouveaux comportements alimentaires, par la diffusion du modèle agro-industriel, soutient le changement de l'appareil de production agricole. Le modèle alimentaire occidental des pays les plus avancés tend à devenir le modèle de référence pour l'humanité entière. Louis Malassis a mis en garde contre l'uniformisation d'un tel modèle à l'échelle mondiale, modèle qui favorise d'abord les compagnies de transformation des aliments qui font partie du secteur d'une nouvelle économie agro-alimentaire industrialisée. Les nouveaux produits sont le reflet du changement qui s'opère au sein des conditions sociales de la consommation et du changement dans le mode de production. « Les rythmes du changement alimentaire se trouvent directement liés au changement des

techniques et des structures de production<sup>193</sup>.» L'introduction du système d'intrants peut donc avoir des effets importants sur toutes les habitudes alimentaires des PVD sub-sahariens. Elle ouvrira davantage la porte aux multinationales de l'agribusiness, mues par une logique de marché. L'urbanisation est le principal facteur de changement, car elle nécessite le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale. Comme nous l'avons montré, l'intensification agricole contribue fortement à ce phénomène par ses effets sur les salaires et l'emploi. L'appui de la Banque à l'introduction du mode de production capitaliste en Afrique sub-saharienne est alors manifeste.

Nous nous sommes questionné dans ce mémoire sur les bénéfices réels d'une croissance décrite par la Banque mondiale comme étant *pro poor*. L'analyse des rapports entre l'État et la classe paysanne est révélatrice à cet égard et, pour en rendre compte, le concept de reproduction nous apparaît utile. Les études ethno-sociales montrent que le système de production est fondé sur le système social, le système culturel et le système politique. En outre, ces études indiquent que la finalité de l'ensemble de ces systèmes est la reproduction de la société en tant que groupe. Pierre Campagne a bien montré qu'il existait une contradiction fondamentale entre la reproduction du système paysan et du système national : le système paysan est axé sur la production nécessaire, dont le surplus constitue une sécurité supplémentaire, alors que le système national vise plutôt à maximiser ses prélèvements, en utilisant une part du surplus de la production nécessaire.

La question du volume de la production est donc particulièrement importante pour le paysan et pour l'État. Les États favorisent un système qui leur permet de hausser le volume de leur production, et ils se positionnent souvent en faveur d'un système d'intrants à l'agriculture sur lequel ils peuvent faire encore davantage de prélèvements, car plus l'agriculture s'intègre au marché, plus elle peut devenir sujette à des prélèvements. Le système national cherche donc à

---

<sup>193</sup> Malassis, Louis. 1973. *Économie agro-alimentaire I. Économie de la consommation et de la production agro-alimentaire*. Paris : Éditions Cujas, p. 51.



assurer sa reproduction par l'atteinte de ses objectifs de développement et de croissance économique. Les prélèvements qu'il effectue sur l'agriculture lui permettent en effet de promouvoir un développement économique principalement axé sur les industries. Selon Pierre Campagne, il ne peut donc pas avoir de concordance entre les objectifs des deux systèmes<sup>194</sup>. Il y a donc une exploitation des paysans de la part de l'État; comme nous l'avons démontré, celle-ci est manifeste par les niveaux des revenus des paysans. Il est donc manifeste que les projets de développement agricole de la Banque trouvent un appui auprès des gouvernements des pays sub-sahariens, en raison de leurs intérêts réciproques, au détriment des sphères paysannes vivrières.

Il nous faut reconnaître ici que l'augmentation des surplus agricoles et la hausse de la productivité, telles que promues par la Banque, ne permettent pas nécessairement aux paysans de hausser leur 'entitlement'. Le concept d'*entitlement* est défini par A. Sen comme « [...] *the set of alternative commodity bundles that a person can command in a society using the totality of rights and opportunities that he or she faces*<sup>195</sup> ». Dans un système économique de libre marché, cela sous-entend la capacité déterminée de pouvoir accéder à la nourriture. Cet accès est déterminé par les capacités des individus de posséder ou d'échanger. Les « capacités » des humains dépendent donc beaucoup de leur travail, de leur salaire et du prix de ce qu'ils consomment. Nous soutenons, en nous référant aux travaux essentiels de Amartya Sen, que le champ de l'économie du développement s'est surtout préoccupé de l'approvisionnement des biens plutôt que des valeurs exprimées par les concepts de l'*ownership* et de l'*entitlement*. Comme lui, nous pensons que la concentration des études axées sur les disponibilités alimentaires et la population est le reflet d'une vision défectueuse. Il faudrait axer les recherches non pas sur les revenus totaux, mais

---

<sup>194</sup> Voir l'étude de Pierre Campagne. 1982. État et paysans : la contradiction entre deux systèmes de reproduction. *Économie rurale*, no. 147-148, p. 37-54.

<sup>195</sup> Sen, Amartya. 1983. Development : Which Way Now ? *The Economic Journal*, p. 754.

plutôt sur la distribution des revenus au sein les sociétés<sup>196</sup>. Amartya Sen a donc, en introduisant le concept d'*entitlement*, mis en relief le fait que la disparité des revenus était un problème de taille. Nous devons rappeler de nouveau que, malgré l'augmentation globale de la production agricole, les paysans demeurent pauvres. Le bas niveau de leurs revenus reproduit sans cesse leur pauvreté.

La transformation des systèmes paysans de subsistance participe à un phénomène de « *depeasantization* » des régions sub-sahariennes. Ce phénomène de déstructuration de la paysannerie est lié à l'incapacité des personnes de se procurer de la nourriture par l'intermédiaire des marchés économiques, mais également à la perte de leurs moyens de production de subsistance au profit de l'instauration du mode de production capitaliste. Le phénomène de « *depeasantization* » nous permet d'envisager une accentuation du problème de la faim en Afrique sub-saharienne, mais également dans d'autres régions du monde qui subissent les effets de la modernisation des systèmes paysans. Selon nous, les politiques de la Banque ne correspondent pas bien avec ses objectifs avoués d'éradication de la pauvreté et de la faim, car les solutions qu'elles mettent de l'avant, par la modernisation agricole et l'augmentation de ses interactions avec les sphères industrielles, participent au phénomène de « *depeasantization* » en Afrique sub-saharienne<sup>197</sup>. L'appui au système d'intrants et son introduction dans les PVD se révèle ainsi sous sa 'vraie' dimension. Il est nécessaire de reconnaître que la modernisation agricole et l'instauration du mode de production capitaliste ne régleront pas les problèmes d'accès à une nourriture suffisante. Les revenus agricoles seront captés par les États sub-sahariens et par les firmes des États industriels.

---

<sup>196</sup> *Ibid.*, p. 756.

<sup>197</sup> Voir à ce sujet Araghi, Farshad. 2000. « The Great Global Enclosure of Our Times : Peasants and the Agrarian Question at the End of the Twentieth Century », in *Hungry for Profits : The Agribusiness Threat to Farmers, Food, and the Environment*, sous la dir. de Maydoff, Fred, Bellamy, John F. et Buttel, Frederick H., New-York : Monthly Review Press. p. 145-159.

\*\*\*

La question de la distribution des bénéfices de la croissance nous a mené à analyser les rapports entre les sphères rurales et les sphères urbaines. Nous avons relevé une profonde fracture dans les niveaux de développement de ces sphères. Concernant la distribution égalitaire des bénéfices de l'intensification agricole, nous avons tout d'abord montré que les positions de la Banque mondiale n'étaient pas très cohérentes, et ce pour différentes raisons. Tout d'abord, nous avons mis en relief, par l'étude de l'évolution des prix et des salaires, le fait que les revenus des petites exploitations paysannes les plus pauvres n'avaient pas la même croissance que ceux des plus grandes exploitations.

Dans un second temps, nous avons pu constater, en relation avec la prolétarianisation progressive des paysans et leur transformation en travailleurs agricoles, qu'il existait, au sein même du monde rural, de profondes inégalités. Ces dernières sont manifestes dans les liens qu'entretiennent les élites et les différentes classes sociales, qui se situent dans les sphères urbaines, mais également rurales. Les inégalités au sein du monde rural nous ont conduit à l'hypothèse suivante : si ces variables demeurent les mêmes, ce que tout laisse entrevoir, une meilleure distribution des bénéfices de la croissance ne peut être envisagée et les profits associés à l'intensification agricole ne seront captés que par les fermiers déjà prospères et les élites rurales et urbaines qui possèdent les entreprises en aval de l'agriculture. Les petites exploitations subiront également les contraintes associées aux conditions d'accès à la terre et de l'introduction de la propriété privée. Le développement des capacités de production va également profiter davantage au développement industriel urbain des PVD d'Afrique subsaharienne, par l'abaissement du prix des denrées alimentaires au profit du prolétariat urbain et par la fourniture d'une main d'œuvre ouvrière transférée des milieux ruraux vers les milieux urbains. Le développement agricole dessert donc le développement urbain par le transfert des biens alimentaires et du travail dont

elle est la source. L'intensification agricole accélérera le processus de *depeasantization* de l'Afrique bien plus qu'elle ne contribuera à le ralentir.

Dans un troisième temps, nous avons pu également montrer que le développement agricole promu par la Banque mondiale trouvait appui auprès des gouvernements des PVD sub-sahariens en raison de la réciprocité de leurs objectifs. D'une part, les gouvernements cherchent souvent à maximiser les prélèvements qu'ils effectuent sur l'agriculture. Ils profiteront de la transformation des systèmes paysans, axés sur la subsistance, en des secteurs mus par l'agri-business et axés sur l'exportation. Le principe du *squeeze* agricole nous a donc permis de soutenir que la finalité de la reproduction de l'État était en contradiction avec la reproduction des systèmes paysans vivriers. D'autre part, les compagnies de fournitures en intrants agricoles et en bio-technologies, toutes situées dans les pays les plus industrialisés, profiteront des projets de développement agricole intensif. Elles auront accès à de nouveaux marchés, demeurés jusqu'à aujourd'hui inaccessibles et pourront échapper au ralentissement de leur processus d'innovation. Elles pourront maximiser leurs opportunités d'affaires et du même coup leurs profits. Le développement de ces firmes profite ainsi aux États dans lesquels elles se situent, États qui sont également aux commandes de la Banque mondiale.

Ultimement, le développement des capacités de production agricole en Afrique sub-saharienne contribue à la mission première de la Banque mondiale d'élargir l'économie mondiale grâce à l'inclusion de nouveaux marchés. Le développement agricole intensif et la transformation des systèmes paysans contribuera dans un même temps à l'implantation du mode de production capitaliste, amenant dans son sillage une plus grande prolétarianisation, qui régulera davantage les liens sociaux. L'implantation du mode de production capitaliste amènera également une marchandisation plus grande des produits agricoles, une transformation des habitudes sociales et des mentalités, un changement des régimes alimentaires, s'orientant d'avantage sur les produits étrangers, et la

diffusion d'un nouveau modèle agro-industriel de production. Ce modèle de développement agricole est incompatible selon nous avec une distribution plus égalitaire des bénéfices de la croissance agricole, telle que prônée par la Banque mondiale, et avec la survie des petites exploitations agricoles, censées en être les bénéficiaires, et garantissant une agriculture vivrière à la base des principaux revenus des pauvres en Afrique sub-saharienne.

Nos analyses sur l'équité et la croissance économique nous amènent donc à conclure que la Banque mondiale ne soutient pas des projets de développement agricole qui puissent être bénéfiques aux pauvres. Ces projets ne permettront pas d'éradiquer la faim et la pauvreté, puisqu'ils contribueront davantage à leur accentuation. Ces conclusions rejoignent les constats formulés par Irma Adelman. La croissance économique n'amènera pas une amélioration des conditions de vie des plus pauvres, et l'Afrique sub-saharienne n'échappera pas à ce phénomène par la modernisation de ses systèmes paysans. Les projets de développement agricole de la Banque nous apparaissent donc comme poursuivant des objectifs différents de ceux premièrement affichés, de lutter contre la pauvreté et la faim.

## CONCLUSION

Dans le présent mémoire, nous avons cherché à comprendre les effets associés à la troisième révolution à survenir dans le domaine de l'agriculture, la révolution biotechnologique. En ce qui concerne le développement, nous avons noté qu'une révolution silencieuse a vu, depuis le début du vingtième siècle, peu à peu les campagnes de ses travailleurs qui sont transférés dans les secteurs industriels<sup>198</sup>. En second lieu, une révolution qualifiée de 'verte' a permis l'augmentation de la production agricole pour répondre aux problèmes de la faim engendrés par l'urbanisation. Ses réussites ont particulièrement été associées aux réussites en Asie et en Inde. Aujourd'hui, grâce à l'amélioration des nouvelles biotechnologies, une troisième révolution tente de s'imposer afin de hausser les rendements agricoles des PVD. Il est donc question de la reproduction en Afrique sub-saharienne des 'réussites' de la Révolution verte.

Cette reproduction est dangereuse car, comme nous l'avons montré, elle présente également des dangers apparents et prévisibles. Certaines études ont montré qu'en Inde la Révolution verte n'avait pas réussi à hausser les revenus des paysans pauvres. De plus, une hausse de la productivité agricole, à la source d'un développement des systèmes paysans sub-sahariens, et destinée à combattre la pauvreté et la faim, peut être contreproductive dans une économie globalisée. Les États africains sont poussés à abandonner leurs politiques de subventions aux agriculteurs, tandis que les pays industriels continuent de soutenir d'importants régimes de subventions. Toutefois, sans systèmes de subsides agricoles, plusieurs régions du monde ne présentent pas un climat ou des sols favorables pour soutenir

---

<sup>198</sup> Voir Mendras, Henri. 1992. *La fin des paysans*. Paris : Éditions Actes Sud.

l'intensification<sup>199</sup>. L'élimination des soutiens à l'agriculture dans les PVD sub-sahariens, par l'introduction du libre marché, de la parité des prix mondiaux et des firmes étrangères privées, peut donc être nuisible aux agriculteurs. L'abaissement de leurs revenus, en dépit d'une croissance de la productivité et des surplus agricoles, est donc un scénario parfaitement envisageable. Telle est la conclusion à laquelle nos recherches nous ont conduit. Pourquoi ?

Selon nous, l'épineuse question du revenu paysan n'est pas abordée de façon précise par la Banque. Il est admis, dans les études qu'elle finance, que la hausse de la productivité permettra d'enclencher un processus d'accumulation du surplus paysan et des gains plus élevés. Toutefois, un deuxième courant scientifique, plus critique, nous a permis de soutenir des conclusions contraires. Celles-ci s'appuient sur des théories économiques générales, des théories de la croissance agricole, des études de terrain, des études environnementales et des réflexions à propos de la notion même de développement. Nous avons fait l'analyse des politiques de la Banque à propos de la redistribution des richesses au sein des sociétés. Nous avons relié cette question aux questions de la pauvreté et de la faim, de la productivité agricole et des processus d'innovation technique, afin de proposer une vision alternative des politiques de développement.

Nous pensons que les bénéficiaires désignés par ces politiques, les petites exploitations agricoles, qui sont les plus nombreuses en Afrique sub-saharienne, seront les plus grandes perdantes du processus d'industrialisation de l'agriculture. Ces paysans demeureront, si les petites exploitations ne disparaissent pas, après leur passage d'une agriculture de subsistance à une production de type capitaliste, axée sur les *cash crops*, les pauvres d'un système économique qui les exploite. Les PVD sub-sahariens continueront à donner priorité à un développement étatique basé sur le développement industriel. Nous avons montré que les

---

<sup>199</sup> Foster, Andrew D. et Mark R. Rosensweig. 2004. Agricultural Productivity Growth, Rural Economic Diversity, and Economic Reforms : India, 1970-2000. *Economic Development & Cultural Change*, p. 540.

biotechnologies et l'incorporation des intrants agricoles allaient profiter davantage aux firme privées à la source de leur diffusion, aux grandes exploitations et au développement industriel, grâce aux prélèvements de l'État sur l'agriculture. Nous avons montré que les biotechnologies allaient engendrer des coups sociaux et environnementaux importants. Nous avons également montré que les biotechnologies étaient davantage développées pour répondre aux besoins des monocultures d'exportation que ceux des cultures vivrières. Nous avons dès lors soutenu que l'intensification agricole visait davantage à transformer le visage de la ruralité sub-saharienne, axé sur la production vivrière, que de favoriser la hausse de leurs rendements.

Nous avons par la suite soutenu, dans la chapitre trois, que la modernisation des systèmes paysans et l'intensification agricole allaient accentuer l'insécurité alimentaire des zones sub-sahariennes. Ces processus contribueront à perpétuer l'échange inégal qui caractérise les relations commerciales entre l'Afrique et les pays occidentaux depuis les périodes coloniales. Les pays sub-sahariens continueront de favoriser l'échange de matières premières brutes, dont les nombreuses commodités agricoles non-transformées font partie. En donnant la primauté aux cultures d'exportation, ils accentueront leur dépendance aux importations alimentaires, et ce grâce à l'appui de la Banque et sa vision de la sécurité alimentaire. Celle-ci sera davantage assurée par le développement de capacités de production axées sur l'export, afin que les revenus qui y sont associés permettent aux paysans de pallier la perte de leurs anciennes activités agricoles reposant sur la subsistance. La modernisation des systèmes paysans sub-sahariens permettra donc d'approvisionner les milieux urbains en pleine croissance, mais également les marchés occidentaux, et ce par l'abaissement du prix des denrées alimentaires et des produits agricoles. La sécurité alimentaire de l'Afrique sub-saharienne est donc compromise au profit de la sécurité de l'approvisionnement de nos marchés et d'un développement industriel axé autour des grands pôles urbains.



La promesse d'un développement égalitaire en Afrique subsaharienne, n'est à ce stade qu'une illusion, une croyance, et il n'est pas exagéré de suggérer que l'industrialisation ne peut être à la source de la création d'un nombre élevé d'emplois rémunérés, mais bien plutôt le contraire. Il faut donc se méfier des promesses de développement faites par les institutions internationales et du côté séducteur du discours de la Banque mondiale sur le développement et l'éradication de la pauvreté et de la faim. Gilbert Rist a bien relevé cette force du discours et le déplacement qu'il exerce face à des alternatives qui existent, mais qui dérangent, pour éliminer la pauvreté. Le développement en ce sens présente plusieurs contradictions<sup>200</sup>. Les politiques de développement, qui ciblent prioritairement la hausse des capacités productives des PVD d'Afrique subsaharienne, en révèlent plusieurs. Elles sont illustrées notamment par les contradictions entre les objectifs cités par la Banque et les réels bénéficiaires de cette croissance. Toutefois, comme nous l'avons noté, les possibilités offertes par le modèle biologique existent et devraient guider de futures recherches afin de déterminer les meilleures innovations techniques issues du monde agricole subsaharien. De plus, de futures recherches devraient porter sur les innovations institutionnelles, qui permettraient selon nous de pouvoir pallier la pauvreté extrême des milieux ruraux en Afrique subsaharienne, et de soutenir des projets de développement plus égalitaires. Bien que plusieurs études se soient penchées sur la question des revenus paysans, il serait utile de continuer la réflexion à ce sujet, afin de trouver de nouvelles solutions adaptées à un monde de plus en plus globalisé et en constant changement.

Il semble que les tendances actuelles, montrant une croissance effrénée des PVD vers des cultures d'exportation, actualisent les travaux de Louis Malassis et son constat, 25 ans plus tôt, que les effets du *squeeze* agricole maintiennent ou aggravent la pauvreté rurale, et ce de concert avec les politiques de développement prônées par la Banque. Il est intéressant de noter que, malgré

---

<sup>200</sup> Rist, Gilbert. 2001. *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Presses de science po, p. 46.

l'attention portée par J.K. Galbraith à l'étude du phénomène de la pauvreté de masse, caractérisant particulièrement les sociétés rurales, le *squeeze* agricole fasse encore partie des politiques des PVD<sup>201</sup> et que les projets de développement agricole de la Banque permettent leur accentuation. L'alliance est en ce sens manifeste entre les États et les élites nationales, la Banque mondiale et les compagnies occidentales de fournitures en biotechnologies et intrants agricoles. La commercialisation réglementée des cultures d'exportations fait l'objet d'un mécanisme de prélèvements. Les profits sont confisqués aux agriculteurs, dans le but avoué de les investir dans des domaines extérieurs à l'agriculture. « Les couches urbaines qui ont généralement bénéficié de la ponction ainsi effectuée sur la paysannerie ont également vu leur pouvoir d'achat protégé par la faible rémunération des productions alimentaires<sup>202</sup>. »

Les systèmes de prix garantis sont trop souvent une formule utilisée par les États pour capter les profits des cultures d'exportation, mais aussi pour repousser l'agriculture vivrière à des terres marginales. Ces systèmes peuvent cependant être tout à fait justifiables et utiles dans certaines situations. Toutefois, l'expansion à des terres marginales ne répond pas à l'impératif d'une meilleure distribution des moyens de production dans le but de véritablement favoriser les fermiers pauvres. L'industrialisation rapide amène une différenciation du revenu et la part allant aux catégories les plus pauvres est ainsi fortement réduite<sup>203</sup>, confirmant l'actualité des travaux de Irma Adelman. Notre but n'était pas de démontrer que les conclusions de Hayami et de Ruttan étaient fausses et que les biotechnologies ne sont pas porteuse d'espoir pour la pauvreté et la faim. Il est plutôt question de mettre en lumière la manipulation inhérente des politiques de la Banque, qui essaie de soutenir ses projets, par des conclusions et des

---

<sup>201</sup> Voir à ce sujet les conclusions de Galbraith, J. K. 1980. *Théorie de la pauvreté de masse*. Paris : Éditions Gallimard. Les pauvres représentent 80% des ruraux, p. 63.

<sup>202</sup> Laïdi, Zaki. 1989. *Enquête sur la Banque Mondiale*. Paris : Fayard, p. 112.

<sup>203</sup> De Solages, Olivier. 1997. *Vers un nouveau développement des tiers-monde?* Paris : Éditions L'Harmattan, p. 83.

simplifications théoriques relatives au bienfait du développement agricole intensif et de la primauté donnée aux *cash crops* plutôt qu'à l'agriculture vivrière. La Banque mondiale, même en appuyant la fin des subventions à l'agriculture et des systèmes de prix garantis, ne peut empêcher la captation des revenus paysans par les États africains qui tirent une bonne partie de leurs recettes des sphères agricoles, et qui en tireront encore davantage avec l'augmentation des cultures d'exportation. La modernisation agricole se pose davantage comme une opportunité de développement des firmes, oeuvrant dans le domaine des biotechnologies agricoles, mais permet également aux États sub-sahariens de pouvoir utiliser les sphères paysannes, demeurées à l'écart des marchés économiques, afin d'effectuer des prélèvements et des transferts pour assurer leur développement industriel. La modernisation des systèmes paysans permet donc en outre à la Banque de soutenir sa mission première, soit celle d'étendre les frontières de l'économie mondiale à de nouveaux marchés, et de soutenir l'implantation du mode de production capitaliste, transformant ainsi les régimes alimentaires, les liens sociaux et les systèmes paysans vivriers.

Pour nous, le développement agricole, tel que promu par la Banque, accentuera une pauvreté endémique et permettra l'exploitation des paysans par l'expansion d'un système économique capitaliste tentaculaire et de son mode de production, dont la nature ne peut correspondre avec les nécessités de développement en Afrique. Nous sommes particulièrement inquiet des bouleversements qu'introduira l'adaptation des PVD à un système d'intrants; nous sommes également inquiets des changements sur le plan des habitudes alimentaires qui pourraient avoir un impact sur la dépendance des PVD à des produits alimentaires importés. Il est important d'avoir à l'esprit que l'évolution des réglementations, qui n'a pas été étudié en profondeur, aura un grand impact sur l'introduction des nouvelles technologies dans le monde paysan des PVD d'Afrique sub-saharienne<sup>204</sup>. Des études de l'évolution de ces réglementations

---

<sup>204</sup> FAO. 2004. « Impacts économiques des cultures transgéniques » (chap. 4), in *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2004. Les*

seraient donc importantes, afin de déterminer le plus vite possible si les bénéfices de la modernisation agricole, dont le succès serait assuré par un marché international complètement libéralisé, sont réellement saisissables.

N'oublions pas que la FAO, très optimiste en général sur l'avenir des biotechnologies et sur l'apport de la mondialisation à l'amélioration de la situation des petits paysans et des travailleurs agricoles, ne doute pas que cet état des choses puisse présenter également un risque élevé de marginalisation et de pauvreté accrue<sup>205</sup>. À la question "pour qui produire ?", nous répondons maintenant. La production alimentaire est destinée à supporter le développement industriel des PVD, mais également de notre propre développement, aux profits des élites nationales urbaines et rurales, mais également des compagnies de fourniture d'intrants. Le changement fondamental, observé par Eric Hobsbawm, à propos des changements sociaux au cours du siècle dernier, fut le passage des paysans ruraux à un mode de vie urbaine. Ce changement concerne aujourd'hui particulièrement l'Afrique sub-saharienne. Les politiques de la Banque mondiale se situent donc dans une continuité d'appui à ce processus, malgré les effets pervers qui accentuent la pauvreté et les problèmes liés à l'alimentation et à la faim dans le monde.

---

*biotechnologies agricoles, une réponse aux besoins des plus démunis*. Rome : FAO, p. 45-64.

<sup>205</sup> FAO. 2004. « Incidences de la modification des systèmes alimentaires sur les petits agriculteurs des pays en développement », in *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2004*. Rome : FAO.

## BIBLIOGRAPHIE

### MONOGRAPHIES

- Abbot, John. 1992. *Politics and Poverty : A Critique of the FAO of the UN*. New-York, Routledge, 206 p.
- Adda, Jacques. 1996. *La mondialisation de l'économie*. Paris : Éditions La Découverte, 256 p.
- Adelman, Irma. 1961. *Theories of Economic Growth and Development*. Stanford : Stanford University Press, 164 p.
- Adelman, Irma et Taft Morris, Cynthia. 1973. *Economic Growth and Social Equity in Developing Countries*. Stanford : Stanford University Press, 257 p.
- Amin, Samir. 1988. « Pour une stratégie alternative de développement : l'industrialisation au service de l'agriculture », in *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, p. 219-232. Paris : Éditions Anthropos.
- Araghi, Farshad. 2000. « The Great Global Enclosure of Our Times : Peasants and the Agrarian Question at the End of the Twentieth Century », in *Hungry for Profits : The Agribusiness Threat to Farmers, Food, and the Environment*, sous la dir. de Maydoff, Fred, Bellamy, John F. et Buttel, Frederick H., p. 145-159. New-York : Monthly Review Press.
- Azoulay, Gérard et Dillon, Jean-Claude. 1993. *La sécurité alimentaire en Afrique. Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies*. Paris : Éditions Karthala, 296 p.
- Bertrand, Jean-Pierre. 1997. *Le pouvoir alimentaire mondial en question*. Paris : Éditions Economica, 112 p.
- Boserup, Ester. 1970. *Évolution agraire et pression démographique*. Paris : Éditions Flammarion, 218 p.
- Cling, Jean-Pierre. 2004. « Le discours de la Banque mondiale sur la lutte contre la pauvreté », in *Les nouvelles Stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*, sous la dir. de Jean-Pierre Cling, Mireille Razafindrakoto et François Rubaud, p.21-52. Paris : Éd. Institut de la recherche sur le développement/Economica.
- Brunel, Sylvie. 2003. *Famines et politique*. Paris : Presses Universitaires de France, 150 p.

- Brunel, Sylvie. 2004. *L'Afrique, un continent en réserve de développement*. Rosny-sous-Bois : Éditions Bréal, 235 p.
- De Solages, Olivier. 1997. *Vers un nouveau développement des Tiers-Monde*. Paris : L'Harmattan, 196 p.
- Easterly, William. 2001. *The Elusive Quest for Growth*. Cambridge, Mass. : MIT Press, 342 p.
- Fumey, Gilles. 1997. *L'agriculture dans la nouvelle économie mondiale*. Paris : Presses Universitaires de France, 379 p.
- Galbraith, John K. 1980. *Théorie de la pauvreté de masse*. Paris : Gallimard, 164 p.
- George, Susan. 1989 *Famine et pouvoir dans le monde*. Paris : Presses universitaires de France, collection Tiers-Monde/IEDES, 139 p.
- George, Susan. *Le Rapport Lugano*. Paris : Éditions Fayard, 2000, 362 p.
- Golay, Christophe et Way, Sally-Anne. 2004. « Le droit à l'alimentation », in *Géopolitique de la faim*, sous la dir. d'Action contre la faim. Paris : Presses Universitaires de France, 243 p.
- Guyer, Jane I. 1987. *Feeding African Cities*, London : Manchester University Press, International African Institute, 249 p.
- Hayami, Yujiro et Ruttan, Vernon W. 1998. *Agriculture et développement, une approche internationale*. Paris : Institut National de la Recherche Agronomique, 600 p.
- Hyden, Goran. 1980. *Beyond Ujamaa in Tanzania; Underdevelopment and an Uncaptured Peasantry*. Londres : Heinemann, 270 p.
- Jonckers, Danielle. 1995. « Stratégies alimentaires au Mali sud », in *Alimentations, traditions et développements en Afrique intertropicale*, sous la dir. de R. Devish, F. De Boeck et D. Jonckers. Paris : Éditions L'Harmattan, , 303 p.
- Klatzmann, Joseph. 1975 *Nourrir dix milliards d'hommes*. Paris : Presses universitaires de France, 278 p.
- Laïdi, Zaki. 1989. *Enquête sur la Banque Mondiale*. Paris : Fayard, 358 p.

- Madeley, John. 2002. *Le commerce de la faim; la sécurité alimentaire sacrifiée à l'autel du libre échange*. Montréal : Éditions Écosociétés, 259 p.
- Malassis, Louis. 1973. *Économie agro-alimentaire; I Économie de la consommation et de la production agro-alimentaire*. Paris : Éd. Cujas, 437 p.
- Malassis, Louis, et Martine Padilla. 1986. *Économie agro-alimentaire; III L'économie mondiale*. Paris : Éditions Cujas. 449 p.
- Mendras, Henri. 1992. *La fin des paysans*. Paris : Éditions Actes Sud, 436 p.
- Mounier, Alain. 1992. *Les théories économiques de la croissance agricole*. Paris : Economica, 427 p.
- Orsena, Érik. 2006. *Voyage au pays du coton, petit précis de mondialisation*. Paris : Éditions Fayard, 292 p.
- Payer, Cheryl. 1982. *The World Bank, A Critical analysis*. New-York : Monthly Review Press, 414 p.
- Pottier, Johan. 1995. « Food Stress, Food Policies », in *Alimentations, traditions et développements en Afrique intertropicale*, sous la dir. de R. Devisch, F. de Boeck et D. Jonckers, Paris : Éditions L'Harmattan, 303 p.
- Rawls, John. 1971. *A Theory of Justice*. Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 608 p.
- Requier-Desjardins, Denis. 1989 *L'alimentation en Afrique; manger ce qu'on peut produire*. Paris/Abidjan : Éditions Khartala/Pusaf, 169 p.
- Rich, Bruce. 1994. *Mortgaging the Earth; The World Bank Environmental Impoverishment, and the Crisis of Development*. Boston : Beacon Press, 376 p.
- Rist, Gilbert. 2001. *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Presses de science po, 443 p.
- Séralini, Gilles-Éric. 2003. *Génétiqument incorrect*. Paris : Éditions Flammarion, 322 p.
- Schultz, Theodore W. 1964. *Transforming Traditional Agriculture*. New-Haven : Yale University Press, 212 p.

- Scott, James C. 1985. *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*. New-Haven : Yale University Press, 162 p.
- Sen, Amartya. 1982. *Poverty and Famines : an Essay on Entitlement and deprivation*. Oxford : Clarendon Press, 257 p.
- Shiva, Vandana. 2001. *Le terrorisme alimentaire; comment les multinationales affament le tiers-monde*. Paris : Éditions Fayard, 197 p.
- Shiva, Vandana. 2001. *La vie n'est pas une marchandise; les dérives des droits de propriété intellectuelle*. Montréal : Éditions Écosociété, 159 p.
- Stiglitz, Joseph. 2002. *La grande désillusion*. Paris, Fayard, 324 p.
- Tollens, Éric. 1995. « Réflexions d'un agro-économiste », in *Alimentations, traditions et développements en Afrique intertropicale*, sous la dir. de R. Devisch, F. de Boeck & D. Jonckers. Paris : Éditions L'Harmattan, 303 p.
- Vergopoulos, Kostas. 1980. « La marginalisation de l'agriculture contemporaine », in *Les firmes transnationales et l'agriculture en Amérique latine*, sous la dir. de Arroyo Gonzalo, p. 56-68. Paris : Éditions Anthropos, 256 p.
- Wiarda, Howard J. 1985. « Toward a Nonethnocentric Theory of Development : Alternatives Conceptions from the Third World », in *The Political Economy of Development and Underdevelopment*, sous la dir. de C. K. Wilber et K. P. Jameson, p. 56-82. New-York : Random House, 595 p.
- Ziegler, Jean. 2004. « La faim et les droits de l'homme », In *Géopolitique de la faim*, sous la dir. d'Action contre la faim. Paris : Presses universitaires de France, 243 p.

#### REVUES SPÉCIALISÉES

- Bornschiefer, Volker. 1982. « L'économie mondiale dans le système mondial ». *Revue Internationale des Sciences Sociales*, vol. 34, no 1, p. 41-62.
- De Janvry, Alain. 1975. « The Political Economy of Rural development in Latin America : An Interpretation ». *American Journal of Agriculture Economics*, no 57, p. 490-499.



- Bindraban, P. S. et Rabbinge, R. 2004. « *Technologies that can make a difference: Enhancing agricultural productivity in Africa* ». InterAcademy Council Study Panel on Science and Technology; Strategies for Improving Agricultural Productivity and Food Security in Africa (Amsterdam): InterAcademy Council, Background Paper no 2.
- Campagne, Pierre. 1982. « État et paysans : la contradiction entre deux système de reproduction ». *Économie rurale*, no 147-148, p. 37-54.
- Caubet, Christian G. 2002. « L'impact néfaste des grands barrages ». *Manière de voir*, La ruée vers l'eau, no 65, p. 42-44.
- Fahy Bryceson, Deborah. 1996. « Deagrarianization and Rural Employment in sub-Saharan Africa : A Sectoral Perspective ». *World Development* (Amsterdam : Elsevier Science), vol. 24, no 1, p. 97-111.
- Foster, Andrew D. et Rosensweig, Mark R. 2004. « Agricultural Productivity Growth, Rural Economic Diversity, and Economic Reforms : India, 1970-2000 ». *Economic Development & Cultural Change* (Chicago), p.87-111.
- Hibou, Béatrice. 1998. « Économie politique du discours de la Banque mondiale en Afrique sub-saharienne : du catéchisme économique au fait (et méfait) missionnaire ». *Les études du Centre d'études des et de recherches internationales* (Paris), no 39, 46 p.
- Hugon, Philippe. 2000. « Le FMI, la Banque mondiale et l'OMC : libéralisation, ajustement structurel et/ou développement ? ». Haut conseil de la coopération internationale (Paris). [www.hcci.gouv.fr](http://www.hcci.gouv.fr).
- Ilbert, Hélène et Sélim Louafi. 2004. « Biodiversité et ressources génétiques : la difficulté de la constitution d'un régime international hybride ». *Revue Tiers Monde* (Ivry-sur-Seine : Éditions Sedes), vol. 75, no 177, p.107-127.
- Jeyaratnam, J. 1990 « Acute Pesticide Poisoning : A Major Health Problem ». *World Health Statistics Quarterly* (Genève : World Health Organisation), Vol. 43, no 33, p. 139-144.
- Johnson, Gale D. 2000. « Population, Food and Knowledge ». *American economic Review*, vol.90, n. 1, p. 1-14.
- Labri Bouguerra. 2002. « Mohamed, Les circuits discrets de la pollution ». *Manière de voir*, La ruée vers l'eau , no 65, p. 34-37.

- Little, Daniel. 2003. « Institutions, Inequality and Well-Being Distributive Determinants of Rural Development ». *University of Michigan-Dearborn*, 13 p.  
<http://www.msu.edu/unit/phl/devconference/Littlepanelpresentation.pdf>.
- Michalet, Charles-Albert. 1979. « États nations, firmes multinationales et capitalisme mondial ». *Sociologie & Société*, vol. 11, no 2, p. 40-57.
- Owen, Wyn F. 1966. « The Double Developmental Squeeze on Agriculture ». *American Economic Review*. n. 56, p. 43-70.
- Rao, S. M. 1986. « Agriculture in Recent Development Theory ». *Journal of Development Economic* (Amsterdam : Elsevier Science), n. 22, p. 421-486.
- Sen, Amartya. 1983. « Development : Which Way Now ? ». *The Economic Journal*, vol. 93, n. 372, p. 742-762.
- Stiglitz, Joseph. 2002. « FMI, la preuve par l'Éthiopie ». *Le Monde diplomatique*, avril, p. 10-11.
- Testart, Jacques. 2000. « Les experts, la science et la loi » *Le Monde diplomatique*, no 558, septembre, p. 26-27.

#### PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES ET INTERNATIONALES

- Ayres, Wendy S. et Alex F. McCalla. 1997. *Rural Development : From Vision to Action*. Washington D.C. : World Bank Publications, Environmentally and Socially Sustainable Development Studies and Monographs Series, n. 12, 191 p.
- Brambilla, Irene et Guido G Porto. 2006. *Farm Productivity and Market Structure: Evidence from Cotton Reforms in Zambia*. Washington D.C. : World Bank Publications, Policy Research, Working Paper n. 3904, 41 p.
- Byerlee, Derek, Diao Xinshen et Chris Jackson. 2005. *Agriculture, Rural Development, and Pro-poor Growth; Country Experiences in the PostReform Era*. Washington D.C. : World Bank Publications, Agriculture and Rural Development Discussion Paper, n. 21, 63 p.
- Cleaver, Kevin. 1993. *A Strategy to Develop Agriculture in Sub-Saharan Africa and a Focus to the World Bank*. Washington D.C. : World Bank Publications, Technical Paper n. 203, 139 p.

- Cleaver, Kevin. 1997. *Rural Development Strategies for Poverty Reduction and Environmental Protection in Sub-Saharan Africa*, Washington D.C. : World Bank Publications, 67 p.
- Scaki, Csaba & C. De Haan. 2003. *Reaching Rural Poors, A Renewed Strategy for Rural Development*. Washington D.C. : World Bank Publications, 170 p.
- CNUCED. 1998. *Trade and Development Report 1998. Financial Instability Growth in Africa*. Genève : Secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 264 p.
- FAO. 2001. *L'agriculture, le commerce et la sécurité alimentaire; questions et alternatives concernant les négociations de l'OMC dans la perspective des pays en développement*. Genève : Rapport et documents du colloque organisé par la FAO/Division des produits et du commerce international, vol. 1 .
- FAO. 2001. *Problèmes d'éthique dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture*. Rome : FAO/UNEP, Collection Questions d'Éthique, 40 p.
- FAO. 2004. *Éthique et intensification agricole durable*. Rome : Questions d'éthique, no 3, 36 p.
- FAO. 2004. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2003-2004. Les biotechnologies agricoles, une réponse aux besoins des plus démunis*. Rome : FAO, Collection Agriculture no 35, 226 p.
- FAO. 2004. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2004; suivi des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et de la Déclaration du millénaire*. Rome : FAO, 43 p.
- Ingo, Merlinda et Winters Alan L. 2000. *Agricultural Trade Liberalization in a New Trade Round; Perspectives of Developing Countries & Transitions Economies*. Washington D.C. : World Bank Publications, Discussion Paper n. 418, 157 p.
- Johnson, Ian (World Bank Vice President, Environmentally and Socially Sustainable Development). Février 2002. *Food Security and Basic Human Needs*. New-Delhi : Sustainable Development Summit, Plenary Session 7, 8 p.
- Lamine Bocoum, Mouhamadou. Juillet 2005. *Cadre de politique de réinstallation des déplacés involontaires du PMDA, Rapport final*. Dakar : Ministère de l'agriculture et de l'hydraulique, Programme de développement des marchés agricoles du Sénégal (code PPF/PDMA/BM Q4330/SE), 40 p.

- Meerman, Jacob. 1997. *Reforming Agriculture : The World Bank Goes to Market*. Washington D.C. : World Bank Publications, 161 p.
- ONU. 1992. Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. *Convention de Rio de Janeiro sur la diversité biologique*. Montréal : Programme des Nations Unies pour l'environnement. <http://www.biodiv.org/convention/convention.shtml>.
- ONU. 2000. Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. *Protocole de Carthagena sur la prévention des risques biotechnologiques* Montréal : Programme des Nations Unies pour l'environnement. <http://www.biodiv.org/biosafety/protocol.shtml>.
- Pingali, Prabhu et Raney, Terri. 2005. *From the Green Revolution to the Gene Revolution : How Will the poor fare ?* Rome : FAO, Agricultural and Development Division, ESA Working Paper n. 05-09. <http://www.fao.org/es/esa>
- Townsend, Robert F. 1999. *Agricultural Incentives in Sub-Saharan Africa : Policy Challenges*. Washington D.C. : World Bank Publications, Discussion Paper n. 444, 191 p.
- World Bank. 1987. *Rapport sur le développement dans le monde 1986*, Washington D.C. : World Bank Publications.
- World Bank. 1991. *Agricultural Biotechnology The Next "Green Revolution" ?*, Washington D.C. : World Bank Publications, Technical Paper no 133, 51 p.
- World Bank, 1997. *Annual Report 1997; Rural Development : From Vision to Action*. Washington D.C. : World Bank Publications, Studies and Monographs Series, 157 p.
- World Bank. 2001. *Rapport sur le développement dans le monde 2000-01 : Abrégé*, Washington : World Bank Publications, 16 p.
- World Bank. 2003. *Sustainable Development Report 2003; Sustainable Development in a Dynamic World : Transforming Institutions, Growth, and Quality of Life*. Washington D.C. : World Bank & Oxford University Press.
- World Bank. Environmental and Social Development Department. 2005.. *Africa Region Project Appraisal Document on a Proposed Credit in the Amount of SDR 40 Million (US\$ 66 million Equivalent) to the Republic of Mali for a Rural Community Development Project*. Washington D.C. : country department, Report n. 31205-ML

World Bank. 2005. *Global Monitoring Report 2005; Millenium Development Goals : From Consensus to Momentum*. Washington D.C. : World Bank Publications, 256 p.

World Bank. Environmentally and Socially Sustainable Development. 2006. *Africa Region, Project Appraisal Document on a Proposed Credit in the Amount of SDR 24,7 millions (US\$ 35.0 million Equivalent) to the Republic of Senegal in the Support of the First Phase of the Agricultural Markets and Agribusiness Development Program*, Washington : Country Department 14, 91 p.

World Bank. 2006. *World Development Indicators 2006*. Washington D.C. : World Bank Publications, 242 p.